LA VIE INTELLECTUELLE

V. I. : Politique de la conscience.

D. DUBARLE : L'atome pour tout le monde.

J.-L. ARANGUREN : La littérature espagnole à l'époque du roman.

M. VAUSSARD : Le rôle de « L'Ere Nouvelle » après 1848.

M. CRUBELLIER : Interprétations et connaissance de l'Histoire.

P.-A. MARTEL : Tunisie, Maroc, Algérie.

LES SIGNES DU TEMPS

Diplomatie en mouvement.
L'ouragan.
Le conflit judéo-arabe reprend la première place.
Goa ou les inconséquences de l'Inde.
Expériences de démocratie au Cambodge.
Grèves en Tunisie.
Conflits sociaux en France.
Mr Butler face à la « crise de prospérité »
Crise dans l'Eglise anglicane.
Des Semaines Sociales, pour quoi faire?
Trois congrès.
Lettre à la rédaction : La formation des administrateurs du Maroc.
Portraits : « Arafiste » et « Youssefiste ».

LIVRES. THEATRE

DOCUMENT : Les catholiques hollandais dans la nation.

REVUE MENSUELLE

OCTOBRE 1955

LES ÉDITIONS DU CERF_PARIS

SOMMAIRE

V. I.	: **Politique de la conscience**.....	1
D. DUBARLE	: **L'atome pour tout le monde**....	7
J.-L. ARANGUREN	: **La littérature espagnole à l'époque du roman**.....	27
M. VAUSSARD	: **Le rôle de *L'Ere Nouvelle* après 1848**	40
M. CRUBELLIER	: **Interprétations et connaissance de l'Histoire**	51
P.-A. MARTEL	: **Tunisie, Maroc, Algérie**.....	63

LES SIGNES DU TEMPS

Diplomatie en mouvement (A. Frisch) 72
L'ouragan (J. Rounault) 76
Le conflit judéo-arabe reprend la première place (P. Rondot). 77
Goa ou les inconséquences de l'Inde (A. Viatte) 81
Expériences de démocratie au Cambodge (P. Rondot) 84
Grèves en Tunisie (G. de Bernis) 87
Conflits sociaux en France (A Detraz) 91
Mr Butler face à la « crise de prospérité » (M. Niveau) 94
Crise dans l'Église anglicane ? (R. Beaupère) 100
Des Semaines Sociales, pour quoi faire ? (J. Thomas) 105
Loisirs et devoirs de vacances : Trois congrès (D. Dubarle). 108
Lettre à la rédaction : La formation des administrateurs du Maroc 112

PORTRAIT

Portraits parallèles : L' « arafiste » et le « youssefiste » (E. Borne) 115

CHRONIQUES

Les chrétiens arabes (A.-M. Henry) 121
Le régime politique français (R. Remond) 126
Survie de Monsieur Pouget (A.-M. Dubarle) 128
Romans (M. Chavardès) 130
Théâtre (H. Gouhier) 134

DOCUMENT

Les catholiques hollandais dans la nation (A.-J. Arntz)..... 137

La Vie Intellectuelle

VINGT-SIXIÈME ANNÉE. — OCTOBRE 1955

Politique de la conscience

Le rappel d'une demi-classe de jeunes disponibles est un commencement de mobilisation, et une mobilisation est toujours une guerre commencée ; il ne faut pas se payer de mots hypocritement rassurants : la guerre africaine, dans l'Aurès d'abord, dans le Constantinois maintenant, est en train de prendre le relais de la guerre indochinoise, et le problème qui se pose à la politique française n'est pas de l'empêcher, mais plus exactement de l'interrompre.

Le problème politique se complique aussitôt d'un problème moral, mal isolable du premier, comme il est inévitable dans les affaires publiques et les actions historiques : cette guerre est-elle juste ? ne tend-elle pas à perpétuer un régime colonial condamné à la fois par la conscience et par le train du monde ? L'interrogation se lève d'elle-même parmi les ruines, les flammes et le sang d'un été cruel qui a vu Oued-Zem et Philippeville ; traiter l'apparition de fantôme et ne pas la considérer en face ne l'empêcherait pas de nous tourmenter secrètement et d'exister dans l'inapaisable réalité d'une inquiétude de l'esprit.

Ces rappelés de la gare de Lyon, en instance de départ vers Marseille et l'Afrique, qui, l'autre jour, refusèrent de partir et manifestèrent aux cris de « l'Algérie aux Algériens », il ne faut pas se hâter de les prendre pour des héros de l'objection de conscience ou des témoins d'un prophétisme sublime; ces garçons qui pour quelques heures sans lendemain jouèrent à la révolte, ils étaient d'abord les victimes des faiblesses humaines et techniques d'un encadrement insuffisant, du vide et de l'insupportable lenteur d'une vie encasernée bien propre à sécréter le non-sens et l'absurde, peut-être aussi de l'anormale chaleur d'une trop belle arrière-saison. Mais tout médiocre qu'il soit de bout en bout, le fait-divers donne beaucoup à penser; car le moral d'un soldat, autoritairement enrôlé dans une entreprise guerrière, sera toujours menacé et chancelant aussi longtemps que, dépersonnalisé et réduit à l'état d'objet par l'existence militaire, l'homme mobilisé comprendra mal les raisons de ce qui lui est demandé. Ici encore la question de la légitimité d'une action, problème fondamental de conscience, ne saurait être éludé.

La France assume en Afrique du Nord les responsabilités de l'ordre, et il est trop clair que les choses en sont arrivées à cette extrémité d'anarchie et de rébellion qu'un déploiement supplémentaire de force est nécessaire pour que soient protégés les vies et les biens de nos compatriotes et pour que soient efficacement réduits des foyers insurrectionnels qui restent virulents. Les atrocités commises à Oued-Zem et dans la région de Philippeville avec d'incroyables raffinements de sadisme ajoutent un devoir humain à un devoir national, l'un et l'autre élémentaire contre lesquels ni la conscience

civique ni la conscience morale ne peuvent se mettre en état d'objection.

De telles maximes, pour incontestables qu'elles soient, ne sauraient cependant être complètement apaisantes et faire de l'obéissance sans conditions un impératif catégorique. Il n'est pas d'armée qui ne soit l'instrument d'une politique, et si la politique française en Afrique du Nord n'avait d'autres desseins que la défense d'intérêts colonialistes et le maintien de tout un peuple dans un état d'infériorité morale et matérielle, le refus d'obéissance pourrait avoir une vertu et morale et civique. Or il paraît maintenant acquis que la politique inaugurée en Tunisie a une valeur exemplaire pour le reste du Maghreb ; parmi trop d'atermoiements et d'hésitations une semblable politique de négociation semble être mise en œuvre au Maroc, si bien que, laborieusement la preuve est en train de se faire que la défense ou le rétablissement de l'ordre ne sont pas incompatibles avec un progrès vers moins d'injustice. Dans ces conditions, les actions de police ou plutôt de guerre qu'il faut mener en Afrique du Nord ne sont pas condamnables moralement parce qu'elles peuvent être mises au service d'une politique humaine.

Il reste une dernière instance, la plus grave, et qui suffirait à réveiller le scrupule et à le pousser jusqu'à l'objection de conscience : une politique même approximativement juste dans sa visée lointaine risque d'être ruinée moralement si elle use de moyens qui contredisent ses buts ultimes, et il paraît établi que la répression menée au lendemain de l'insurrection du 20 août dans le Constantinois a passé toute mesure ; au nom de la maxime « à crime collectif, châtiment collectif », on a détruit des hameaux, anéanti la population virile des

tribus estimées coupables, réduit à la misère totale les femmes et les enfants qu'on s'admire d'avoir par humanité épargnés. C'est oublier que le principe de la responsabilité collective est incompatible avec l'esprit de la civilisation personnaliste que nous entendons défendre. C'est de plus, en écrasant des foyers, alimenter en combattants et fanatismes les maquis ennemis ; c'est pousser à l'extrémisme idéologique et rejeter aux résolutions désespérées ceux-là même avec lesquels il faudra bien négocier pour établir un jour dans une coexistence pacifique les deux communautés arabe et européenne ; c'est mettre la France en fâcheuse posture devant des opinions étrangères trop portées à la malveillance ; bref, c'est perdre au temporel comme au spirituel, au politique comme au moral.

Ne pas participer à une action qui répond à la barbarie par la barbarie quoiqu'il doive en coûter à l'abstentionniste, ce serait simplement rester honnête et faire la politique de la conscience qui n'est pas, au surplus, une si mauvaise politique. Les pouvoirs constitués à Paris comme dans les capitales africaines ont le devoir d'empêcher que la répression s'engage dans ces chemins de sottise et d'abomination — si bien que la protestation de l'objecteur de conscience, loin d'être une manifestation anarchique, ne fait que suppléer à une carence évidente de l'autorité.

*
* *

L'objection de conscience n'a alors de sens que dans une situation concrète et déterminée pour contredire un ordre inhumain sur la terre brûlée des représailles ; mais refuser à priori le service dans une armée à desti-

nation africaine pour être sûr de ne pas se trouver dans une situation semblable, ce tolstoïsme abstrait ne se confond pas avec la politique de la conscience, parce qu'il n'est à aucun degré une politique. Comme il arrive souvent pour les partis pris d'absolue pureté, on ferait très exactement le contraire de ce qu'on cherche et on contribuerait à cette exaspération des racismes opposés qui fait le malheur du Maghreb. Car la présence d'une armée française renforcée en Afrique du Nord doit fortifier aussi l'autorité de la France et lui donner des armes et matérielles et morales pour remplir une fonction d'arbitrage et pour arracher les deux communautés dont elle a la charge aux fatalités d'une lutte seulement biologique dont la conséquence et le salaire seraient à brève échéance un chaos sans nom. Les représailles d'après le 20 août qui ont répondu à l'inhumanité par l'inhumanité s'expliquent par la pression sociologique d'une communauté européenne qui a tendance à se faire justice à elle-même et à ignorer ou à mépriser la France métropolitaine et les autorités de la République. Une armée seulement africaine n'est que trop sensible à l'influence des mauvais génies locaux et risque de prendre une mentalité proconsulaire. Des forces d'origine métropolitaine auront vraisemblablement un autre esprit et pourront, si le gouvernement de la République a la volonté de l'utiliser, être un bon instrument dans la lutte nécessaire contre ce vertige de dissidence « sudiste » dont nous disions dans un récent billet qu'il est la tentation majeure des Européens d'Afrique.

L'envoi au Maghreb de troupes, même prises dans le contingent, est donc un acte politique raisonnable qui ne paraît pas relever du mystère d'iniquité, mais là où

existent des situations de guerre qui menacent de pousser les antagonistes jusqu'à l'absolu de la haine, l'objection de conscience pourra soudain être le dernier recours du soldat qui entend rester un homme, et il faut en affirmer, contre la brusque horreur de l'ordre barbare, la légitimité et la constante possibilité.

Tenir les deux bouts de la chaîne, être attentif aux nécessités politiques et fidèle aux exigences morales est le parti le plus incommode. Mais il n'est pas d'autre moyen pour faire la morale moins inefficace et la politique moins inhumaine. La terre des hommes n'est jamais complètement submergée par le désespoir de l'enfer, et en toutes circonstances, même parmi les grands déchirements africains, il y a, possible, une politique de la conscience. Mais il faut autant d'imagination pour la découvrir que de courage pour la faire.

V. I.

L'ATOME POUR TOUT LE MONDE

Du 8 au 20 août dernier, deux semaines durant, la Conférence pour l'utilisation pacifique de l'énergie atomique a réuni à Genève les délégués de soixante-treize nations. Envisagée dans la perspective d'un demi-siècle d'histoire des sciences et de ces quinze dernières années de conquêtes techniques, cette Conférence doit être saluée comme un très grand événement. Le potentiel de ses conséquences est difficile à bien évaluer : tout donne à penser qu'il est des plus considérables.

Que s'est-il au juste passé pendant cette quinzaine ? Ceci tout d'abord : alors que jusqu'à présent seules les applications militaires de la conquête scientifique de l'énergie nucléaire avaient compté au plan des affaires politiques mondiales, désormais les applications pacifiques de cette conquête commencent à leur tour de le faire. La Conférence de Genève a officialisé ce fait. Ceci ensuite : pour la première fois depuis 1914, donc depuis plus de quarante ans, la communauté des hommes de science s'est retrouvée à peu près vraiment elle-même à l'échelle mondiale et pour traiter des questions scientifiques qui engagent largement le devenir global de l'humanité. Ce dernier fait s'est, pour ainsi dire, noué de lui-même, sans que les pouvoirs politiques qui ont pris l'initiative de cette Conférence en

aient eu, semble-t-il, l'intention très explicite. Mais les hommes de science, eux, ne sont pas près d'oublier ce qu'il leur a été permis de vivre pendant cette rencontre. Sur l'un et l'autre point quelque chose d'irréversible paraît bien avoir eu lieu.

Mais il faut détailler maintenant. La physionomie de la Conférence atomique de Genève est assez complexe. La façon dont elle s'est organisée, puis déroulée, les sujets dont elle a traité et ceux qu'elle a laissés dans l'ombre, tout est gros de multiples enseignements. Essayer de s'y reconnaître, c'est sans doute se donner les moyens de pressentir un certain nombre de caractéristiques de notre proche avenir humain.

I. — Les applications pacifiques de l'énergie nucléaire et la politique mondiale

La première idée d'une grande conférence internationale sur les applications pacifiques de l'énergie nucléaire remonte aux derniers mois de 1953. Le 8 décembre de cette année, le président Eisenhower en fit la proposition dans un discours prononcé à l'Assemblée de l'O.N.U. Un an plus tard la même assemblée approuvait deux résolutions ayant trait l'une à la réunion de la conférence qui vient d'avoir lieu, l'autre à la création d'une agence internationale de l'Energie atomique, patronnée par les Nations Unies et de propos exclusivement pacifique.

Parallèlement, un certain nombre de faits venaient accroître l'importance de la future conférence. Dans le

courant de l'été 1954 la Russie annonçait la mise en fonctionnement d'une première centrale produisant du courant électrique en utilisant l'énergie dégagée par un réacteur nucléaire. La puissance produite est faible : 5.000 kilowatts. Mais c'est tout de même déjà la réalisation d'une installation pilote. Puis, le 15 février de cette année-ci, c'est la publication du Livre Blanc anglais : *A Programme of Nuclear Power*. Il y est annoncé, pour les dix années à venir, l'installation progressive de douze centrales à énergie nucléaire destinées à fournir environ 2.000.000 de kilowatts de puissance industrielle utilisable. La publication de ce document change littéralement la face des choses en ce qui concerne les applications pacifiques de l'énergie nucléaire.

L'Angleterre se déclare en effet décidée à entrer dans la voie de réalisations à l'échelle d'un grand pays industriel soucieux de ses futures ressources énergétiques et songeant déjà aux possibilités d'un marché nouveau d'importance mondiale. L'Angleterre, il est vrai, publie aussitôt après un second Livre Blanc, où elle déclare sa volonté de se constituer l'armement thermonucléaire qu'elle estime nécessaire à sa puissance militaire, et sur le moment cette seconde publication soulève plus d'émotion encore que la première. Les déclarations anglaises sur la bombe H n'empêchent pas néanmoins les plus avisés de comprendre que l'ère de l'émulation sur le plan pacifique est en train de débuter. Il n'est pas impossible que ce soit ce discernement, joint à la perspective de plus en plus prochaine de la Conférence de Genève qui, le 13 avril dernier, ait amené le chef du gouvernement français à déclarer, après diverses hésitations, que la France entendait maintenir ses efforts

dans une ligne exclusivement pacifique, tout en consacrant des crédits désormais très augmentés à l'extension du plan des réalisations françaises en cours. Il apparaissait ainsi qu'on ne parlerait pas simplement à Genève de possibilités plus ou moins vagues, mais qu'on y confronterait des programmes déjà bien concrétisés.

Enfin, en mars 1955, les Nations Unies décidèrent d'inviter tous les pays qui participeraient à la Conférence de Genève à y organiser une exposition scientifique sur le terrain du Palais des Nations. Ainsi tout a concouru à donner à la Conférence une ampleur et une portée que l'on ne pouvait encore pressentir à la première annonce qui en fut faite.

Le programme des sujets de la Conférence était très étendu : tout ou à peu près tout ce qui a trait aux possibilités d'utiliser pacifiquement l'énergie nucléaire y a été abordé. Quelques douze cents rapports y furent présentés et chaque délégation reçut un énorme poids de documents. En gros, trois grands thèmes se partageaient les matières : tout d'abord les réacteurs destinés à produire de l'énergie, puis leurs annexes technologiques de toute sorte, enfin les isotopes radioactifs produits par les réactions nucléaires et les différents problèmes posés par la radioactivité artificielle. Disons rapidement ce qui, à première vue, semble avoir été le plus saillant, dans ces différents domaines.

1. — *Réacteurs et centrales produisant de l'énergie.*

Nous sommes à l'aube des réalisations importantes. Mais il faut se rappeler que presque rien n'existe encore à l'état d'installation en fonctionnement. Les

programmes ont pris consistance et les mises en chantier ont déjà commencé. Le plus développé de ces programmes est celui de la Grande-Bretagne. Il se présente de la façon suivante :

Pour les dix années à venir :

1) Deux stations de deux réacteurs chacune — échange de chaleur par circulation gazeuse. Construction débutant vers le milieu de 1957. Mise en service vers 1960-1961.

2) Deux stations de deux réacteurs chacune — plus perfectionnés que les précédents, à échange de chaleur toujours par circulation gazeuse. Construction débutant en 1958-1959. Mise en service vers 1963.

Puissance d'ensemble de ces quatre stations : comprise entre 400 et 800.000 kilowatts.

3) Quatre stations probablement d'un seul réacteur chacune, travaillant à un rendement supérieur — échange de chaleur probablement encore par circulation gazeuse. Construction débutant vers 1960. Mise en service escomptée pour 1963-1964.

4) Quatre stations probablement d'un seul réacteur à haut rendement chacune — échange de valeur peut-être par circulation liquide. Construction débutant vers 1961-1962, mise en service escomptée pour 1965.

Puissance d'ensemble de ces huit stations : largement supérieure à un million de kilowatts.

Par rapport à tout ceci, la Centrale en cours de construction à Calder Hall, dont deux réacteurs entreront en fonctionnement dès l'an prochain, permettant de disposer d'une puissance de 70.000 kilowatts, ne représente encore qu'une usine-pilote. Le plan anglais ne cache pas d'ailleurs qu'il faut encore largement compter sur l'expérience que donneront les toutes premières réalisations pour préciser ce qu'il convient de faire par la suite. De leur côté, les Etats-Unis entreprennent la réalisation d'une première centrale électrique à Shippingport. Elle

ne fonctionnera pas avant 1957. Une centrale russe d puissance analogue demandera, elle aussi, deux ans construire. En France, l'installation à peu près para lèle à Calder Hall (la pile G_2 de Marcoules avec se 20.000 kilowatts de puissance utilisable) ne fonctionner pas avant le début de 1958, suivie rapidement par le premières installations industrielles dont l'E.D.F. désormais arrêté le projet. L'exploitation pacifique d l'énergie nucléaire a déjà posé ses premières pierres Sur le plan des réalisations industrielles, elle n'inau gure pas encore. Pourtant, le fait que l'énergie d'ori gine nucléaire prend pied dans le monde industriel point pour venir relayer l'apport des autres sources s présente désormais avec la garantie d'évidences sé rieuses et entrées dans la pratique. Avec cet appoint le monde dispose de ce qu'il lui faut pour continue son expansion industrielle et le développement de l forme de civilisation dans laquelle il est entré.

Les questions de prix de revient de l'énergie obtenu de la source nouvelle ont été discutées assez avant Genève. Des chiffres ont été donnés, situés entre quatr et neuf dixièmes de cent (soit de 1 fr. 40 à 3 fr. 2 environ) le kilowatt-heure. En fait les prix de revien seront fonction des circonstances particulières dans les quelles les diverses installations seront réalisées e aussi... des façons de les calculer, en tenant ou en n tenant pas compte des divers sous-produits, dont l Plutonium (à usage éventuellement militaire) n'est pa le moindre. Ce que l'on peut dire, c'est qu'il y aur une période initiale où l'énergie ainsi produite sera en moyenne un peu plus coûteuse que celle produite par le installations thermiques ou hydro-électriques réalisa bles à notre époque ; mais que, progressivement, le

coûts tendront à s'égaliser, celui de l'énergie de source nucléaire parvenant même peut-être à devenir plus faible. D'excellents rapports présentés par M. Ailleret, qui appartenait à la délégation française ont apporté à cet égard des estimations fort sagement pondérées.

Pour relativement indécises qu'elles demeurent encore, les indications que nous avons ainsi nous montrent déjà que l'intervention de l'énergie d'origine nucléaire se fera sans brusquerie foudroyante dans le monde industriel et dans le processus économique. Les continuités d'allure dans les phénomènes ne seront pas rompues, semble-t-il, et les systèmes humains auront en principe le temps de s'adapter aux données nouvelles. Au total, tel qu'il grandit aujourd'hui, ce monde a ses chances humaines. Ce qui ne veut pas dire qu'il suffira aux hommes de s'en remettre à la faveur des choses.

Une autre perspective, il est vrai, a commencé de s'ouvrir, suscitant, au fait à partir d'assez peu de données positives, un grand émoi chez beaucoup. Dans son discours d'ouverture, M. Homi Bhabha, physicien hindou de grande valeur, prononça les phrases suivantes :

Il est bien connu que l'énergie atomique peut aussi être obtenue par des processus de fusion, comme il en va dans la bombe à hydrogène, et nous n'avons aujourd'hui aucune connaissance scientifique de principe qui nous montre qu'il nous soit impossible d'obtenir cette énergie par un processus contrôlé de fusion.

Les problèmes techniques sont formidables. Mais on doit se rappeler qu'il n'y a pas encore quinze ans écoulés depuis que l'énergie atomique a été libérée pour la première fois dans une pile atomique par Enrico Fermi. Je me hasarde à prédire qu'au cours des deux décades à venir on trouvera

une méthode pour libérer l'énergie de fusion d'une façon contrôlée.

Quand cela sera fait accompli, alors les problèmes énergétiques du monde auront été vraiment résolus pour toujours, car le combustible sera aussi abondant que l'est l'hydrogène lourd dans les océans.

La déclaration fit sensation, car elle semblait signifier davantage qu'une anticipation : des programmes de recherche, qui sait ? des recherches déjà plus ou moins avancées et tenues encore secrètes. Il semble même qu'elle n'alla pas sans émouvoir certains milieux industriels américains, où l'on se demanda s'il était dès lors vraiment raisonnable de poursuivre les réalisations faisant appel à l'énergie obtenue par fission, puisque celles-ci risquaient de se voir dépassées dans un très proche avenir. Il ne fallut pas moins de plusieurs interviews du professeur Bhabha lui-même, puis de sir John Cockroft, puis de l'amiral Lewis Strauss, pour mettre les choses au point. En fait, si les savants pensent déjà à « apprivoiser la bombe H », ce n'est qu'une idée à très lointaine échéance. Les approches des problèmes sont à peine dégagées, les projets de recherche encore informes, semble-t-il. Ce n'est pas là-dessus que notre génération, pour le moins, doit tabler si elle veut réaliser quelque chose dans le domaine des sources d'énergie utilisables pour l'industrie. Somme toute, c'est le pari anglais allant de l'avant sur la base de ce qui est vraiment acquis, cela fût-il encore assez sommaire, qui est la sagesse. Il est vrai qu'en Amérique l'appoint des nouvelles ressources énergétiques apparaît moins nécessaire qu'en Angleterre. Ce qui explique la moindre hâte des Etats-Unis à s'engager dans l'aventure industrielle et l'attention plus grande donnée à la variété des

prototypes possibles de réacteurs industriels. L'exposition technique des Etats-Unis présentait à cet égard une suite de maquettes très remarquables correspondant à des essais dont il n'est pas dit que tel ou tel ne permette de dégager les véritables formules d'avenir.

Bien des questions restent encore à peu près entières. Les réacteurs expérimentaux à combustible enrichi par augmentation de la teneur en Uranium 235 sont devenus de pratique assez courante. On sait que les Etats-Unis en exposaient un en fonctionnement pendant la Conférence, somptueux joujou phosphorescent dans sa piscine d'eau bleue. On a moins de données sur l'enrichissement par le Plutonium, métal de manipulation bien moins commode que l'Uranium. Les réacteurs capables de régénérer du combustible nucléaire (réacteurs à breeding) sont, du point de vue industriel, encore dans les limbes. Et, mêlées à tant de points d'interrogation techniques, des questions humaines assez sérieuses demeurent encore assez mal résolues. L'une d'elles au moins mérite d'être formulée.

On a beaucoup parlé déjà des perspectives que les sources d'énergie nucléaire ouvraient aux pays sous-développés. En fait, ce qu'on a vu à Genève ne semble guère répondre encore aux conditions économiques et industrielles de tels pays. L'énergie nucléaire tend à entrer dans le monde industriel sous forme de centrales de grande puissance, allant de la centaine de milliers au million de kilowatts, supposant donc de grosses capacités de consommation et du coup l'existence préalable d'importants réseaux de distribution. Elle fait donc figure de ressource excellente pour pays déjà développés, à qui est donnée de la sorte une relance des possibilités industrielles qui peut être de

premier ordre. Mais on voit beaucoup moins bien comment elle peut s'adapter à un régime de consommation plus faible et plus sporadique. A Genève on n'a pratiquement point vu apparaître d'études relatives à des générateurs d'énergie de dimensions modestes, disons de l'ordre de quelques milliers de kilowatts. Il est à craindre, dans ces conditions, que la manière dont les nations qui mènent le jeu pensent l'énergie nucléaire et ses applications pacifiques, loin d'amener une certaine égalisation industrielle des régions de la terre, tende à aggraver le déséquilibre entre régions bien développées et régions mal développées. Il faudra veiller à créer une pratique de l'énergie nucléaire qui corresponde davantage à l'inspiration généreuse des discours faits à son sujet.

2. — *Les isotopes radioactifs et leurs applications.*

Nous passerons sous silence ce qui concerne les annexes technologiques de l'industrie nucléaire. C'est peut-être en ce domaine que, chacun pour sa propre partie, les spécialistes trouvèrent le plus de choses intéressantes. Mais l'énorme masse des données techniques défie tout exposé restreint aux dimensions d'un article et reste d'ailleurs un peu en marge des préoccupations qui sont les nôtres en ce moment[1]. Par contre, la

1. Peut-être convient-il cependant de signaler, d'une part, l'étonnante métallurgie nouvelle que les industries nucléaires sont en train de susciter, d'autre part, les grandes perspectives ouvertes aux techniques modernes de contrôle et d'automatisation. L'impression, superficielle d'ailleurs, mais retirée de façon assez accentuée des expositions annexées à la conférence, est celle de la maîtrise des États-Unis dans l'un et l'autre domaine, principalement dans le premier.

question des isotopes radioactifs — utilisations possibles et nouveaux problèmes d'hygiène humaine qu'ils sont en train de poser — oblige à quelques développements.

En thérapeutique, en biologie générale, en chimie et maintenant dans la pratique industrielle, les utilisations d'isotopes radioactifs sont devenues déjà classiques et bien connues du public. Au-delà de ces premiers groupes d'application c'est un vaste champ, assez indéterminé, où de multiples applications de détail se rencontrent au hasard d'une manière de grand Concours Lépine ouvert aux inventeurs de notre génération : compteurs d'objets, indicateurs de niveau du métal fondu dans les fours d'aciérie, départageurs de lots de pétrole transportés dans une canalisation donnée, etc. Petites inventions qui peut-être deviendront origine de procédés industriels de grande importance, on ne sait trop encore. Ce n'est qu'un tout petit commencement car nous sommes encore bien mal familiarisés avec les possibilités de ces sources de rayonnement à relativement bon marché.

Mais en même temps l'apparition d'une masse importante de radioactivité artificiellement produite à l'horizon de notre vie quotidienne ne laisse pas que de poser de sérieux problèmes. Notre organisme est assez peu tolérant à la radioactivité, dont au surplus les actions sont de nature cumulative, de sorte que de relativement faibles accroissements du taux de la radioactivité à laquelle nous sommes exposés journellement peuvent provoquer à la longue des effets tout à fait graves. On a discuté longuement et passionnément de tout ceci à Genève — non sans y trouver comme un moyen indirect de mettre en cause les conséquences d'un conflit militaire dans lequel il serait fait usage d'armes atomiques. Que penser finalement de toutes ces discussions ?

Au fond la radioactivité artificielle peut avoir deux sortes d'effets nocifs sur l'organisme, des effets concernant l'individu et des effets concernant sa descendance, et elle peut devenir préoccupante pour l'homme à deux titres distincts, celui de la guerre atomique et celui des industries nucléaires.

Or on sait maintenant assez bien à quoi s'en tenir en ce qui concerne les effets de la radioactivité sur l'individu qui y est exposé. L'action d'une irradiation très intense est connue, la grandeur des doses dangereuses est relativement bien fixée, les seuils de raisonnable tolérance sont déterminés. Par contre, tout ce qui a trait aux effets sur la descendance est encore gros de considérables inconnues. On ne peut dire encore à partir de quand les conséquences génétiques de l'exposition d'une population à une irradiation artificielle deviennent franchement indésirables. La controverse suit son cours. Simplement, on peut noter que les hommes de science pure sont en général très soucieux de prudence : il n'est pas impossible à leurs yeux que des doses même faibles d'irradiation constituent un sérieux inconvénient et ils recommandent la plus extrême circonspection à cet égard. Ils sont parfois contredits par des techniciens d'une autre sorte, parfois industriels, plus souvent militaires, qui sentent le besoin de réagir contre des craintes exagérées à ce sujet. Notre propre sentiment est que si la panique n'est pas de mise — il faut certainement réagir contre des présentations excessives des risques entraînés par la radioactivité artificielle — la recommandation de prudence ne saurait être exagérée, tant que l'exploration suffisante de la question n'aura pas été faite.

Pratiquement, sur le plan industriel, les problèmes

d'hygiène en ce qui concerne les effets sur l'individu semblent très suffisamment résolus pour le moment. Les techniques et les disciplines de la protection sont au point. On verra peut-être dans le proche avenir se poser le problème de l'élimination de grandes quantités de déchets radioactifs : à première vue rien de cela ne semble insoluble. En ce qui concerne les effets sur la descendance de ceux qui travaillent dans les installations où le taux de radioactivité est plus fort que ne l'est le taux moyen de la radioactivité naturelle, on peut penser qu'on est au moins à peu près au niveau des effets sur la descendance de ceux qui travaillent en présence de sources de rayons X classiques.

Sur le plan militaire, certains dangers massifs relatifs à une aire géographique déterminée et aux individus qui s'y trouvent sont assez bien reconnus. Les dangers plus lointains, intéressant éventuellement la terre entière, et des descendances de populations, le sont beaucoup moins. Il faudrait certainement une très grosse guerre atomique pour contaminer de façon uniforme, grave et presque partout durable, la terre entière. Mais peut-être une catastrophe retentissant finalement sur le tout de la vie humaine sur terre est-elle possible bien avant la réalisation d'un pareil taux de contamination. Imaginons simplement un instant l'apparition de « races contaminées », au capital génétique plus ou moins profondément détérioré par des irradiations ayant atteint leurs ancêtres, sans que pour autant la terre entière en ait été affectée : il y a grand chance qu'un très grave problème de relations humaines ne surgisse à proportion, et ce racisme nouveau genre ne serait pas bien gai. Quoi qu'il en soit, il semble très désirable que l'humanité évite de prendre de tels ris-

ques. Faut-il dès lors aller jusqu'à l'interdiction des explosions expérimentales faites dans le but d'essayer diverses formes de l'arme atomique ? Certains le souhaitent, mais il semble que les arguments tirés des dangers de la radioactivité libérée sans contrôle à l'occasion de ces explosions n'aient pas jusqu'à présent acquis un poids décisif.

Nous sommes ainsi en présence de grosses inconnues, qui laissent au reste une très raisonnable marge aux entreprises pacifiques, mais qui incitent malgré tout à une assez grande prudence. Des expérimentations biologiques sont en cours. Il faudrait ne pas trop s'avancer jusqu'au moment où elles permettront de voir plus clair et les suivre avec beaucoup d'attention. Les stratèges de la bombe atomique feraient bien d'emprunter une certaine dose de sagesse aux hommes de laboratoire.

Avant de proposer, pour finir, quelques commentaires sur l'événement qu'a été la manière de restauration qui s'est faite dans la communauté scientifique, il faut dire quelque chose des expositions qui accompagnaient la Conférence. Elles étaient fort révélatrices de certaines préoccupations des nations au sein du monde actuel.

Il y avait deux groupes d'expositions, l'une au Palais des Nations, de caractère officiel, l'autre de caractère plus privé au Palais des expositions de Genève, dans une tout autre partie de la ville. Les Etat-Unis eurent la palme de la première. Mais, à la seconde, la démonstration anglaise apparaissait vraiment très supérieure, étonnante de cohérence, de décision, d'achèvement et de volonté de passer à la pratique. C'était vraiment l'énergie nucléaire au niveau industriel et commer-

cial qui demeurait son premier visage, y compris la volonté de déjà traiter des affaires, volonté qui, littéralement, prit de court les businessmen américains, qui ne s'attendaient pas à voir Genève leur signifier ainsi la première constitution d'un marché public de l'énergie nucléaire. L'Angleterre du XIX[e] siècle n'est pas morte : on dirait qu'elle tente, sur des bases nouvelles, la chance d'une nouvelle période victorienne pour la fin de ce siècle ou le début du prochain. Les Etats-Unis, eux, ne sentaient pas la même urgence de faire fond de façon cohérente sur les possibilités industrielles et économiques de l'énergie nucléaire. Aussi avaient-ils conçu leur exposition comme un témoignage de la variété de leurs recherches, de leur volonté d'éduquer le monde à la conscience atomique, de leur idéologie de générosité. C'était chez eux que l'on comprenait le mieux les choses et que l'on voyait le plus de détails bien expliqués, dans un foisonnement en lui-même assez beau.

L'exposition russe, elle aussi, était remarquable. Plus discrète en renseignements techniques, elle semblait conçue avec la volonté de démontrer que l'U.R.S.S. n'était en rien distancée. La démonstration était d'ailleurs convaincante. Sur le plan industriel, ce que la Russie est à même de faire vaut, semble-t-il, ce que les autres puissances se proposent de faire. Sur le plan des utilisations d'isotopes et des connexions entre faits biologiques et radioactivité, elle semblait même en avance sur tous. Tout ceci complète et parachève l'évidence nouée depuis cinq ans au moins, à savoir celle du succès de l'effort russe pour relever le défi atomique que lui adressait l'Amérique du lendemain de la guerre. Reste la question du volume des capacités de réalisation dont

les Russes disposent : on n'en juge pas sur une exposition.

Dans tout ceci l'exposition française faisait au total fort bonne figure. Elle était sérieuse et vraie, mettant notre pays au rang de bon quatrième dans la liste des puissances atomiques. On pouvait y reconnaître ce que la France faisait : ses réussites, assez grandes semble-t-il en tout ce qui concerne le bon équipement des nouvelles industries, ses lacunes, en particulier dans le domaine de la séparation des isotopes et dans celui des grandes machines accélératrices de particules. La présentation était simple mais soignée, avec une modestie de bon aloi, soucieuse de bien montrer certaines choses, quitte à faire relativement peu de publicité extérieure à leur propos. On souhaite que le travail continue dans notre pays dans l'esprit qui a présidé à l'organisation de nos expositions à Genève.

L'exposition canadienne se classait, elle aussi, comme exposition importante. Le reste donnait l'impression tout juste d'un premier éveil. Reste à savoir ce que seront les efforts et les compétitions dans les quinze ans qui viennent. Le cas de la Russie et celui de la France sont de toute façon très significatifs. Le premier montre qu'avec l'effort voulu un grand pays peut rejoindre le peloton de tête. Le second, qu'avec des ressources relativement modestes on peut mettre sur pied des réalisations très valables : un bon démarrage sur le plan de l'énergie nucléaire coûte infiniment moins que l'entretien d'une médiocre armée. Quelles seront les nations qui voudront profiter de ce double enseignement ? L'Allemagne probablement, l'Inde peut-être, sans compter les pays scandinaves.

II. — Vers une renaissance de la communauté scientifique ?

Phénomène en un sens marginal, ce qui s'est passé au sein du monde scientifique à Genève est peut-être d'importance absolument décisive pour l'avenir de la science humaine. C'est la première fois depuis quarante ans que la pensée scientifique peut réaliser une rupture majeure avec les fatalités que le monde humain tend à faire peser sur elle. Avec, il est vrai, certaines ombres au tableau, telles les tristes exceptions que faisaient, côté américain, l'absence d'Oppenheimer, côté français, celle de Fr. Joliot, les hommes de science compétents ont pu se réunir librement en venant de tous les pays du monde et converser sans arrières-pensées, sans ressentir à tout moment dans leur entretien le frein des disciplines imposées par les pouvoirs politiques ou les idéologies nationales.

Bien sûr le terrain de leur entretien était assez nettement circonscrit. Toute la face militaire du problème de l'énergie nucléaire a été laissée dans l'ombre : on ne s'est entretenu que de recherches fondamentales et des applications pacifiques. Bien sûr également, dans le domaine des applications pacifiques lui-même, on sentit par moments la volonté de réserver la connaissance de tel ou tel procédé technologique. Mais il n'importe : tous les participants eurent, je crois, le sentiment d'une immense détente. Dans son fond l'entretien scientifique n'était plus paralysé. Chacun se sentit libre de dire ce dont quelques mois plus tôt peut-être la révélation lui

aurait valu les pires ennuis. On s'abordait confiant, on questionnait sans crainte, on répondait franchement. On œuvrait ensemble, on recréait la communauté de la plus dignement humaine des entreprises. Sur le plan scientifique cela suffisait déjà à internationaliser de nouveau une grande semence d'espoir.

Qu'est-il résulté de tout ceci ? Retour de Genève, beaucoup d'hommes de science confessent qu'au total on n'y a rien appris de fort inattendu. Personne n'avait de secret sensationnel à dévoiler. Mais de cela même une première évidence est ressortie : c'est que prétendre mettre au secret les connaissances scientifiques est une prétention de soi absurde. Pourvu qu'une équipe suffisamment qualifiée se mette à la recherche, elle trouve les mêmes résultats dans à peu près le même temps. Certaines recherches scientifiques relatives à l'énergie nucléaire ont été faites en quadruple ou quintuple exemplaire par des équipes appartenant à divers pays gardant chacun pour soi les résultats. Genève a permis la confrontation de ces résultats et il est apparu que tout le monde se trouvait à peu près au même point. A ce niveau, la méthode du secret n'embarrasse qu'à peine un compétiteur ou un adversaire sérieux. Mais elle lèse toutes les parties de l'humanité qui, pour une raison ou pour une autre, se voient refuser l'accès aux connaissances qu'elles n'ont pas le pouvoir d'établir par elles-mêmes. Elle supprime à proportion un élément d'équilibre et d'homogénéisation du savoir très profitable à tous. On voudrait que Genève ait donné une démonstration si claire de ce point que désormais la conscience scientifique n'hésite pas à s'insurger contre les formes stupides de secret dont les pouvoirs politiques et militaires de ces dernières décades ont empoisonné la vie

des hommes de science et la progression de leur recherche.

En second lieu, ce qui était connu des spécialistes et des initiés de tous pays a été versé dans le domaine public. C'est la première fois que le badaud lui-même a pu voir un réacteur en fonctionnement : fait symbolique, qui signifie au total que les cloisonnements créés par la spécialisation et qui confinent chaque technicien dans son domaine commencent d'être abattus au profit de ces contacts indéterminés d'idées et de données qui ont en eux un si considérable potentiel de fécondité. On risquait de byzantiniser et de stériliser la science nucléaire à force d'en réserver chaque élément particulier à une compétence particulière obligée de garder le secret tant vis-à-vis de ses associées travaillant sur d'autres terrains que vis-à-vis du public. Il semble qu'à Genève on ait voulu en finir aussi avec cet écheveau de pratiques absurdes. La relance industrielle ainsi permise peut être considérable. En tout cas je suis pour ma propre part certain que c'est la première fois au monde que des gens simples ont enfin réalisé qu'énergie atomique pouvait dire autre chose que bombe, terreur et mort, pouvait entrer avec un meilleur visage dans les horizons de la vie quotidienne. Le bénéfice psychologique d'un pareil fait peut être énorme et on souhaiterait que des expositions « Les atomes pour la paix » fassent de ville en ville le tour du monde.

La communauté scientifique mondiale a marqué un point à Genève. Elle a eu le bénéfice d'une nouvelle leçon de vie. Elle voit se rouvrir pour elle des chances que le cours des affaires humaines depuis un demi-siècle semblait lui fermer toujours plus inexorablement. Elle peut, à partir de là, songer à entreprendre dans un

climat de plus grande bienveillance humaine ce qu'on se demandait parfois s'il n'allait pas être nécessaire de l'entreprendre dans une atmosphère de protestation et de révolte en face de pouvoirs traîtres aux aspirations essentielles de la science. Nous espérons que cette entreprise aura lieu et que les hommes, ceux qui gouvernent et ceux qui opinent, sauront lui faire sa place dans le monde qui vient.

D. DUBARLE.

LA LITTÉRATURE ESPAGNOLE A L'ÉPOQUE DU ROMAN*

IV. — Unamuno

Unamuno continue dans *San Manuel Bueno, martir* le chemin ouvert en Espagne par Galdós et, en même temps, exacerbe jusqu'à l' « agonie » le problème vital de ce dernier.

San Manuel Bueno, martir est un roman contradictoire : pour une part en tant que « roman de la foi », ce livre correspond, comme nombre d'œuvres de Don Miguel, à des influences protestantes, étrangères à la tradition de la littérature religieuse espagnole. Mais d'autre part le roman manifeste un sens puissant de la foi catholique comme communion : notre « croyance » individuelle étant toujours nourrie, même malgré elle, par la communauté religieuse à laquelle nous appartenons. Cela est manifeste dans ce splendide passage :

« Et arrivé à la phrase : « Je crois à la résurrection de la chair et à la vie éternelle », la voix de Don Manuel

* Le début de cette étude a paru dans le numéro d'août-septembre 1955 de la Revue, pp. 36 à 54.

semblait se taire pour se noyer dans celle du peuple tout entier comme dans un lac. Et j'entendais les cloches de ce bourg que l'on prétend submergé au fond du lac... et c'étaient celles du bourg submergé dans le lac spirituel de notre peuple; j'entendais la voix de nos morts qui ressuscitaient en nous-mêmes par la communion des saints. Plus tard, lorsque je parvins à connaître le secret de notre saint, j'ai compris que c'était comme si une caravane en marche dans le désert voyait son chef s'éteindre tout près de toucher au but, alors les siens le prennent sur leurs épaules pour amener son corps sans vie dans la terre promise. »

Ainsi donc, Don Manuel aurait été croyant, en se croyant lui-même incrédule. Parce que notre propre conscience n'est pas l'instance ultime quand il s'agit de notre propre foi. Ou, comme nous le dit la narratrice, Angela Carballino :

« Et maintenant, au moment où je vais écrire ce mémoire, cette confession intime de mon expérience de la sainteté d'autrui, je crois que Don Manuel Bueno, mon saint Manuel et mon frère Lazare moururent en croyant ne pas croire... sans croire qu'il croyait, il croyait pourtant avec une désolation active et résignée... Je croyais et je crois que Dieu, Notre-Seigneur, pour je ne sais quels desseins sacrés, les fit se croire incrédules et que peut-être à la fin de leur vie, il fit tomber leur bandeau. »

Mais en définitive tout cela ne représente que le jugement de Angela Corballino : la vérité reste soumise à des interprétations contradictoires. En somme, nous ne savons pas si Don Manuel et Lazàro son ami étaient, comme eux-mêmes le croyaient, des incrédules, ou comme le croyait Angela Carballino, des croyants. Plus

encore : ici, de même que chez Galdós, l'ambiguïté n'est pas seulement le fait de la réalité même comme c'est la règle, celui qui vit cette réalité est lui aussi en proie à cette ambiguïté.

La dialectique de la vie est constituée par une série appropriée de demandes et de réponses existentielles. Nos « orthodoxes » se savent toujours au courant de toutes les réponses, mais ignorent d'ordinaire les demandes. A l'inverse, nos grands « hétérodoxes » connaissent bien les demandes, mais ne trouvent refuge dans aucune réponse.

V. — Un roman significatif : « La Vida nueva de Pedrito de Andía », par Rafael Sanchez Mazas

Rafael Sánchez Mazas est un écrivain « puriste », c'est-à-dire tourné vers le passé, vers un modèle idéal de la langue plutôt que vers l'exploration de ses possibilités inédites. Naturellement, l'équilibre d'une littérature exige que, en face des écrivains néologistes, existe le contrepoids d'hommes tournés vers le passé. Mais pour le roman le problème est différent, l'œuvre romanesque doit être ouverte à la réalité, aérée par elle. Celle de Sánchez Mazas l'est-elle vraiment ? Il ne faut pas hésiter à répondre affirmativement, mais après avoir repris la distinction que nous avons déjà faite entre une réalité à « l'état naissant », celle qui importe aux jeunes, et une réalité vieillie, qui s'éloigne au point de disparaître, mais qui continue à peser sur le présent. Les deux catégories de réalité peuvent coïncider dans le temps, à la façon du grand-père et du petit-fils, mais

pendant quelques années seulement. Sánchez Mazas, homme qui met son point d'honneur à ne pas lire ce que l'on écrit aujourd'hui, à fermer ses oreilles aux voix des jeunes, était l'écrivain qu'il fallait pour « résumer » un monde qui s'en va.

Mais une question se pose d'abord, comment est-il possible qu'un roman essentiellement artificiel reflète la réalité, en l'occurrence la réalité religieuse pour marquer par le passé qu'elle puisse être ? Car ce caractère artificiel ne peut faire aucun doute : tout le livre se réfère constamment à des « modèles », ce ne sont pas tant les événements réels qui importent eux-mêmes, mais les réminiscences « classiques » qu'ils sont susceptibles de provoquer. La vie même de Pedrito de Andía vaudrait-elle la peine de faire l'objet d'un roman si son déroulement ne rappelait pas la *Vita Nuova* de Dante ? Le combat, au début de ce livre entre Pedrito et le jeune Anglais ne « représente »-t-il pas comme un tableau d'artiste classique, la lutte de David et de Goliath ? Et le « aurresku » de la « Romeria » ne nous reporte-t-il pas en remontant dans le temps jusqu'aux attitudes de la danse grecque ? La tante Clara n'est-elle pas une figure tirée d'un livre romantique, l'incarnation du « sublime » idéal de l' « amour pur » ? Le roman tout entier est un transfert constant du « vécu » vers le « classique » : Antiquité, Renaissance et Contre-Réforme, XVIII[e] siècle. (L'auteur lui-même apparaît dans un coin du livre, comme il apparaissait dans certains dessins ou tableaux du XVIII[e] siècle, contemplant avec un de ses amis les cataractes du Niagara ou les ruines de Palmyre). Plus encore, le style même, apparemment infantile, n'est-il pas le résultat d'un effort délibéré pour nous donner un équivalent élaboré — il s'agit du lan-

gage d'un enfant basque au XX^e siècle — de la langue spontanée, fraîche, naturelle de sainte Thérèse, le parler d'une femme castillane du XVI^e siècle ?

Tout cela est exact, mais néanmoins ce roman reflète la réalité actuelle, ou, pour mieux dire si on me passe l'expression, l'aspect « passé » de la réalité actuelle : tout ce qu'elle recèle encore — et ce n'est pas peu de chose — d' « artificiel », de « composé » et de « conservé » plus que de « vécu ». Et aussi ce qu'elle a de « traditionnel » dans le meilleur sens du terme, mais sans l'actualiser, le repenser et l'incorporer dans le tissu même de notre propre vie. Disons, pour nous résumer, que *La Vida Nueva de Pedrito de Andia* renferme tous les « lieux communs » de la vie religieuse espagnole (ces lieux communs dont les uns doivent être abandonnés comme des poids morts, les autres repensés et revivifiés, car dans le fond ils continuent et doivent continuer à nous être « communs »).

On reconnaît immédiatement dans les livres d'un écrivain déterminé jusqu'à quelle époque il est lui-même resté un lecteur lié à son époque, et depuis quand il s'enferme dans ses souvenirs, ses relations, son « monde idéal ». Pour l'auteur de *La Vida Nueva de Pedrito de Andia,* les derniers auteurs fréquentés ont été évidemment Gide — le livre est une réplique « catholique » à la « protestante » *Porte étroite,* les poètes symbolistes du début du siècle — voir les « rêves » de Pedrito de Andia — et les romanciers galants de la même époque — voir la scène de la plage et la visite le même soir à la tante Lucy. Nous autres, écrivains, nous avons peu à peu tendance à nous fixer à une certaine époque : il est fréquent, pour les moins vigilants d'entre nous, que cela se produise vers la fin de la cinquième décade

de la vie. Pour Sánchez Mazas, les choses se sont passées de façon exceptionnellement prématurée. D'autres écrivains, à plus de soixante ans, demeurent agiles et ne restent pas en arrière. Naturellement je m'en tiens aux écrivains normaux. L'homme génial est en dehors de tout cela, car il « crée son propre temps », duquel et dans lequel vont vivre les autres. Mais retournons à notre roman.

La Vida Nueva de Pedrito de Andía n'a rien d'un roman religieux, ni dans le sens moderne (Graham Greene, Bernanos, Gertrud von Le Fort, Bergengrün, etc.) ni dans le sens ancien du terme (Alarcón, le P. Coloma). Ici il ne s'agit en aucune façon de problèmes religieux, de crise ou de découverte de la foi. On nous présente cette dernière comme une réalité aussi « constituée », aussi habituelle et sociale que peut l'être l'aspect le plus banal de notre existence quotidienne. Tous les héros du livre, les uns plus, les autres moins, participent à la religion. Évidemment, c'est par la voie pédagogique qu'enfants ils ont été introduits en elle. Sánchez Mazas est ainsi à sa manière, un fidèle héritier de la tradition jésuite. Mais cette manière, essentiellement opposée au style du roman actuel, consiste à extirper avec soin l'élément dramatique de l'existence qui joue un rôle si actif, nous l'avons vu, dans la méthode des *Exercices spirituels*. A propos d'Alarcón et du P. Coloma, nous avons noté, que, dans leurs romans, c'est d'ordinaire un jésuite qui « ouvre la porte » à la foi. Ici tout est pareil, mais, en même temps, complètement différent; le processus de rationalisation est beaucoup plus avancé, chez nos précédents auteurs on venait à la religion par l'intermédiaire d'une situation, avec Sánchez Mazas on y est déjà venu par la

voie pédagogique et humaniste (un autre idéal, issu des « Humanités » comme forme d'éducation fait ici son apparition). Le P. Cornejo est le « mentor » (au sens évidemment classique de l'expression) de Pedrito. La « sécurité » religieuse, obtenue par le rejet de tout l'aspect « problématique » de la religion est ici poussée au maximum; un maximum au-delà duquel écrire des romans religieux n'aurait plus de sens. *La Vida Nueva de Pedrito de Andía* prétend être quelque chose d'infiniment plus solide qu'un roman religieux, elle aspire à être un « roman catholique » dans toute l'acceptation du terme. Dans nos analyses précédentes nous avons vu comment, à mesure que le roman faisait une place plus large à la religion en tant que problème, les personnages peu sûrs, hostiles à la foi ou hétérodoxes prenaient plus de relief, tandis que, au contraire, dans *El Escàndalo* ou *Pequeñeces* ils restaient de vulgaires pécheurs, sans problèmes spirituels authentiques. Que devrons-nous dire alors des « antagonistes » religieux de Pedrito? Car ce ne sont même pas de véritables pécheurs, mais simplement des tenants étourdis de ces mœurs « modernistes » que la première guerre mondiale fit pénétrer en Espagne. Currita Albornoz était adultère; la mère de Pedrito ne va pas au-delà du « flirt », du goût du plaisir le plus banal et le plus superficiel. Véritablement l' « antagoniste » ne pouvait faire moins. Nous disions en parlant des romans apologétiques que le catholicisme y combattait sur un terrain qui lui donnait l'avantage. Ici il ne s'agit même plus de prendre la peine de lutter. L'Espagne est « déjà » et une fois pour toutes catholique.

Aussi est-il absolument naturel, et j'en terminerai par là avec cette analyse, qu'un pareil livre ait pour héros

un enfant, un enfant qui cesse de l'être sans passer par une seule crise de rébellion profonde, d'authentique adolescence. J'ai eu l'occasion d'exposer ailleurs l'objection que l'on a faite au catholicisme d'un point de vue luthérien, de préconiser une certaine façon infantile de vivre la foi : la religion n'est pas assumée délibérément, elle est considérée comme un « donné » dans lequel, presque sans le savoir, et avant d'acquérir l'usage de la raison, nous avons été installés, sans que nous ayons à intervenir. La partialité d'une telle critique ne fait aucun doute mais en présence de ce spécimen de « roman catholique » dans lequel toute mise en question de la religion a été éliminée, il est opportun de s'en souvenir et d'en tenir compte.

VI. — L'époque du roman

Nous avons examiné successivement trois façons différentes d'affronter la réalité religieuse : l'attitude de ceux qui, comme Galdós et Unamuno la considèrent comme étant en soi un problème. (Le fait que ces deux écrivains se sont arrêtés au problème de l'acceptation de la foi, ne veut pas dire d'ailleurs que la réalité religieuse perde tout caractère problématique une fois que, après en avoir franchi le seuil, on a complètement pénétré en elle; c'est alors justement que les problèmes vont surgir de toutes parts : les problèmes de toute « vie religieuse » authentique.) La position de ceux qui admettant l'existence du problème religieux le résolvent, ou croient le résoudre rapidement (Alarcón, Coloma) et enfin le considèrent comme résolu une fois pour toutes

(Sánchez Mazas). Jusqu'à maintenant on ne peut envisager que ces trois attitudes. Mais quiconque vit avec quelque intensité l'heure présente de l'Espagne doit se rendre compte, sans doute, que cette « réalité à l'état naissant » dont nous parlions plus haut cherche à s'exprimer. Cette authentique expérience de la vie religieuse espagnole avec ses clartés et ses ombres, cette expression qui, à travers tous les lieux communs, toutes les conventions, atteindra la réalité même de notre foi ne pourra-t-elle faire l'objet d'un roman? Je crois que si. Je crois que pour l'Espagne — pays de « fruits tardifs », comme l'a dit Don Ramón Menendez Pidal, l'époque du roman est en train d'arriver. Jusqu'à ces toutes dernières années, le genre le plus noblement littéraire a été, en Espagne, la poésie (en vers ou en prose). Mais la poésie moderne est inévitablement lyrique et la poésie lyrique, si elle est fidèle à elle-même, approfondit un instant de plénitude spirituelle, accomplit un prodigieux effort de condensation, unit dans un élan vertical le geste fugitif et l'éternité, mais ne se développe pas dans un sens horizontal, elle n'embrasse pas la vie dans sa totalité concrète. A la vérité, la poésie espagnole récente devient de plus en plus narrative et temporelle, mais ce faisant n'a-t-elle pas tendance à déboucher dans le roman?

C'est d'ailleurs un fait que le roman tente aujourd'hui les jeunes Espagnols beaucoup plus que les autres genres littéraires. On écrit actuellement chez nous plus de romans que jamais — mais cela n'implique pas forcément que les grands romans que nous attendons seront écrit. Peut-être devrons-nous nous contenter d'embryons de romans et comme tant d'autres fois et pour tant d'autres choses serons-nous frustrés dans

notre espoir. De quoi dépend donc l'accomplissement de cette espérance ? En premier lieu, par définition, du talent des romanciers. Mais le talent, presque comme le sens commun suivant Descartes, est beaucoup plus largement distribué qu'on ne le croit : Il y a toujours dans chaque époque, pour indigente qu'elle paraisse, suffisamment de richesse spirituelle en puissance. Mais ces virtualités pour être réalisées exigent qu'on leur offre les possibilités qui leur sont nécessaires. Cela dépend, croyons-nous, de certaines conditions préalables. Sans avoir la prétention de les épuiser, examinons les plus évidentes de ces conditions qui sont l'actualité et l'authenticité d'une part, l'impulsion éthique et l'impulsion religieuse d'autre part.

Deux mots d'abord sur l'actualité et l'authenticité. Aujourd'hui il n'est plus possible d'écrire en Espagne des divertissements littéraires. Je reconnais que c'est dommage, surtout pour le palais sophistique de ceux qui se plaisent à savourer les délices du pseudo-classicisme. Déceler dans une page actuelle les réminiscences anciennes, vivre avec un pied dans notre temps, l'autre dans la période du passé qui jouit de nos préférences, jouer aux masques à travers l'histoire et la parcourir dans un sens puis dans l'autre, tout cela procure certes d'ineffables jouissances esthétiques mais limitées à celui-là même qui en jouit. Le roman espagnol actuel doit échapper à la « littérature » à la frivolité et au conventionnel. Il existe d'ailleurs une frivolité et des conventions « patriotiques ». Le P. Hornedo, critiquant dans *Razón y Fe,* revue de la Compagnie de Jésus, voilà à peu près un an, un article paru dans la revue *Cuadernos* publiée à Paris par le *Congrès pour la liberté de la Culture,* se refusait à admettre que l'absence de grands

romans dans l'Espagne actuelle soit déterminée par la censure. Je crois, en effet, que le problème va plus loin, qu'il ne s'agit pas tant de « liberté d'expression » que de liberté intérieure, de cette lutte que chacun doit soutenir chaque jour contre la convention, la propagande, contre tout ce qui après avoir en un sens véritable au début n'est plus qu'une rhétorique sans substance. Nous pensons, par exemple, à un roman espagnol récent qui a obtenu un grand succès, *Los Cipreses creen en Dios* [6] de José Maria Gironella. Sauf par ses dimensions matérielles ce n'est pas un grand roman, ou plus exactement on peut à peine dire qu'il s'agisse d'un roman : c'est une simple accumulation des matériaux nécessaires à la création de l'ambiance historique d'un véritable roman. (Un roman a toujours été, de Cervantes à Faulkner, quelque chose de complètement différent.) Mais ce livre possède un mérite : à force de déclamations, à force de discours, à force de clichés, nous avions déjà oublié la véritable physionomie de notre avant guerre, de la République, et Gironella nous présente de façon directe et vécue l'image de ces années. Pour cette raison il est possible que son livre, par le moyen de cette espèce de redécouverte d'un passé tout proche qui a décidé, en bien et en mal, de ce que nous sommes aujourd'hui, soit le signe, parmi d'autres, d'une prochaine floraison du roman espagnol.

Ce roman devra subir à l'origine une impulsion éthique et une impulsion religieuse ou l'une et l'autre à la fois. N'est-ce pas précisément l'absence, jusqu'à maintenant, d'une telle inspiration, qui empêche Camilo José Cela — un des écrivains les mieux doués non seu-

6. Traduction française : *Les cyprès croient en Dieu*, coll. « Feux croisés », Plon, 1954.

lement d'Espagne mais même d'ailleurs, d'être le grand romancier qu'il doit devenir tout en contribuant à donner à ses livres leur aspect légèrement anachroniques. Et n'est-ce pas justement cette inspiration éthique qui explique le succès obtenu à Madrid par l'œuvre théâtrale de Joaquin Calvo Sotelo, *La Muralla,* en dépit de sa médiocre qualité littéraire et bien que, malgré les apparences, on ne puisse parler à propos d'une telle œuvre de théâtre proprement religieux? Que l'on m'entende bien, je ne veux nullement dire qu'un romancier espagnol doive nécessairement écrire des romans religieux et encore moins des romans moralisateurs. (Au contraire, je redoute que se manifeste l'indiscrète démangeaison d'avoir *nous aussi* nos romans religieux, comme si on pouvait planifier la création littéraire, comme si l'œuvre d'art pouvait arriver à éclosion autrement qu'à son terme même et pas une seconde avant.) Mais j'estime que, nous autres Espagnols, nous ne pouvons écrire aujourd'hui, comme à tout autre époque, de romans décisifs qu'à partir d'une attitude éthique ou d'une attitude religieuse. Au théâtre, Antonio Bueno Vallejo a ouvert la voie, et quelles que soient ses réussites, certaines déjà importantes — nous le sentons déjà lié au destin de notre époque et sentant parfaitement que c'est là pour lui le bon chemin.

L'inspiration religieuse ne suppose pas forcément, c'est évident, un thème religieux, encore moins un sujet édifiant. Si nous aspirons vraiment en Espagne à un roman religieux — ce dont je ne suis pas complètement sûr — la première chose à faire c'est de prendre conscience de la nécesité de séparer dans le roman l'élément ecclésiastique de l'élément religieux. Du point de vue ecclésiastique ce qui importe le plus dans un

roman c'est le caractère apologétique, les points de vue du romancier et du lecteur ne viennent que bien après. Aussi, si le roman est catholique, il participera certainement à l'Église, mais il ne sera pas ecclésiastique, pas plus naturellement qu'il ne fera place à la propagande politique. Et dans ce sens-là on peut affirmer sans équivoque que sans liberté il n'y a ni roman, ni art.

L'époque du roman arrive en Espagne après celle de la poésie. Et ensuite? Peut-être y a-t-il le temps du théâtre. La grande œuvre dramatique contribue à donner plus de solidité à une conscience collective, pour cela même, elle a besoin pour prendre naissance, d'un milieu relativement homogène. Ce n'est pas un hasard si les drames les plus vivants et les plus actuels sont représentés aujourd'hui dans les *Colegios Mayores* universitaires, par des compagnies de jeunes pour un public participant à une aspiration commune, à une sorte de « conspiration » alors que les acteurs professionnels donnent d'ordinaire de mauvaises présentations d'œuvres comme *The living-room* et *Dialogues des Carmélites* dans leur version espagnole. Théâtre et communauté de pensée, sont, d'un certain point de vue, des termes interchangeables.

Mais notre but était ici de parler du roman en Espagne et plus précisément du roman religieux, c'est-à-dire d'une réalité disparue que l'on va peut-être voir se manifester à nouveau dans les années à venir.

José-Luis Aranguren.

LE RÔLE DE *L'ÈRE NOUVELLE* APRÈS LA RÉVOLUTION DE 1848

Lorsqu'on examine les tâtonnements par lesquels s'exprime au milieu du XIX^e^ siècle l'aspiration vers un ordre social pénétré de christianisme, la tentative la plus cohérente, après celle de Buchez et de ses disciples, apparaît sans nul doute la fondation, aux premiers temps de la Seconde République, du quotidien l'*Ere nouvelle*, dont le manifeste aux lecteurs, lancé le 15 avril 1848, groupait les noms de Lacordaire, de l'abbé Maret, d'Ozanam, de Charles de Coux et de cinq autres publicistes ou professeurs catholiques amis du P. Lacordaire, qui prenait la direction du journal. Le court passage à l'Assemblée nationale du rénovateur de l'Ordre dominicain y avait surpris et scandalisé les conservateurs tant par le choix de sa place sur la plus haute travée de l'extrême-gauche que par l'unique discours qu'il y prononça en faveur du projet qu'on savait être celui de Lamartine : nommer, pour succéder au gouvernement provisoire et en attendant le vote de la Constitution, une Commission exécutive formée de républicains authentiques. Après les scènes tumultueuses du 15 mai, prélude du conflit certain entre le peuple et l'Assemblée, Lacordaire comprend qu'il n'est

pas à sa place au Palais Bourbon et donne sa démission. Il pourra désormais, en même temps qu'à la prédication, se consacrer entièrement à son journal.

Celui-ci apparaît tout de suite aux milieux de droite comme un gêneur parce qu'ils en devinent trop bien les tendances. Avant même que l'*Ere nouvelle* ait paru, Veuillot écrit à un ami : « Les moutons enragés, tels que Ozanam et quelques autres, se sont mis sous la conduite du P. Lacordaire pour fonder un autre journal, car Montalembert et *L'Univers* ont trahi la cause de la liberté, ils ne sont plus bons qu'à jeter aux chiens. » Un peu plus tard, Ozanam lui-même mande à un correspondant qu'une hostilité incroyable s'est déchaînée contre le P. Lacordaire et ses amis de la part de « ceux qui ne veulent de la République que comme d'un pont » et que les critiques s'élèvent jusqu'à l'archevêque de Paris qui, pour donner à Lacordaire « un témoignage éclatant de confiance », l'a nommé vicaire général.

Malgré ces attaques fielleuses, l'*Ere nouvelle* connaît une faveur singulière. Six semaines après son lancement, elle annonce trois mille deux cents abonnés et douze cents ventes au numéro. « Ce succès est le plus rapide qui se soit encore vu dans la presse religieuse », commente-t-elle. A la fin de juin, le tirage atteint vingt mille.

Que trouve-t-on dans cette feuille courageuse et redoutée ? Tous les articles sont anonymes et engagent, par conséquent, la rédaction entière. Le commentaire des faits du jour y tient, naturellement, une grande place, et une plus grande encore, à la troisième page, débordant parfois sur d'autres, le compte rendu détaillé des débats à l'Assemblée. Des nouvelles brèves de l'étranger, notamment d'Italie où se déroulent des évé-

nements qui intéressent de si près la papauté, occupent la seconde page. A partir du 8 octobre 1848, se souvenant, dit-il, qu'il appartient à l'école catholique, — celle de Saint-Vincent de Paul, — le journal annonce qu'il consacrera chaque dimanche plusieurs colonnes aux questions d'économie charitable et commence par une étude sur « les causes de la misère » qui a trouvé place dans les œuvres complètes d'Ozanam. Mais déjà auparavant, l'*Ere nouvelle* avait pris nettement position sur quelques-uns des problèmes les plus controversés du moment, tels que, en mai, « le catholicisme et la démocratie », en juin « l'organisation du travail », — la grande pensée de Louis Blanc, souvent inspirée sans qu'il l'avoue par celle de Buchez, et dont les ateliers nationaux ne furent qu'une caricature, faite exprès, semble-t-il, pour la discréditer.

L'organisation du travail, c'est l'objet de la manifestation ouvrière du 28 février, à l'Hôtel de Ville, en vue d'obtenir la création d'un ministère du Travail pour contrôler et discipliner la production. Cette expression jugée insane, révoltante, par tous les tenants de l'économie libérale (presque autant que cette autre : droit au travail) — et dont Lamartine lui-même, malgré sa bonne volonté, avouera qu'il lui était « impossible de comprendre ces deux mots réunis car l'un exclut l'autre[1] » — l'*Ere nouvelle* l'accueille, au même titre que ce qui mérite de l'être dans l'œuvre de la Révolution. Par celle-ci, ose écrire le journal de Lacordaire, « le peuple fut remis en possession de la dignité humaine[2] ». Et

1. *Mémoires politiques,* t. XIII, ch. XIII.

2. N° du 11 mai. L'article est probablement de l'abbé Maret qui, dès le 24 février, dans une note privée que cite son biographe, l'abbé Bazin, avait affirmé : « Les principes de 1789 et de 1830, les

encore : « Au milieu de sa tyrannie sanglante et de ses atroces exécutions, la Convention porta plusieurs décrets empreints d'un véritable esprit de justice et d'intérêt pour les classes souffrantes [3]. »

Si tels sont les sentiments de ces démocrates catholiques envers la grande Révolution, on peut deviner de quelle faveur ils entourent la naissance de la plus récente. « Si l'Eglise s'est aperçue qu'un pouvoir nouveau venait de surgir, observent-ils le 4 juillet (la date, postérieure aux journées de juin, est significative), c'est au respect plus profond qui l'a entourée, à la liberté plus grande dont elle a joui... Rien de ce qui a déshonoré la révolution de 1830 n'est venu souiller celle de 1848. »

La politique de l'*Ere nouvelle* sera d'appuyer constamment celle de Lamartine tant qu'il demeure au pouvoir, même après qu'il a entièrement perdu la faveur de l'Assemblée. Puis de faire entendre en toute circonstance la voix de la raison et de la pitié. A l'égard des épisodes de désordre, lorsqu'on y peut discerner les troubles menées d'agitateurs étrangers ou de démagogues débordés par leurs troupes, le journal est très loin de l'indulgence que leur témoignent bien des historiens, socialistes ou catholiques, d'aujourd'hui. L'envahissement de l'Assemblée le 15 mai par six à huit mille « anarchistes » lui semble l'insurrection « à la fois la plus coupable et la plus folle de toutes celles

idées de la Révolution française dégagées de tout le mal que les passions y ont mêlé et peuvent y mettre encore, nous paraissent l'ère politique du christianisme et de l'Évangile. Nous y voyons une application possible et de plus en plus parfaite de cet esprit de justice et de charité, de ce principe de dignité humaine, donnés au monde par la révélation divine. »

3. *Ere nouvelle*, 11 mai 1848.

qui ont eu lieu depuis soixante ans[4] ». Dans le récit du soulèvement de juin, on ne songe pas à excuser les actes de cruauté commis du côté des insurgés, tels que le massacre de cinq gardes mobiles prisonniers place de l'Estrapade ou l'assassinat du général Bréa. Mais dès la victoire remportée par les troupes de Cavaignac, l'*Ere nouvelle* s'emploie à établir les nécessaires distinctions entre les coupables et les égarés. Au nombre des premiers, qui ont renouvelé les horreurs de la Saint-Barthélemy et de septembre 1792, elle voit surtout des repris de justice, des forçats libérés, des agents provocateurs, — souvent appartenant aux milieux aisés « sous leurs blouses d'emprunt », — et ces « mercenaires au service des prétendants ou des cabinets étrangers qui encombraient d'or anglais et russe les comptoirs des changeurs et qu'on a trouvés chargés de billets de banque sous leurs haillons[5] ». Le vrai peuple de Paris était entraîné par ces misérables et ce n'est pas à lui, en particulier, que l'on peut imputer la mort de Mgr Affre. L'église Saint-Séverin n'a été ni violée ni assiégée, comme on l'avait cru, on s'est seulement servi du clocher pour sonner le tocsin. Aucune autre église n'a subi d'atteinte (29 juin). Les ouvriers des ateliers nationaux ont combattu en majorité avec les troupes gouvernementales, de même que les légions de terrassiers, de carriers, de maraîchers envoyées par la banlieue au secours de Paris. Au demeurant, non sans quelque excès d'optimisme, le journal démocrate chrétien croit pouvoir conclure qu'il y avait parmi les insurgés « très peu de véritables ouvriers ».

Ainsi l'*Ere nouvelle*, ayant pesé les responsabilités

4. *Ibid.*, 17 mai 1848.
5. *Ibid.*, 28 juin 1848.

des tragiques événements de juin, — les plus apparentes tout au moins, car bien des calculs secrets et des trahisons véritables ne sont venues que plus tard au grand jour de l'histoire, — peut-elle reprendre aussitôt ses appels à la justice en faveur des déshérités. Rien d'étonnant à cela de la part d'un abbé Maret, qui écrivait au lendemain de la révolution de février : « Nous regardons l'amélioration progressive du sort moral et matériel de la classe ouvrière comme la fin même de la société[6] » ; d'un Ozanam, qui depuis plusieurs années déjà avait fondé les Conférences de Saint-Vincent de Paul et consacré sa vie au service des pauvres ; d'un Lacordaire, qui rassemblait sous le prestige de son nom toutes ces générosités lucides et, revenu de ses illusions de 1830, avait posé comme un irréfutable axiome : « Entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et c'est la loi qui affranchit. » Ozanam, à l'automne de 1848, heurtera dans une formule du même esprit le préjugé selon lequel il était vain et presque coupable de vouloir se soustraire à l'humilité de sa condition : « Dieu ne fait pas de pauvres ; il n'envoie pas de créatures humaines dans les hasards de ce monde sans les pourvoir de ces deux richesses qui sont les premières de toutes, je veux dire l'intelligence et la volonté[7]. » C'est aux autorités sociales d'en permettre le développement. Et s'adressant tour à tour aux diverses catégories des « gens de bien », il montrait aux riches, aux représentants du peuple, aux prêtres leurs devoirs respectifs envers leurs frères malheureux. On

6. Abbé Bazin, *Vie de Monseigneur Maret*, Paris, 1891, t. I, p. 227.

7. Ozanam, *Mélanges*, Paris, 1859, p. 247 (t. VII des *Œuvres complètes*).

croirait en particulier écrit d'hier cet appel au clergé d'il y a un siècle : « Le temps est venu d'aller chercher ceux qui ne vous appellent pas, qui, relégués dans les quartiers mal famés, n'ont peut-être jamais connu l'Eglise, ni le prêtre, ni le doux nom du Christ. »

Dans cette petite équipe de rédacteurs, le plus illustre n'était cependant pas le plus ferme. Rien n'échappait à Lacordaire des tristesses de l'heure ; n'écrira-t-il pas à un ami le 14 novembre : « *L'Ami de la Religion* et *L'Univers* seront causes qu'à la prochaine émeute on tombera sur les églises et sur les prêtres ; je ne veux pas avoir ma part de cet épouvantable résultat. »

Mais les journées de juin avaient « achevé d'abattre[8] » sa foi démocratique, déjà entamée par les scènes tumultueuses du 15 mai. Il sentait le journal suspect à l'épiscopat (on en aura bientôt la preuve) et peut-être s'en alarmait-il pour l'Ordre qu'il avait réintroduit en France et dont il demeurait, comme prédicateur de Notre-Dame, la figure la plus représentative. En août 1848, il souhaitait que le journal interrompît sa publication et plusieurs des collaborateurs de second plan inclinant dans le même sens, un vote du conseil de rédaction avait décidé le 20 août, en l'absence d'Ozanam, par quatre voix contre trois, que l'*Ere nouvelle* cesserait de paraître à la fin du mois. Mais le lendemain Ozanam revenu retourne la majorité. Lacordaire décide alors de se retirer seul, tout en restant de cœur avec ses amis, et la direction passe le 2 septembre à l'abbé Maret avec le titre de rédacteur en chef.

C'est la seconde période de la vie du journal, où il agrandit quelque peu son format, introduit la rubrique

8. Lettre à l'abbé Maret du 21 septembre 1848. Cf. Bazin, *op. cit.*, p. 246.

nouvelle dont nous avons parlé, substitue à plusieurs des fondateurs qui suivent Lacordaire dans sa retraite deux jeunes et brillants députés du Midi à l'Assemblée nationale, Frédéric Arnaud de l'Ariège et Pierre Pradié, aveyronnais, ainsi qu'Eugène Rendu, qui entretiendra par la suite des relations suivies avec les catholiques libéraux italiens, et le buchézien Feugueray. Si Ozanam, qui demeure l'animateur principal de cette deuxième phase, s'y montre toujours préoccupé de défendre sa conception du rôle essentiel et vivifiant de la charité dans les rapports sociaux (*Aux gens de bien*; *De l'assistance qui humilie et de celle qui honore*; *Des dangers de la charité*; *De la charité légale*; *De l'Aumône*[9]), l'abbé Maret et Arnaud de l'Ariège entrent dans le vif des problèmes politiques et sociaux qui préoccupaient l'opinion. Alors que dès la fin de juin le *Correspondant* se félicitait d'être délivré, par la chute du gouvernement provisoire, du « système de l'impôt progressif », que l'Assemblée écartera en effet le 26 septembre par 614 voix contre 96, l'*Ere nouvelle* prend position en sa faveur, avec modération mais netteté, ainsi que l'abbé Maret en avait loyalement averti Lacordaire. Le manifeste aux abonnés de la nouvelle direction, le 1er septembre, adresse de véhémentes critiques au matérialisme de la bourgeoisie et le second, du 15 octobre, — « vraie charte du catholicisme social des démocrates », estime M. Duroselle[10], — se félicite que la Révolution de Février, sociale autant que politique, ait « fait éclater au grand jour les aspirations secrètes et longtemps contenues de la classe ouvrière », qui « n'ac-

9. Cf. nos 151, 187, 194, 200, 248.

10. *Les débuts du catholicisme social en France (1822-1870)*, Paris, 1950.

ceptera la religion, ses consolations, ses espérances, qu'autant que la religion se montrera pleine de sollicitude pour ses misères et juste envers ses désirs légitimes ». L'année suivante un important article de Feugueray, *Des associations ouvrières,* développera l'idée buchézienne de l'association ouvrière de production, permettant l'indépendance à l'égard des patrons et des capitalistes, la possession des instruments de travail et l'accession des travailleurs à la propriété sous la direction d'un chef élu (telles que les réalise à peu près, aujourd'hui encore, la Communauté Boimondau).

L'article est du 11 février 1849. Mais déjà le destin du journal est fixé. Malheureusement, c'est le déclin. Le 20 octobre 1848, l'abbé Maret avait écrit aux évêques de France pour leur demander ce qu'ils pensaient de l'*Ere nouvelle* et des idées de réforme sociale qu'elle soutenait. Aucune réponse ne fut encourageante et en février 1849, l'évêque de Montauban, Mgr Doney, condamnait même le journal. La faveur du noúvel évêque de Troyes, Mgr Cœur, prédicateur en renom sous la monarchie de Juillet, qui le même mois nomme l'abbé Maret vicaire général de son diocèse, ne pouvait contrebalancer efficacement l'effet de ce blâme, joint à la furieuse campagne de dénigrement que Montalembert, Veuillot et leurs amis menaient depuis des mois contre les « libérâtres » et aux mises en garde réprobatrices que plusieurs Ordinaires avaient dès l'année précédente prononcées contre l'*Ere nouvelle*. Au début de février 1849, elle n'avait plus que deux mille six cents abonnés, dont dix-huit cents prêtres, et vendait six cents exemplaires du numéro. Il aurait fallu quatre mille abonnés pour compenser les frais. Le déficit fut couvert quelque temps par des amis du journal, — qui en comptait

pourtant d'éminents dont on relève les noms dans une souscription ouverte par lui en faveur de Pie IX. Cet effort ne suffit pas et l'*Ere nouvelle* fut cédée en avril au légitimiste La Rochejaquelein, qui lui imprima une tout autre orientation, plus éphémère encore. Tous les rédacteurs groupés par l'abbé Maret s'étaient retirés.

Cette courageuse tentative pour donner une tribune à l'école sociale catholique dont rêvait le futur évêque titulaire de Sura apporta la preuve que les talents et même la doctrine n'eussent point manqué à la tâche, mais que ni la hiérarchie ni le monde conservateur n'étaient encore aptes à la comprendre. Leur ralliement au Second Empire les en éloignera plus encore et même le tragique soubresaut de la Commune de Paris ne leur ouvrira pas les yeux.

« Le peuple oppose une résistance obstinée à tous les assauts du zèle le plus pur et de la charité la plus ardente... A part quelques rares individualités que l'on parvient à enlever de temps à autre, la masse est inébranlable et ne se laisse point entamer », gémit en 1856 un prêtre professeur du diocèse d'Angers, l'abbé Picherit[11]. Et vingt ans plus tard l'évêque du même diocèse, Mgr Freppel, dans un discours prononcé à la Madeleine en faveur de l'Œuvre des Cercles catholiques d'ouvriers, se demandera avec une inconscience désarmante : « L'ouvrier! Comment expliquer son hostilité ? Qu'avons-nous fait à cet homme pour mériter son antipathie ? Nous l'avions trouvé il y a dix-huit siècles dans les chaînes de l'esclavage païen, ravalé au niveau de la brute, ... condamné par les philosophes, mis hors la loi par les législateurs, servant de

11. Cf. *Le Jeune Ouvrier*, t. I, pp. 148-180.

jouet aux amusements féroces d'un public avide de sang et de spectacles. ... Ainsi abandonné, vilipendé, écrasé, foulé aux pieds, nous l'avons pris dans nos bras et serré sur notre poitrine, nous l'avons déclaré solennellement... notre frère en Jésus-Christ, l'égal devant Dieu de tous les autres hommes... Non, vraiment, nous n'avons rien à nous reprocher à l'égard de cet homme ; innocents de ses souffrances, nous ne sommes responsables que de sa grandeur et de son affranchissement. »

C'est par cette rhétorique facile, où l'on se fait gloire de la fraternité des temps évangéliques, si totalement divergents des nôtres, qu'un évêque réputé social entérinait tranquillement un demi-siècle d'indifférence des classes dirigeantes et de l'ensemble du haut clergé à l'accablante misère née du développement désordonné de l'industrie et de ces crises économiques périodiques dont l'éloquent prélat semblait n'avoir jamais entendu parler.

MAURICE VAUSSARD.

★ Cet article prendra place dans le premier tome d'une *Histoire européenne de la Démocratie chrétienne*, à paraître prochainement aux éditions du Seuil et dont M. Maurice Vaussard est l'auteur. Nous le remercions d'en avoir donné la primeur à nos lecteurs. (N.D.L.R.)

INTERPRÉTATIONS DE L'HISTOIRE ET CONNAISSANCE DE L'HISTOIRE

FACE à notre passé, nous sommes, nous, hommes du XX^e siècle, assez curieusement divisés. Tandis que les uns s'acharnent encore à retrouver ce passé parmi toutes les traces qui nous en ont été conservées — labeur immense, élargi sans cesse par une curiosité plus aiguisée et par des méthodes plus perfectionnées, et labeur à la longue décevant —, d'autres, de plus en plus nombreux, insoucieux ou dédaigneux d'une érudition qui semble parfois vouloir trouver sa fin en soi-même, avides surtout d'agir dans leur temps, d'être présents à leur siècle, se flattent de saisir par une intuition le sens de l'aventure humaine. Comme si les premiers, à force de pratiquer l'histoire, en étaient venus à désespérer de jamais en découvrir la signification et que les autres n'étaient assurés de sauvegarder sa signification qu'en renonçant à la pratiquer davantage... Mais ne soyons pas trop injuste. Et profitons plutôt de l'occasion qui nous est offerte par la publication récente de deux excellents ouvrages sur l'histoire pour essayer de faire le point du débat[1].

« Depuis vingt ou trente ans, le sens du mot histoire a changé », écrit Pierre-Henri Simon. Entendons bien que le sens a changé dans l'emploi que les écrivains —

1. Pierre-Henri Simon, *L'Esprit et l'Histoire*, Armand Colin, 1954, et Henri-Irénée Marrou, *De la Connaissance historique*, Editions du Seuil, 1954.

les non-historiens — font couramment du mot. Pour un Augustin Thierry ou un Michelet ou un Fustel de Coulanges, et pour leurs contemporains, l'histoire était ou devait chercher à être *une reconstitution du passé* ; lorsque Malraux ou Sartre parlent aujourd'hui de l'histoire, il s'agit le plus souvent du « devenir humain dans toute son étendue, passé, présent et futur liés d'un seul tenant comme l'étoffe de l'aventure humaine, parfois de l'aventure cosmique tout entière » (p. 15). Mais histoire a toujours eu aussi ce sens : de sorte qu'il y a moins là une conception nouvelle qu'une préférence marquée pour une acception aussi ancienne que l'autre mais tenue longtemps pour suspecte par un certain positivisme. En bref, notre époque, trop bousculée par les événements ou déçue par l'histoire des historiens, déserterait le terrain de l'étude rationnelle pour s'installer sur celui de l'inspiration ou de la prophétie. C'est moins la préférence ainsi affirmée qui me paraît grave que le divorce qu'elle semble vouloir consommer. De ce divorce, le livre de P.-H. Simon nous permet de mesurer l'ampleur ; plus technique, plus neuf, plus difficile aussi, celui de H. Marrou nous en révèle la gravité.

L'homme du XIX^e^ siècle finissant et du XX^e^ commençant vivait sur un système de valeurs assez éprouvées et assez efficaces pour distinguer toujours avec une suffisante clarté le cadre où devait s'insérer son action, je veux dire l'héritage des siècles passés connu par l'histoire, et les impératifs de son action, étrangers à l'histoire, nés d'un idéal transcendant ou des aspirations profondes de la raison et du cœur. Et l'harmonie qui régnait entre les seconds et le premier semblait justifier la plus entière confiance dans l'évolution humaine. La rupture peut être datée de 1914.

Il n'est pas question de refaire ici les analyses de P.-H. Simon, si nuancées et si sûres. Nous nous bornerons à quelques indications. — Dans un premier chapitre, il rappelle la découverte du tragique par les *humanistes* qui firent la première guerre mondiale : Barbusse, Duhamel, Alain, Romain Rolland, R. Martin du Gard. Ebranlés, certes, mais non vaincus, tous continuent de protester que « la véritable histoire n'est pas celle des événements (mais qu')elle est celle des actes libres de la conscience humaine » (p. 60). Cependant, l'espoir d'un Jules Romains se nuance de prudence et d'inquiétude, se fait plus modeste. D'autres n'évitent pas la tentation du scepticisme : fin du monde ou du moins fin d'un monde diagnostique Paul Valéry.

Le chrétien, lui, se trouve écartelé entre la vue de foi qu'il a de l'histoire et ce qu'il en sait de science humaine. Deux attitudes toujours lui sont offertes entre lesquelles il choisit en fonction de son tempérament et de son temps : fidélité à l'éternel ou insertion résolue dans le temporel. L'intransigeant Léon Bloy prend le parti de la Providence, adore en toute chose « la volonté bénie de Dieu ». Péguy se place à la jointure, recherche comment s'enracinent dans la réalité terrestre « les inspirations de l'éternité » ; il n'échappe pas au tragique de la condition humaine, à l'idée « du vieillissement, d'une sorte de dégradation fatale de toute chose et spécialement de toute chose vivante » (p. 96). Claudel, après avoir maudit son temps, se convainc « que tout finira bien selon les projets de la Providence ». Bernanos se révolte contre la nécessité historique, c'est-à-dire contre le dogme proclamé par une civilisation qui nie la liberté de l'homme ; il veut restituer à l'homme ses responsabilités historiques. Tendances contradictoires

qui prouvent combien est difficile une synthèse. Et pourtant un Maritain semble bien avoir entrevu cette synthèse et en avoir communiqué la clé.

Confronté lui aussi par l'insoluble problème de concilier la liberté de l'homme et la nécessité du cours de l'histoire, le marxiste se flatte d'en avoir trouvé la solution objective et, du même coup, d'avoir rendu la plénitude de son sens à l'espérance humaine. Marx n'a-t-il pas substitué aux *théories* de ses prédécesseurs une *praxis,* c'est-à-dire une connaissance qui est en même temps action et qui s'éprouve et se contrôle dans l'action ? L'homme, enfin adulte, saisissant sa destinée entre ses mains, fait l'histoire et se fait lui-même. En réalité, l'équilibre marxiste entre la liberté et la nécessité est difficile à tenir autant qu'un autre. Jaurès et Blum ont rêvé de sauver l'humanisme dans un *socialisme humaniste.* Les communistes d'aujourd'hui, pour évacuer le tragique de la destinée humaine, acceptent que le parti relaie l'histoire. L'Esprit démissionne : « là est le grand péché ».

Dernière étape, l'étape existentialiste : le monde n'apparaît plus déterminé mais au contraire « absurde, ambigu, tragique ». « Le progrès n'est pas nécessaire, écrit Merleau-Ponty, d'une nécessité métaphysique ; on peut seulement dire que, très probablement, l'expérience finira par éliminer les fausses solutions et par se dégager des impasses. Mais à quel prix, par combien de détours ? Il n'est même pas exclu en principe que l'humanité, comme une phrase qui n'arrive pas à s'achever, échoue en cours de route » (cité p. 171). C'est l'affirmation de *la royauté du hasard et de la liberté.* Dès lors, l'existentialiste juge qu'il est de son devoir, que c'est une œuvre d'assainissement indispensable, de

purger l'esprit humain de l'absolu. Et voici Sartre qui règle son compte au bon Dieu — et au diable du même coup. Et Camus affirme qu'il faut à l'homme, « pour être homme, refuser d'être un dieu ». Du moins, l'évolution si curieuse et si attachante de Malraux de l'action révolutionnaire à l'histoire de l'art amorce-t-elle un retour possible de la spéculation à la connaissance historique.

« L'homme du XX^e siècle a perdu la confiance en son histoire » (p. 217), conclut P.-H. Simon; si l'on fait exception du communiste, rien de plus vrai. N'est-ce pas qu'on avait trop demandé à l'histoire, qu'on lui avait demandé ce qu'elle était incapable de fournir ?

En présence de tant d'interprétations du passé aussi ambitieuses que mal assurées, il est devenu indispensable de nous poser la question : qu'est-ce donc que la connaissance historique ? Pour nous permettre d'y répondre, le livre de Marrou, tout de sagesse et de mesure, mais riche du fruit d'une longue méditation (jalonnée par les articles que nos lecteurs connaissent), vient à point.

Ce livre semble né d'abord d'une vigoureuse réaction contre ce que je me risquerai à appeler la *technicisation* excessive, voire exclusive, des études historiques, contre le refus apeuré des idées, contre ce « complexe d'infériorité... que les historiens ont trop longtemps entretenu vis-à-vis de la philosophie » (p. 10). Non que Marrou veuille réhabiliter la philosophie de l'histoire au sens hégélien du terme. C'est *une philosophie critique de l'histoire* qu'il rêve de promouvoir. Il importe non seulement que l'historien ou l'étudiant en histoire, mais que tout « honnête homme » mesure la validité et la

portée de l'histoire : c'est la condition de l'emploi raisonnable qu'il en pourra faire. Il est paradoxal de vouloir interpréter tout le déroulement de l'histoire quand on n'a pas même essayé de savoir comment on atteint, au-delà de notre présent fugace, à une connaissance valable du passé humain. Présomption et paresse qu'ont pu, hélas! encourager d'illustres exemples. Une réaction salutaire a été amorcée dès la fin du siècle dernier par l'Allemand Dilthey. On s'en est tenu trop longtemps chez nous à l'*Introduction aux Etudes historiques* de Langlois et Seignobos (1898) comme à un bréviaire de *la* méthode. Les brillantes thèses de Raymond Aron (1938) n'ont guère touché, semble-t-il, qu'un étroit public de philosophes. Il faut féliciter — et remercier — Marrou de s'attaquer avec tant de science et d'esprit et de vigueur aux préjugés des spécialistes et du public. Mais réussira-t-il à les vaincre ?

La tâche est malaisée. Il me paraît honnête d'avertir le lecteur : ce livre, sous l'éclat des formules et l'attrait des exemples, est *un livre difficile* — difficile parce que la matière dont il traite est elle-même des plus complexes. Il aurait été surprenant — inquiétant même — qu'on eût pu faire une science facile dont l'objet ne soit rien moins que la totalité de l'homme. C'est une étrange naïveté qu'on ait pu se méprendre et croire, comme l'ont fait les positivistes, qu'avec quelques recettes exactes et minutieuses on en viendrait à bout.

Je voudrais essayer ici de résumer en deux ou trois pages la longue analyse que nous donne Marrou des démarches de la connaissance historique. Il me faudra sacrifier à la clarté, et l'abondance de la documentation concrète, et bien des nuances subtiles de la pensée; je prie qu'on m'en excuse à l'avance.

1. L'objet de l'histoire n'existe pas, ou n'existe plus, en dehors de la connaissance que nous en pouvons avoir ; il est de l'ordre du « noumène » : telle est la première difficulté d'où découleront la plupart des autres. Il est donc impossible de jamais atteindre l'histoire dans sa pureté. L'histoire (de l'historien) ne peut être ni *résurrection* (intégrale! ajoutait Michelet), ni *reactualisation* (Collingwood). Plus simplement et plus profondément elle est *rencontre* — rencontre de l'homme d'aujourd'hui avec l'homme d'hier.

2. Rencontre, oui, mais rencontre d'une sorte particulière, qui ne méconnaît pas les différences, qui s'y attache au contraire avec prédilection, qui n'annule pas les distances... Le passé est bel et bien connu comme passé ; la conscience d'un *temps intermédiaire* reste impliquée dans la connaissance ; et celle-ci ne s'étonne pas d'appréhender, non un donné clair et immédiatement intelligible, mais « quelque chose de pulvérulent, de confus, multiforme, inintelligible » (p. 47). En termes un peu différents, Lucien Febvre nous avait déjà dit que le *fait* n'est pas primitif mais que c'est la curiosité de l'historien qui le fait naître.

3. Une élaboration du donné brut — des documents — est donc nécessaire ; Marrou dit même *une transmutation*. L'historien intervient dans l'histoire qu'il fait, intervient personnellement, activement. C'en est fini de l'objectivité, ou, du moins, d'une certaine objectivité de style positiviste, qui n'admettait l'intrusion du moi de l'historien que comme un élément parasitaire, perturbateur, dont il fallait donc réduire l'importance au minimum si l'on ne pouvait tout à fait l'éliminer. En d'autres termes, la démarche de la connaissance historique part, non de l'objet, mais de l'historien, de ses *problè-*

mes (mot-clé déjà dans le vocabulaire théorique de L. Febvre), des questions qu'il pose au passé. Bien entendu, toutes les questions ne sont pas équivalentes : il en est d'oiseuses, d'insolubles. Il y a un art de questionner. Après tout, le génie historique ne consisterait-il pas à savoir poser la question la plus importante de la manière la plus riche et la plus féconde ?

4. Nous voici arrivés au grand problème de la *compréhension.* En un sens, la compréhension, selon Marrou, est le contraire de la critique (la critique, du moins, selon Langlois et Seignobos — « cette attitude renfrognée, tatillonne et hargneuse, celle du mauvais policier » (p. 98). Elle ne l'exclut pas pourtant ; plutôt, elle se la subordonne. La compréhension est cette « dialectique du Même et de l'Autre », qui suppose une « large base de communion fraternelle », plus que de la sympathie, une amitié vécue, un commerce enrichissant où l'on doit craindre plus de se tromper que d'être trompé.

5. La compréhension des documents s'épanouit en une image du passé. A travers les signes on atteint la signification. Mais il faut bien prendre garde qu'il n'y a rien de mécanique dans cette opération. Lentement naît et grandit une familiarité avec toute une tranche du passé. On peut faire désormais bien mieux que vérifier l'*existence* d'un fait, on en pénètre l'*essence,* on en découvre, par le dedans, la plénitude humaine. Xénophon, dépourvu de tout système personnel, voire de toute pensée personnelle, nous aurait fait connaître Socrate mieux que le génial Platon ? Ce n'est pas possible : Xénophon n'était pas de la même stature morale que son maître et n'a pu nous en fournir qu' « une image appauvrie, banalisée jusqu'à la caricature ».

6. A ce niveau, le seul valable dans une perspective

vraiment culturelle, la convergence des témoignages ne suffit plus à fonder la conviction. « Elle repose en définitive, n'hésite pas à écrire Marrou, sur un acte de foi » (p. 133). Non pas certes une foi arbitraire et gratuite mais une foi fondée en raison, sur les motifs de crédibilité dont nous a munis la compréhension. Il n'en reste pas moins qu'un *saut* est indispensable, un dépassement de l'expérience, disons si l'on veut aussi un consentement. Mais que l'on voie bien qu'il s'agit d'un acte hautement conscient, libre et libérateur, et qui s'oppose à ce qu'un théologien appellerait « l'obstination dans l'incrédulité » du critique hypercritique.

7. L'élaboration de la connaissance historique se fait au moyen de *concepts* : « concepts d'ambition universelle » comme sont ceux d'homme ou de personne ou de guerre ou de victoire — ou concepts plus particuliers à l'historien et dénotant, par exemple, une société à une période donnée : l'Athènes de Périclès ou la Révolution française, ou une catégorie esthétique : le Baroque, ou un modèle abstrait de tout un ensemble de faits et destiné à en juger d'autres, telle la Cité antique de Fustel de Coulanges (c'est l'*Idealtypus* de Max Weber). Indispensables, dans quelle mesure ces concepts sont-ils aussi valides ? Ici s'affirme avec une particulière force la thèse de Marrou, ce qu'il appelle *un nominalisme intégral, radical*. Entendons bien ce terme de nominalisme au sens du Moyen-Age et de la « querelle des universaux », c'est-à-dire nominalisme par opposition à *idéalisme*. Nos concepts ne sont rien de plus que des mots, des commodités fournies par le langage : ils n'ont pas d'être propre. Le danger ordinaire est qu'on veut excéder leur véritable portée. Moyens de la connaissance, ils ne doivent pas être confondus avec l'objet de

cette même connaissance. Pour être inconscient, l'idéalisme de beaucoup d'historiens contemporains n'en est pas moins redoutable. Qu'on songe au marxiste hypostasiant allégrement classes sociales et forces de production, prolétariat et bourgeoisie. Mais plutôt que de critiquer le prochain, rappelons-nous que tous nous sommes menacés des mêmes errements. La réalité excède toujours et dans tous les sens les cadres dans lesquels nous voudrions l'enfermer. « Le propre de l'histoire est de nous rappeler sans cesse, de nous faire découvrir qu'il y a plus de choses dans l'homme et dans la vie qu'il n'y en a de rêvées dans les petits concepts d'une philosophie » (p. 168).

8. Mais n'y a-t-il pas contradiction, va-t-on peut-être se demander, entre le nominalisme professé par Marrou et l'intelligibilité dont nous sommes naturellement avides ? En apparence, oui ; mais en apparence seulement. L'explication reste possible parce qu'il y a tout de même d'authentiques principes d'organisation dans le réel : ensembles sociologiques nettement constitués à un moment donné — la cité antique, la chrétienté médiévale... (prenons seulement garde que le degré d'intégration de tels ensembles est toujours limité ou, si l'on préfère, qu'ils comportent à la fois intégration, antagonisme, neutralité) ; séries chronologiques nettement articulées, développements coordonnés dans la succession des temps. Aboutit-on toutefois à la simplification souhaitée ? Hélas, non! Ces principes d'explication font surgir une complication d'un nouvel ordre. Au chaos originel, on a seulement substitué un enchevêtrement de fils qui se nouent, se dénouent, s'interrompent, sont relayés par d'autres...

9. L'explication historique garde toujours un carac-

tère hypothétique ; et le grave défaut des hypothèses des historiens est qu'elles réussissent trop bien ; le réel, multiple et équivoque, comme a dit R. Aron, est complaisant à l'historien. Qu'il lui est aisé de se duper soi-même! Toutes les prétendues *lois* historiques n'ont jamais qu'une valeur relative, à moitié vérifiée (si l'on a conduit correctement son analyse), à moitié infirmée (si l'on reste jusqu'au bout parfaitement honnête) par le recours à l'expérience. Marrou est particulièrement sévère pour les historiens marxistes « intoxiqués d'idéalisme » — justement sévère, reconnaissons-le (pp. 195-198).

10. Revenant à l'existentiel, Marrou s'applique à en marquer exactement la place, une place ni trop petite — il convient de réagir contre certains excès issus de Heidegger et ses disciples —, ni trop grande — à l'encontre de la prétention des positivistes à « une connaissance valable pour tous ». Pareille prétention n'apparaît plus tenable aujourd'hui. C'est un critère plus haut et sans doute plus humain qui nous est proposé, celui d'une « connaissance valable *pour moi* » — ce moi devant qui Socrate déclarait qu'il aurait, plus que devant quiconque, rougi de déraisonner et de parler pour ne rien dire. Et Marrou déclare qu'il voit dans ce critère la meilleure garantie de sérieux, d'exigence et de rigueur.

11. Au prix de tant d'efforts, l'historien pourra-t-il se flatter d'avoir atteint la vérité ? La vérité historique a deux faces : l'une, critique, regarde du côté des sources — elle ressortit à la morale positiviste ; l'autre, existentielle, se réfère à l'historien. Nous en sommes arrivés, sans doute, aux affirmations les plus neuves du livre. « La valeur, j'entends la vérité du travail histo-

rique, sera à proportion de la richesse humaine de l'historien » (p. 238) — et : « La vérité de l'histoire est fonction de la vérité de la philosophie mise en œuvre par l'historien » (p. 237). Conclusion dont plus d'un s'offusquera sans doute, ou même se scandalisera, qui pourtant découle en droite ligne de tout ce qui précède.

Ainsi progresse cette magistrale analyse, s'enrichissant, s'affermissant d'étape en étape, mais assignant aussi à la connaissance historique des limitations nouvelles à mesure qu'elle en confirme la possibilité.

12. Il n'est pas malaisé après cela d'établir l'utilité culturelle de notre discipline. Rencontre d'autrui, personne ou groupe, elle aboutit, non pas certes à un principe d'action, mais à une dilatation de la conscience et de l'expérience humaines, à une aptitude plus grande à vivre et à agir. En outre, le passé récupéré par la connaissance est purgé des influences plus ou moins malefiques qu'il propageait par une obscure contagion. Le livre se clôt (si nous ne tenons pas compte de la conclusion qui pose un problème nouveau, celui de *l'œuvre historique*) par une fière affirmation de la dignité de l'homme-historien.

J'évoquais en commençant l'actuel divorce entre la spéculation et la connaissance historique. C'est le grand profit du livre de Marrou que de nous faire saisir que, pour profond et grave que soit ce divorce, il n'est nullement insurmontable. Si nous consentons à renoncer à nos partis pris, à devenir plus humbles et laborieux, avides et vrais dans la recherche comme dans la méditation, le moyen de le dépasser est à notre disposition. L'histoire en dépit des apparences n'est-elle pas fondamentalement *une* ?

MAURICE CRUBELLIER.

TUNISIE, MAROC, ALGÉRIE

On a assuré vingt fois et davantage cet été qu'il n'y avait pas de *date fatidique* : même M. Edgar Faure l'a dit qui ne fut pas tellement heureux en s'imposant l'échéance du 12 septembre. En fait, la saison entière aura constitué une étape et une période charnière dans l'évolution comme dans la stagnation de la politique nord-africaine de la France.

I. — TUNISIE

Cet été 1955 voit en premier lieu la réalisation de l'autonomie interne en Tunisie. La régence a son gouvernement homogène. A elle de se donner des institutions. A elle, comme à la France, de mettre en place le régime défini par les conventions du 3 juin. Mais qu'on ne se leurre pas : nous vivons là une nouvelle transition, tant parce que les Tunisiens ont à déterminer leurs propres structures, à poser leurs choix fondamentaux, à fixer leurs objectifs, que parce que les rapports franco-tunisiens, définis dans les textes, doivent maintenant s'inscrire dans une réalité quotidienne. Le climat n'est pas défavorable : dans la colonie européenne, nombre d'opposants d'hier admettent le jeu, même s'il faudra encore des efforts pour les persuader qu'ils peuvent être, selon l'expression du haut-commissaire, M. Ro-

ger Seydoux, plus que des « spectateurs réticents » des « partenaires actifs ». Le changement de ministère s'est fait en douceur : M. Tahar Ben Ammar succédant à M. Tahar Ben Amar, on n'a guère dû s'étonner de le voir introduire certaines personnalités récusées il a un an (M. Badra qui fut membre du cabinet Cheni et suivit Salah Ben Youssef en exil sans adopter d'ailleurs le style de ses propos), ou un ancien condamné mort à qui le général de Latour témoignait beaucoup d'estime comme M. Djellouli Farès, nouveau ministre de l'Education nationale. C'est toutefois dans l'ombre d'abord, au congrès du néo-destour ensuite que s'affronteront et se départageront les deux leaders du parti l'artisan des conventions et leur opposant irréductible MM. Bourguiba et Salah Ben Youssef.

La Tunisie entre donc bien dans cette « ère nouvelle » si souvent saluée depuis le 31 juillet 1954. M. Edgar Faure a mené à bien l'expérience engagée par M. Mendès-France. S'il n'a pu faire oublier les antécédents immédiats des conventions qu'il a signées, il a du moins voulu aborder le problème marocain et attacher son nom au règlement de la crise ouverte, à l'état aigu, le 20 août 1953. Plus que ses prédécesseurs. plus — hélas — que ses collègues, il en avait une connaissance exacte, plus que quiconque, il s'était convaincu des solutions et même de leur urgence. Il n'a ni su, ni pu user de méthodes adoptées par son prédécesseur pour sortir la Tunisie de l'ornière. Il ne bénéficiait, il est vrai, ni du même crédit, ni d'une semblable conjoncture.

II. — MAROC

En moins de trois mois, l'affaire marocaine (ou la politique française, pour être exact) a coûté trois résidents généraux. M. Francis Lacoste ne sous-estimait aucun

des données de la crise : mais la question du trône, à ses yeux, nécessitait deux ans pour être résolue (on n'a jamais su à partir de quand) ; il était l'auteur d'un « plan de réformes » (un de plus) dont on reconnaissait l'insuffisance sans avoir pris durant plusieurs mois de décision à l'égard ni du plan ni de son protagoniste qui attendait, installé dans un immobilisme tranquille, le « feu vert » pour... agir.

M. Grandval fut envoyé avec des instructions, d'excellentes instructions, des instructions précises. Contrairement à ce qu'on pouvait penser, contrairement aussi à ce qu'on a pu dire, l'ancien chef de la mission diplomatique en Sarre a agi dans le cadre de ces instructions. Il s'est employé à restaurer l'autorité du résident général sur son administration et sur la colonie européenne. On l'a naturellement accusé d'avoir agi avec précipitation. Il manquait sans nul doute d'équipe de remplacement. Mais on oublie un peu trop vite la situation qu'il trouva à son arrivée : c'est sous le proconsulat de son prédécesseur qu'avait dû être ouverte une enquête sur le contre-terrorisme ; elle ne pouvait aller bien loin tant que l'on n'aurait pas touché à des personnages haut placés. M. Grandval limogea donc treize directeurs ou inspecteurs des services administratifs. Ce fut alors la gigantesque provocation de Mers Sultan et les journées des 15, 16 et 17 juillet à Casablanca. Le résident général fit face : il fit face notamment, lors des obsèques du 16, aux injures et à une double tentative d'assassinat. Quelques épurations furent faites dans une police complice des agissements de la pègre casablancaise. Eh bien! nous en avons été témoin, quelle que fût encore l'atmosphère locale, quelles qu'aient été les autres provocations de Marrakech et de Meknès, au début d'août, M. Grandval avait rétabli l'autorité du représentant de la France. Le terrain était déblayé : on pouvait construire. Le résident général qui avait débarqué sans jouir d'un préjugé particulièrement favorable, avait acquis un

immense crédit parmi les Marocains. Loin d'en faire un otage, ce crédit donnait à notre représentant, dans la perspective d'un dialogue, un atout considérable.

On ne l'a pas compris à Paris, mais voulait-on le comprendre ? Dès que M. Gilbert Grandval eut fait parvenir son « plan » de règlement de la crise marocaine, le 1er août, ce fut une autre levée de boucliers. Le résident général avait eu, il est vrai, la naïveté de croire que l'accord obtenu de Ben Arafa et du Glaoui au cours de conversations en tête à tête était suffisant. C'était oublier que ces personnages ne sont ce qu'ils sont que par la grâce de certains groupes dont les protagonistes locaux ont de sérieuses antennes à Paris, jusque dans le gouvernement. D'où ces « éléments nouveaux » que constituèrent les messages ou prises de position du sultan et du pacha de Marrakech.

Il fallait agir vite. M. Grandval y insistait, soulignant l'ampleur des troubles auxquels on s'exposait le 20 août, date de la déposition de Sidi Mohammed Ben Youssef. On n'en retarda pas moins l'examen du programme résidentiel jusqu'au onze. M. Grandval comparut devant un conseil interministériel où il ne fut guère appuyé que par MM. Faure et July. Le président du Conseil, par une maïeutique savante, fit élaborer par ses collègues un scénario qui, enjambant la date du 20 août, devait conduire au 12 septembre... Ulcéré, M. Grandval « rentra » la démission qu'il voulait donner dès le 14. Il s'employa sur place à calmer les impatiences. Aidé des nationalistes et des syndicalistes il y réussit pour les grandes villes. Il ne put éviter Oued Zem : il devait en être tenu responsable. Il n'avait plus qu'à remettre une démission cette fois irrévocable, d'autant que M. Edgar Faure pour avancer malgré les écueils vendait, dans un marchandage avec MM. Pinay et Koenig, la peau du résident général contre le départ de Ben Arafa.

Ce marché même n'a pas été exécuté, au moins

sous cette forme. Il reste que sans M. Grandval, sans son imprévoyance dynamique, le problème marocain n'aurait pu être posé dans toutes ses données. La question du trône a été reconnue, la nécessité du départ de Ben Arafa admise, la formule du conseil de Régence acceptée. Tout cela se trouvait bien déjà dans les instructions qui avaient été remises au résident, mais ces instructions n'étaient pas connues des membres du gouvernement (autres que MM. Faure et July), ou si, comme on l'a assuré, il leur en avait été donné lecture, ils n'y avaient prêté qu'une attention distraite, car lesdites instructions ne laissaient guère à M. Grandval que le choix d'une solution entre plusieurs déjà étudiées.

On veut espérer à l'heure où ces lignes sont écrites que, malgré tant de retards, d'atermoiements, de réactions, de contre-offensives, *la* solution aura été enfin arrêtée et que la réalisation aura commencé... Comment ne pas regretter cependant que l'on ait à ce point confondu la politique intérieure et les réalités marocaines, les intérêts de groupes et ceux de deux pays ? Comment ne pas déplorer que l'on ait pareillement renversé des conditions favorables pour se mettre en position de faiblesse et laissé regonfler un sultan (ou plus exactement son entourage d'affairistes) dont on s'employait un mois plus tôt à démontrer l'impuissance ? Car les gestes que nous allons consentir, les actes qui vont être posés ne sont plus suffisants pour susciter un choc psychologique ; la confiance des partenaires que nous avons enfin consenti à consulter officiellement, quitte à les éliminer au moment des réalisations, s'est terriblement émoussée.

Et l'on se demandera enfin sur quels hommes nous pouvons désormais compter pour faire au Maroc une nouvelle politique. M. July n'a pas tardé à se repentir d'avoir insisté pour que l'on fasse appel au général de Latour pour qui sa « réussite » de Tunisie est un lourd passif parmi les camarades officiers des Affaires

Indigènes qu'il a retrouvés, vieillis mais inchangés, dans un Maroc qui n'est plus celui de la pacification. Une autre pacification est à faire... vingt ans après, non plus par les vieilles méthodes, mais par une novation politique réaliste. Le comprendra-t-on ?

III. — ALGÉRIE

Mais comprendra-t-on aussi l'affaire algérienne ? Là aussi, le 20 août, où l'on attendait rien, a été la date d'un tragique avertissement. Les hors-la-loi ne sont plus des isolés : ils peuvent mettre en branle toute une population dans un élan meurtrier et xénophobe. Nous sommes loin du Maroc : l'état-major de la rébellion n'est pas un mythe et c'est vers lui que se tournent les regards algériens.

On s'indigne beaucoup du rappel des disponibles, comme on s'indigne fort justement de l'ampleur de la répression dans le Constantinois. Mais on n'est sensible aux premières décisions que dans la mesure où elles nous touchent ; on s'émeut des destructions de mechtas, des exécutions sommaires, des représailles collectives au nom de la justice. C'est hélas trop sommaire! Tant qu'on se bouche les yeux pour ne pas percevoir les données réelles du problème, tant qu'on n'a pas décidé de rechercher une solution véritable, nous sommes bel et bien acculés à la répression et à la mise en action d'effectifs toujours plus importants. Il ne suffit même pas de répéter que la force ne résout rien : c'est bien vrai, mais on n'a pas le choix tant que l'on ne sera pas décidé à une action de caractère politique.

Toute forme d'action sur ce plan n'est plus, il est vrai, possible. Durant de longues années, l'élite algérienne n'a rien tant souhaité qu'une intégration qui eût assuré aux musulmans l'égalité des droits et des charges avec

les Français de France — et un minimum de dignité. « L'Algérie, trois départements » aurait pu ne pas être un mythe. Ça l'est devenu. Force est aujourd'hui de poser le problème autrement.

Avant d'affirmer que « l'Algérie, c'est la France », il faudrait admettre l'existence d'une communauté algérienne. C'est une communauté complexe, ne serait-ce que parce qu'elle comprend un million de Français (ou d'Européens) à côté de huit millions de musulmans. Ces derniers n'acceptent plus de compter chacun pour un neuvième de citoyen, — c'est là le premier problème à résoudre — comme ils n'acceptent plus de n'être en rien responsables du destin de leur communauté, — c'est là un second problème, de structure, qu'il faut aborder sans crainte *a priori* pour les mots qu'il faudra bien un jour adopter d'Etat ou de République. Qu'en raison même de l'existence d'un peuplement européen et des intérêts évidents des deux pays, l'Algérie doive trouver sa place dans un ensemble français, — c'est là un troisième problème qu'il est possible d'affronter avec une imagination moyenne sans s'enfermer d'emblée dans des concepts du type fédération, confédération, association, etc.

Les vraies difficultés résident dans le processus de transition à trouver. Le gouvernement français récuse d'avance tout « interlocuteur valable ». Le refus est singulier, mais il est vrai qu'il n'existe en Algérie l'équivalent ni de Bourguiba ni de Sidi Mohammed Ben Youssef. Les choses ne sont pas plus simples pour autant. La solution immédiate réside dès lors dans un recours au peuple algérien. Mais on retrouve à ce niveau deux ordres de difficultés. La première, c'est que pour dissoudre l'Assemblée algérienne, il faudrait qu'elle ait pris l'initiative de délibérer sur des sujets ne relevant pas de ses attributions ou que... le Parlement vote une loi prononçant cette dissolution ou amendant le statut de 1947 : éventualités assez improbables dans

la conjoncture présente. On se trouverait dans une tout autre situation si les élus musulmans mettaient à exécution la menace de démission qu'ils viennent d'agiter à Paris. Et l'administration serait bien avisée en laissant cette fois *ses* « élus » agir selon leur intérêt, peut-être selon leur conscience.

Seconde difficulté cependant : de nouvelles élections n'auraient de signification que si la même administration rompait enfin avec des pratiques de truquage qui ont largement contribué à empoisonner l'atmosphère de l'Algérie au cours des huit dernières années.

Certes, les seules pressions pouvant s'exercer sur une consultation électorale ne sont pas celles de l'administration. On conçoit mal un vote libre dans un pays en guerre civile. Il s'agit donc de rechercher comment pourrait être obtenue une trêve, avec les « hors-la-loi ». Cette perspective est à elle seule de nature à faire frémir nombre de nos compatriotes. Il faut pourtant l'envisager. Mais il nous semble qu'il n'y a de trêve possible sans une claire et ferme déclaration d'intentions préalables du gouvernement français. Les indications recueillies par un de nos confrères auprès d'un chef du maquis kabyle[1] paraissent en tout cas, à cet égard, du plus haut intérêt...

Nous en sommes pourtant encore à parler de réformes. Plusieurs projets sont soumis par M. Jacques Soustelle à une assemblée algérienne qui n'a cessé de repousser des textes sur les mêmes sujets (transformation du régime des communes, enseignement de l'arabe, statut du culte musulman), textes qui auraient dû intervenir depuis longtemps pour que la loi organique du 20 septembre 1947 ne soit venue à enrichir les archives des promesses non tenues. Mais aujourd'hui, à parler encore de réformes partielles, nous nous trou-

1. Robert Barrat, *France observateur*, 15 septembre 1955.

vons en retard d'un statut. Et nous avons à faire à un peuple qui croit de moins en moins à la vertu des initiatives politiques pour glisser de plus en plus vers le désespoir et s'accrocher à la geste des *moujahidines* [2].

PIERRE-ALBIN MARTEL.

2. Littéralement, combattant de la foi (ou de guerre sainte); le terme désigne, depuis la Tunisie, les fellagas ou hors la loi.

Les Signes du temps

Diplomatie en mouvement

L'événement diplomatique du mois fut le voyage du chancelier Adenauer à Moscou. De très nombreux détails en ont été publiés par la presse mondiale, notamment sur les échanges de propos souvent assez durs entre les hommes politiques allemands et soviétiques. Il suffit donc d'en tirer quelques conclusions.

Le chancelier est resté absolument fidèle à l'alliance occidentale, ce qui lui fut d'autant plus facile que ses interlocuteurs n'ont même pas mis en question les accords de Paris et la participation allemande au pacte atlantique. Le maréchal Boulganine a simplement constaté que l'intégration de la République Fédérale dans l'alliance occidentale rend plus difficile le rétablissement de l'unité allemande. Si l'Union Soviétique ne s'accommodait pas jusqu'à nouvel ordre du réarmement de l'Allemagne occidentale, elle n'aurait certainement pas diplomatiquement reconnu la République de Bonn. On s'étonne que de nombreux journaux français aient pu écrire que l'échange de missions diplomatiques entre Bonn et Moscou constitue un succès pour la diplomatie soviétique. Nous estimons, tout au contraire, qu'on peut l'interpréter comme une consécration indirecte de la

politique du chancelier Adenauer et aussi de la tactique diplomatique occidentale.

Bien que sa situation intérieure eût été fortement affaiblie s'il était revenu de Moscou les mains absolument vides, Adenauer a fait preuve à Moscou d'une intransigeance plutôt surprenante pour le chef du gouvernement d'un pays qui a retrouvé sa souveraineté il y a quelques mois seulement et qui ne saurait retrouver son unité sans le consentement soviétique. On aurait cependant tort de voir dans cette intransigeance une arrogance ou une déclaration de candidature de l'Allemagne pour la place de cinquième ou sixième grand dans le concert mondial. En premier lieu, il s'agit d'une tactique diplomatique délibérément appliquée en accord avec les puissances occidentales. Les trois grands de l'Ouest ont considéré le voyage du chancelier allemand à Moscou comme une exploration extrêmement utile des intentions soviétiques à la veille des discussions de Genève. En face du gouvernement soviétique, ils ont voulu faire l'expérience de l'intransigeance en se servant de l'intermédiaire du docteur Adenauer. On courait ainsi évidemment moins de risques qu'en agissant directement lors de la prochaine réunion de Genève. Or, cette méthode s'est avérée bonne. Les Russes ont fort bien accepté un langage clair, direct et parfois même brutal. Pour obtenir un résultat de la conférence, c'est-à-dire le droit d'envoyer un ambassadeur à Bonn et la possibilité de mettre diplomatiquement les deux Allemagnes face à face, ils ont accepté la condition du chancelier allemand : la libération prochaine de dix mille prisonniers de guerre, qu'ils rangeaient deux jours avant sans exception dans la catégorie des criminels de guerre, responsables d'atrocités commises en Union Soviétique. Et cette libération aura lieu sans une discussion préalable à trois avec participation du gouvernement de l'Allemagne de l'Est.

L'unité allemande n'a fait aucun progrès à Moscou.

La conférence germano-soviétique a abouti indirectement plutôt à une consolidation du *statu quo*. Elle a néanmoins renforcé à l'Occident l'espoir qu'à une date ultérieure, l'Union Soviétique acceptera cette unité à un autre prix que celui de la neutralisation politico-militaire d'une Allemagne unifiée.

Quoi qu'il en soit, malgré cette impasse de l'unité, le chancelier est retourné dans sa capitale provisoire avec un prestige sensiblement accru. Il n'est pas exclu que son succès à Moscou facilitera, le 23 octobre prochain, l'acceptation du statut européen de la Sarre par la population sarroise. Son discours de Bochum, prononcé au début du mois de septembre pour conseiller aux Sarrois d'accepter le statut et de ne pas se décider au « Non » recommandé par les partis dits pro-allemands, avait déjà fortement troublé, avant le voyage de Moscou, l'opposition hostile à l'européanisation de la Sarre. Il faut souligner le fait que la prise de position d'Adenauer alla nettement à l'encontre de sa popularité et ne s'expliqua que par son désir de ne pas remettre en danger la fragile entente franco-allemande, ni la solidarité occidentale. Son intervention fut, sans doute, nécessaire pour éviter une grave détérioration de la situation en Sarre. A l'heure actuelle, on peut espérer que le statut obtiendra une majorité suffisante, sans qu'il soit possible de prédire le résultat du référendum avec certitude. En attendant, on aurait tort de surestimer l'importance des manifestations publiques qui sont le fait d'une faible minorité politiquement intéressée tandis que la masse des électeurs se distingue par une passivité étonnante.

L'exemple sarrois n'est qu'un des points faibles de la communauté atlantique, qui avait l'air très cimentée durant la période de guerre froide, mais qui risque d'être exposée à un certain nombre de secousses dans un climat de détente. Les événements de Chypre et la tension gréco-turque permettent à cet égard quelques

conclusions peu rassurantes pour la politique occidentale. Bien entendu, aucune alliance ne saurait fonctionner à la longue sans friction. La communauté occidentale est chargée de nombreux héritages dont la liquidation n'est point facile. Ce qui choque dans le cas de Chypre, c'est le manque de coopération et d'esprit de solidarité. Le Conseil permanent de l'organisation atlantique n'a pu intervenir qu'en marge pour permettre une explication franche et utile entre Grecs et Turcs, mais il n'a pas pu empêcher certaines réactions anti-atlantiques de la part de la Grèce, qui a par exemple renoncé à participer à des manœuvres du *Nato* dans la Méditerranée occidentale en subordonnant ses obligations occidentales à son mécontentement avec l'attitude turque. D'autre part, il aurait été très normal que le Conseil atlantique joue le rôle de médiateur pour le règlement de la question de Chypre. La Grande-Bretagne est cependant fortement opposée à une telle politisation de l'alliance, et même la Grèce n'a pas pensé à saisir dans ce sens l'organisation atlantique. Pourtant, cette dernière s'efforce depuis quelque temps, d'ailleurs sur l'initiative de la France, de dépasser le cadre strictement militaire et de se transformer en une véritable communauté avec des attributions politiques, économiques et culturelles.

Les perspectives de la conférence des ministres des Affaires étrangères des quatre grandes puissances, qui commencera ses travaux à la fin du mois d'octobre, sont encore fort incertaines. Il est cependant probable que la détente restera pendant assez longtemps surtout un phénomène psychologique et ne se concrétisera guère dans des actes politiques précis. Ceci signifie qu'il ne faudra pas attendre des ministres des solutions pour le problème allemand, la sécurité européenne et peut-être même pas pour le désarmement. Chacun restera dans une première phase d'une durée encore indéterminable sur ses positions tout en affirmant d'une manière assez

convaincante ses bonnes intentions et sa volonté d'éviter un retour à la guerre froide avec tous ses risques de réchauffement.

ALFRED FRISCH.

L'Ouragan

A la fin de son roman *Le Dégel,* Ilya Ehrenbourg évoque un ouragan qui, en balayant tout sur son chemin, met fin à la situation intolérable que crée son héros, être préfabriqué par le régime actuel. Je ne veux pas prêter au conformisme d'Ehrenbourg une prédiction prophétique, mais il est clair que le monde décrit dans son roman exige une réponse révolutionnaire.

Des voyageurs qui viennent de passer une douzaine d'années en U.R.S.S. sont unanimes à décrire la poussée revendicative qui se manifeste surtout depuis trois ans dans les grands camps du Nord. Il s'agit des milliers de prisonniers autrichiens qui à Vorkouta, à Karaganda et ailleurs ont été les témoins des grèves révolutionnaires devant lesquelles le régime a, somme toute, capitulé. A Vorkouta, 60 % des cinq cent mille prisonniers ont obtenu la liberté sur place. Ce fut là une des revendications de juin 1953.

La récente amnistie des « collaborateurs » est une nouvelle preuve que le code soviétique est peu à peu réformé. Certes, nous ne sommes pas encore au point où Moscou proposera une nouvelle Sainte-Alliance à Washington en demandant que les privilèges du parti soient garantis, mais le retour à la commune politique établie à Yalta apparaît bien comme un but prochain de l'offensive du sourire.

L'aménagement de la vie politique en Europe centrale en est un signe éloquent. Les « titistes » survivants sont libérés. A Varsovie on croit savoir que Gomulka s'est vu offrir une place au comité central. Mais il hésite encore à s'asseoir à côté de ses bourreaux qui, tout en faisant leur autocritique, refusent de céder la place. Pour montrer leur bonne volonté, ils offrent aux émigrés de retourner dans leur pays, de quitter

la misère occidentale. Dans toutes les capitales occidentales, des émissaires agissent en ce moment dans ce sens. Et les cent mille réfugiés soviétiques d'Allemagne ont même reçu des lettres individuelles les invitant à revenir en U.R.S.S.

Le rythme cinématographique de cette saison de voyages diplomatiques et touristiques interdit de noter tous les événements : voyage d'Adenauer et de Grotewohl à Moscou, retour de Porkkala à la Finlande, huit cents Français à Léningrad et Moscou, fraternité agricole soviéto-américaine, boutades historiques de Khrouchtchev sur la victoire pacifique du communisme.

En apparence, le sourire rapporte beaucoup aux Soviétiques. Mais la situation ne deviendra dangereuse que le jour où, sous la direction de Tito, les satellites se réuniront en une fédération d'Europe centrale affectant une certaine liberté d'allure. Il est douteux que le reste de l'Europe, qui a été jusqu'à présent incapable de s'unir, puisse résister longtemps à l'attraction d'un tel centre de gravité.

Seulement l'opinion publique en Occident répugne à de telles perspectives. Elle préfère de beaucoup relire pour la n^ieme^ fois une description du métro de Moscou. C'est tellement drôle et combien plus rassurant. On peut vraiment renoncer à tout effort de pensée. Que c'est agréable de voir la politique mondiale prendre des vacances! On peut s'occuper de choses sérieuses. Par exemple, du prochain congé à passer sur la côte dalmate. En attendant, je voudrais quand même recommander la lecture du *Dégel* d'Ilya Ehrenbourg.

JEAN ROUNAULT.

Le conflit judéo-arabe reprend la première place

Durant le premier semestre 1955, les Etats-Unis ont fait un énergique effort pour repenser, en fonction des nécessités occidentales, la défense du Proche et du Moyen Orient, et pour imposer aux Etats de cette région leurs conceptions renouvelées. Ils ont été

puissamment aidés par leur allié et client, la Turquie ; celle-ci a profité de l'occasion pour tenter une rentrée sur la scène arabe.

Les Etats-Unis ont certes marqué des points. Ils ont réussi à transformer le plus oriental des Etats arabes, l'Iraq, en l'un des maillons de la chaîne de sûreté ainsi tendue au plus près de l'U.R.S.S. La solidarité de Bagdad avec les autres capitales arabes s'est atténuée d'autant ; la cohésion de la Ligue arabe a paru menacée, et, pour la première fois depuis la fin de la guerre, le problème palestinien a cessé un instant d'avoir la vedette.

Mais, au moment même où l'entreprise américano-turque marquait son succès essentiel, par la conclusion du Pacte turco-iraquien, certains signes révélaient déjà les limites de pareils succès. Si l'Egypte et l'Arabie Séoudite ne parvenaient pas à engager, dans un Pacte tripartite rival, la Syrie, celle-ci du moins demeurait à l'écart et résistait aussi bien à la pression de la Turquie qu'aux manœuvres unificatrices de l'Iraq. Les dégâts subis par la Ligue arabe se trouvaient ainsi limités, et le neutralisme arabe n'était que superficiellement entamé. Enfin la Grande-Bretagne, en s'insérant dans le système nouveau par son adhésion au Pacte turco-iraquien, consolidait du coup ses positions anciennes plus ou moins démantelées ; elle se mettait en mesure d'épauler, à son propre profit, les Etats-Unis, dès que ceux-ci se montreraient lassés ou déçus de leur entreprise.

Ici même, nous avons à diverses reprises indiqué la persistance ou la renaissance de ces facteurs traditionnels de l'équilibre oriental, apparemment éclipsés par l'entreprise turco-américaine. « Les succès que semble marquer actuellement la politique américaine, écrivions-nous en mars, sont peut-être plus occasionnels que profonds ; l'adversaire soviétique... peut sans doute trouver... les moyens d'une subtile parade. L'unionisme

arabe... sans aucun doute saisira la première occasion... pour sortir de ce qui paraît être aujourd'hui son effacement. » Et nous ajoutions en avril : « La poussée russe... demeure un des grands facteurs du destin de l'Orient ; dans la manière dont il en tient compte, le neutralisme arabe se montre, à sa façon, réaliste et sensible à l'expérience. Et que dire d'Israël, qui tire d'une conscience nationale millénaire, aujourd'hui réveillée, le meilleur de ses forces ? »

La détente amorcée entre l'Est et l'Ouest rend à ces facteurs habituels toute leur importance en Orient, en même temps qu'il ôte beaucoup de sa signification à la Défense occidentale et aux Pactes qu'elle inspire. Dès lors il apparaît bien que, dans le Pacte de Bagdad, les adhérents les plus récents ont vu surtout l'occasion d'avantages particuliers. La Grande-Bretagne y a trouvé un moyen d'action politique ; le Pakistan, rallié tardif, y cherchera, outre les habituels secours, subsides, facilités d'équipement, des appuis dans sa querelle avec l'Afghanistan. Cette constatation sera peut-être amère pour le protagoniste arabe du Pacte, l'Iraq ; celui-ci, en effet, n'a pas réussi à tirer de cet instrument diplomatique les moyens de rapidement réaliser son rêve du Croissant fertile, et l'élection de M. Choucri Kouatli à la Présidence de la République syrienne marque un nouveau succès du particularisme national damascène. Une fois de plus, la suprématie dans le monde arabe paraît donc refusée à l'Iraq. Le moment est peut-être venu, pour l'Egypte, de s'efforcer à la saisir ; d'où sans doute, au moins en partie, son durcissement à l'égard d'Israël, qui ramène vers elle, aussitôt, l'attention sympathique des pays arabes.

Tout conspire aujourd'hui d'ailleurs à ce que la Palestine reprenne la vedette. Les récentes élections à la Knesseth ont montré qu'en nombre croissant les électeurs étaient las de patienter, sur la ligne de démarcation, étroit carcan, comme dans l'ingrate application

des disciplines collectives. Le rêve d'un bref effort guerrier, qui desserrerait l'étreinte arabe et derechef élargirait la plate-forme nationale, inspire ceux qui, cette fois, ont préféré le Hérout. Les Américains eux-mêmes, après avoir, par les plans de Défense et le Pacte de Bagdad, tenté de déplacer le centre d'intérêt du monde oriental, se trouvent aujourd'hui ramenés à la nécessité de revenir au problème palestinien ; on voit réapparaître l'obstinée silhouette de M. Eric Johnson ; le plan américain, derechef remanié sous le choc des objections israéliennes et arabes, propose l'appât d'une mise en valeur du Jourdain et de vastes subsides et s'essaie, une fois encore sans succès, à régler ainsi la question des réfugiés arabes palestiniens. Rien de changé, en un an, aux perspectives du conflit judéo-arabe, qui reprend en Orient sa place habituelle : la première.

Parallèlement, la Turquie interrompt ses tentatives de rentrée sur la scène arabe ; mais celles-ci semblent lui avoir rendu le goût de regarder au delà du bastion anatolien. C'est l'affaire de Chypre qui lui fournit aujourd'hui une occasion de revendication ; par un contre-coup fatal, la solidarité turco-grecque est compromise et le système occidental de Défense, ici encore, en pâtit.

Les Soviets n'ont eu, somme toute, qu'à laisser jouer dans la conjoncture orientale les rivalités et les impatiences locales, pour voir s'effriter prématurément les constructions systématiques édifiées, sans grande considérations des réalités levantines, par les Etats-Unis. La détente Est-Ouest ne fera que faciliter cette rentrée de l'U.R.S.S., désormais complètement rassurante, sur la scène du Proche-Orient ; déjà les rapports entre le Caire et Moscou montrent une évolution caractéristique.

Mentionnons enfin les progrès rapides que la République fédérale allemande, exportatrice de produits industriels, de biens d'équipement et de techniciens, et bonne cliente pour les produits semi-tropicaux, accomplit dans le commerce avec l'Orient : il y a là encore un

élément important, qui ne tardera pas à jouer aussi sur le plan politique. Aujourd'hui moins que jamais depuis la fin de la guerre, le Levant n'est plus chasse gardée pour les Etats-Unis. Qu'il faille articuler cette constatation six mois seulement après la conclusion triomphale du Pacte de Bagdad confirme utilement que, dans l'Orient, moins que partout ailleurs, le temps ne respecte guère ce que l'on prétend faire sans lui.

PIERRE RONDOT.

Goa ou les inconséquences de l'Inde

« Nous ne tolérerons pas les Portugais, même si les Goanais les réclament » : la déclaration du pandit Nehru est nette; entre les deux principes moteurs du nationalisme, — la libre disposition des peuples et l'unité territoriale, — l'Inde, s'ils viennent à s'opposer, opte pour le deuxième.

Le dilemme n'est pas récent. Il s'est posé au XIX^e^ siècle en Italie, en Allemagne; les jeunes nations se sont formées moins encore au détriment d'occupants qu'en fusionnant des principautés jusqu'alors fractionnées. Celles-ci avaient leurs partisans; des « guelfes », hier encore, votaient pour la séparation du Hanovre, et l'Italie d'après-guerre a fait des concessions à un autonomisme sarde ou sicilien; cependant, un grand mouvement d'ensemble entraînait les peuples dans un commun sentiment patriotique et balayait les dynasties vétustes. Il en est allé de même en Inde lorsque le parti du Congrès s'en est pris aux maharadjahs. Les résistances n'avaient qu'une valeur anachronique. Et la plupart des sept cents souverainetés se sont effacées de bonne grâce, faute de reposer sur un appui populaire. Mais l'Inde, beaucoup plus vaste que l'Allemagne ou l'Italie, est, comme la définissent les Anglais, un véritable « sous-continent », aux langues et aux religions multiples, une création de la Grande-Bretagne qui, la première, a réalisé son unité politique, comme aussi

bien en Birmanie ou comme les Hollandais en Indonésie; l'indépendance remettait cette unité en question, et tel qui se résignait à être gouverné de Londres ou d'Amsterdam n'acceptait pas la domination de New-Delhi ou de Djakarta. Une coupure s'est faite, nul ne l'ignore, avec les régions musulmanes amputées sous le nom de Pakistan. Et lorsque les dirigeants hindouistes ont entrepris de réduire à l'obéissance, tout au moins, leur côté de la barrière, des inconséquences ont commencé à se manifester : ils soumettaient de force le minuscule rajah de Junagadt et le puissant nizam de Haïderabad, qui, musulmans, prétendaient adhérer au Pakistan malgré l'hindouisme de leurs sujets; en revanche, ils annexaient le Cachemire selon le désir de son prince hindouiste sans se soucier de sa population musulmane; on sait qu'en fait des volontaires pakistanais l'ont envahi et qu'un armistice les a immobilisés sur une ligne de démarcation illogique et précaire autant que plus tard celles de Corée ou du Vietnam...

Les inconséquences se sont aggravées lorsque le pandit Nehru est passé à l'étape suivante en s'en prenant aux enclaves françaises et portugaises. Désormais la géographie entrait en conflit avec l'histoire et la psychologie. Trois siècles d'existence séparée avaient diversifié les institutions et les mœurs : mais ces taches d'autre couleur, sur la carte, semblaient à l'Inde une survivance injurieuse, un mauvais exemple, peut-être une base d'où partirait un jour une reconquête européenne. Chandernagor, banlieue française de Calcutta, est tombée la première; Pondichéry et les comptoirs du Sud ont tenu davantage; une combinaison de pressions extérieures et d'agitation a fini par emporter le morceau; un accord les a cédés à titre de province autonome, moyennant des garanties culturelles qui nous ouvrent la perspective d'un rayonnement plus étendu. Il se peut qu'au total la France y gagne; on n'oserait en affirmer autant de Pondichéry.

Goa est plus coriace. Au lieu de se fragmenter en vingt lanières que séparent des bandes de terre indienne, elle se présente adossée à la mer et d'un seul tenant — sauf son annexe de Damao et l'île de Diu —, avec une certaine profondeur et une population qui dépasse le demi-million; elle prête moins aux infiltrations, et surtout elle est chrétienne,

en un coin du monde où la nationalité tient essentiellement à la religion. Le Portugal la regarde non comme une colonie, mais comme une partie intégrante du territoire national. Il ignore le racisme : dès l'origine, Albuquerque faisait élever de jeunes Indiennes pour les marier à des Portugais; ce métissage, dont la métropole est fière, l'a teintée elle-même, et comme il a été pratiqué ailleurs encore, la stabilité remarquable du domaine portugais dans les convulsions actuelles s'explique; ainsi le Brésil, autre république lusitanienne, se flatte d'avoir résolu par le mélange le problème ethnique où s'achoppent les États-Unis. Entre Goa et le Portugal, nulle barrière, sinon la distance; entre Goa et l'Inde, les croyances, les castes, les mœurs publiques et privées, tout est barrière. Aux yeux du Portugal, Goa symbolise une histoire glorieuse et une fidélité presque autant que pour la France la cathédrale de Strasbourg; et Goa s'enorgueillit du symbole, comme Strasbourg. Rome sans doute a pris soin d'affirmer sa neutralité politique à M. Nehru, selon sa pratique constante, et de ne point permettre la confusion du temporel et du spirituel; Pie XII avait, dans le même esprit, nommé un cardinal chinois, pour éviter toute apparence de colonialisme religieux; le fait du catholicisme goanais et des affinités ou des différenciations qu'il crée n'en demeure pas moins indiscutable.

Aussi le problème de Goa existe-t-il à Delhi, non à Goa, ni, bien sûr, à Lisbonne. Lisbonne s'est contentée de raccrocher le téléphone; aucun mouvement séparatiste important ne se manifeste à Goa. Mais l'Inde veut Goa. Et des Indiens, à plusieurs reprises, ont envahi le territoire portugais, — pacifiquement, selon la méthode de Gandhi, mais en escomptant des incidents qui n'ont pas manqué de se produire : la police de la frontière a réagi; on parle de morts et de blessés, excellent prétexte pour ameuter l'opinion anticolonialiste. Cependant les Goanais de l'Inde, nombreux, influents, se sont tenus à l'écart de façon significative, et l'invasion, bien que pacifique, garde le caractère d'une intrusion étrangère.

Le pandit Nehru, en dernier lieu, l'a freinée, non par repentir, mais parce qu'elle l'exposait à des contrecoups imprévus. Certains Pakistanais ne demanderaient pas mieux que de lui appliquer sa méthode et de reprendre une marche « pacifique » sur le Cachemire; des minorités linguistiques récla-

ment le démembrement des provinces en leur faveur — tout comme déjà les populations de langue télugu ont fait tailler de haute lutte la province d'Andhra dans celle de Madras — et l'imitation d'une « non-violence » efficace les tenterait fort. L'opposition de gauche et de droite — communistes, socialistes, hindouistes, orthodoxes — s'empresse de surenchérir et de reprocher au gouvernement sa « capitulation »; il garde cependant la confiance du parti congressiste; et il ne renonce d'ailleurs à rien. Le blocus des frontières, la rupture des relations diplomatiques et consulaires créeront à la longue, espère-t-il, une situation insupportable aux Goanais; ils se voient coupés de leurs familles fixées en Inde et des subsides qu'ils en reçoivent; le cordon douanier les étouffe et les affame; ce genre de douce persuasion, comme à Pondichéry, finira par les retourner et par leur faire sentir que leur intérêt les rattache à l'Asie.

Nul ne sait ce qu'il en adviendra, ni si les intellectuels laïques du Congrès, tel M. Nehru, parviendront à l'abolition des castes et à un type de société ouverte qui rende moins aléatoire l'accession de chrétiens; qu'ils y travaillent, qu'ils s'irritent des archaïsmes, qu'ils nourrissent pour leur compte un patriotisme moderne, c'est indéniable, mais n'anticipent-ils pas sur l'évolution des masses, et en ont-ils le droit, lorsqu'il s'agit non de leur propre indépendance, mais d'assujettir les voisins? Leurs revendications présentes ressemblent moins à celles d'hier qu'aux prétentions de l'Allemagne bismarckienne sur l'Alsace-Lorraine ou du Reich hitlérien sur l'Autriche; elles contredisent l'idéal de liberté dont ils se réclament et ceux d'entre nous qu'il séduit feront bien d'y réfléchir.

AUGUSTE VIATTE.

Expériences de démocratie au Cambodge

Petit pays dont on ne parle guère, le Cambodge aura cependant donné au monde, ces dernières années, d'utiles leçons sur l'adaptation outre-mer des institutions démocratiques.

Monarchie parlementaire aux termes de sa constitution très moderne de 1947, le Cambodge s'est d'abord efforcé de faire fonctionner le régime représentatif. Sans doute est-ce sur son territoire qu'ont été utilisés pour la première fois, à l'usage des électeurs illettrés, des bulletins de vote illustrés aux insignes des partis. Le prestigieux éléphant, symbole de force et de sagesse, habilement choisi par les démocrates, reçut d'abord la plupart des suffrages.

Mais l'Assemblée à majorité démocrate se montra incapable de remplir sa mission. Réunis dans la capitale, ses membres enrayaient par leurs surenchères l'action du cabinet; et chacun d'entre eux, revenu dans sa province et bernant l'électeur naïf, lui faisait croire qu'il était non pas son représentant, mais son chef, et le dressait contre l'administration régulière. Il faut ajouter que le Vietminh, soutenant les rebelles khmer issarak, entreprenait de pourrir graduellement le pays. Les secours français étaient peu efficaces; ce qui les paralysait, plus encore que les tendances coloniales, souvent et exagérément dénoncées, des administrateurs de la France d'Outre-Mer demeurés comme conseillers, c'était à la fois la nécessité, pour la France, de réserver au Vietnam le maximum de ses moyens, et son souci de maintenir une unité économique indochinoise qui jouait le plus souvent au détriment du Cambodge.

Après cinq ans d'une histoire parlementaire confuse et heurtée, toute semée de remaniements, de dissolutions, d'appels aux urnes, le jeune roi Norodom Sihanouk décidait d'assumer personnellement le pouvoir et de s'en remettre, l'expérience une fois terminée, au jugement du peuple. Impatient d'obtenir une complète indépendance, le roi Norodom faisait même une fugue en Thaïlande, puis s'installait dans la marche frontière de Siem Réap : geste apparemment inconséquent, selon les normes occidentales, mais d'une psychologie très juste, qui achevait de lui valoir l'adhésion enthousiaste du peuple.

Mais le souverain, fort d'un incontestable appui populaire, ne réussissait pas, pour autant, à faire fonctionner la machine gouvernementale, à éliminer la corruption et à galvaniser les services publics. Fin janvier 1955, il annonçait l'achèvement de sa mission exceptionnelle, et faisait plébis-

citer par l'immense majorité des électeurs sa conquête de l'indépendance. Quelques semaines plus tard, il exposait un programme de réforme constitutionnelle, préconisant entre autres une démocratie à base d'assemblées locales et l'abandon de la règle de la solidarité ministérielle, sans dissimuler qu'il visait à l'élimination des partis. « La démocratie, expliquait-il, n'a pas fait faillite; mais les règles occidentales se sont montrées inadaptées au Cambodge. »

C'est alors que le roi Norodom devait apprendre ce que signifiait réellement l'indépendance qu'il croyait avoir assurée à son pays en éliminant la tutelle française. Les membres « progressistes » de la Commission internationale de Contrôle, chapitrés par le Parti démocrate que l'ancien chef khmer issarak Son Ngoc Tanh avait achevé de noyauter, condamnaient son projet de réformes : en effet, les délais de résidence imposés pour les élections empêchaient l'inscription des anciens rebelles. En même temps, les Américains pressaient le roi à se déclarer favorable au pacte militaire du Sud-Est asiatique. Une fois de plus, Norodom échappait à l'impasse par un coup de théâtre : le 2 mars dernier, il abdiquait en faveur de son père.

Toutefois, en allant, ainsi qu'il le proclamait, « vivre humblement la vie des campagnes, comme n'importe quel Cambodgien », l'ancien roi n'entendait nullement disparaître de la scène. Au retour d'un bref séjour dans l'Inde, pèlerinage autant que voyage politique, il fondait à Siem Réap la « Communauté socialiste populaire », destinée à « conférer la souveraineté réelle au petit peuple ». C'est ce nouveau parti, dont l'ancien roi est le simple « conseiller », qui vient de remporter un succès triomphal aux élections législatives du 12 septembre.

Le style contrasté, très personnel, de Norodom Sihanouk rend vaine toute prévision. Il ne doit point, cependant, servir de prétexte à des jugements sommaires, qui seraient très injustes. Le jeune prince est profondément imprégné de la croyance bouddhiste de son peuple; toujours proche des humbles, il a fait de chaque fugue, de chaque avatar, un moyen de mieux toucher le réel. Le sérieux de son regard, la qualité de son attention, restent inoubliables pour qui les a une fois entrevus. Ce n'est point seulement pour le peuple khmer,

un des plus attachants et des plus menacés de l'Asie, que son expérience courageuse et profondément sincère suscite un immense espoir.

PIERRE RONDOT.

Grèves en Tunisie

La Tunisie inaugure cet été la phase positive de la lutte nationale, la construction d'un Etat moderne et autonome, préfigurant par là ce qui devra être un jour le cas de toute l'Afrique du Nord, jour dont l'éloignement (et par voie de conséquence le sang versé) est inversement proportionnel à la lucidité et au courage — ou l'honnêteté des hommes politiques français. En ce sens, et sans vouloir paradoxalement exagérer, les difficultés que connaît la Tunisie méritent un examen attentif dont l'intérêt peut dépasser les frontières du pays. La vie tunisienne est essentiellement caractérisée depuis le mois de juin par les grèves et les incidents du travail qui ne cessent de se déclencher dans les différents secteurs industriels ou branches agricoles. Regardons les faits sans nous préoccuper de savoir si la réalité locale est conforme à quelque schéma préfabriqué que ce soit.

La Tunisie traverse en ce moment une crise économique particulièrement grave, due pour partie à une succession dramatique d'années de relative sécheresse et pour partie à cette « insécurité » que présentait aux yeux du capitaliste à la recherche de profits sûrs la période d'attente et d'incertitude qui a précédé l'aboutissement des négociations. Le fellah est sans ressources et doit licencier les quelques journaliers qu'il avait pu embaucher. L'ouvrier qui réussit à échapper au chômage

perçoit un salaire dérisoire. L'absence de pouvoir d'achat qui entraîne l'absence de marché est un des éléments premiers que doit prendre en considération celui qui se préoccupe d'élaborer une politique de développement.

Poussés par cette situation de chômage et de faim, les ouvriers tunisiens élèvent le ton, marquent en termes vifs leur déception alors qu'une « ère nouvelle » s'instaure et fait pression sur le gouvernement pour modifier la situation qui leur est faite. Cette pression, pour être efficace, s'accompagne de grèves qui, si elles n'ont pas été générales, affectent successivement chaque secteur de l'économie. On pourrait être tenté de leur donner comme seul enjeu ce relèvement de salaire et de s'inquiéter des hésitations syndicales : n'avait-on pas annoncé une revendication de 30 % d'augmentation et donné l'ordre de grève générale le 10 août ? Celui-ci était annulé devant la simple promesse du gouvernement... d'examiner le problème des salaires dans un délai raisonnable. Encore ce mot d'ordre n'a-t-il même pas été repris lorsque le gouvernement a pris des décisions qualifiées en conférence de presse d'inacceptables. N'a-t-on pas l'impression d'une sorte de calme à la suite de l'augmentation promise de... 10 % seulement ?

Il nous semble que l'enjeu et par là la portée de ce mouvement est tout autre. Ce serait se tromper que d'en juger à partir de catégories ou d'expériences françaises. Nous nous trouvons en effet dans un pays qui a conquis son autonomie interne grâce à l'union particulièrement étroite des différents milieux sociaux et sous la conduite de la bourgeoisie nationale.

Le fait de la grève implique l'existence d'intérêts divergents et la prise de conscience des intérêts propres au groupe des travailleurs. Cette prise de conscience s'effectue en deux temps qui constituent deux des aspects du mouvement actuel. D'une part, devant l'affirmation brutale des inérêts ouvriers les autres groupes

sociaux sont obligés de se définir par opposition alors qu'ils auraient certainement préféré cacher cette situation pour pouvoir continuer à imposer leurs propres objectifs. C'est ainsi que l'Union Générale des Agriculteurs Tunisiens dans une lettre ouverte au Président du Conseil dénonce les agissements de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens lorsque ceux-ci, par exemple, s'opposent à des licenciements d'ouvriers.

D'autre part, et à l'inverse, cette prise de conscience des intérêts ouvriers reconstitue l'unité de la classe ouvrière. En particulier, l'Union Syndicale des Travailleurs Tunisiens (affiliée à la Fédération Syndicale Mondiale, F.S.M.) mène une politique systématique d'unité d'action, admettant de fait le caractère de leader de l'U.G.T.T., alors qu'au contraire on sait qu'une conception différente de la lutte nationale avait entraîné des divergences profondes entre les deux centrales syndicales.

Mais cette unité dans l'opposition ne se situe pas seulement à un plan théorique. Il semble, et les faits aussi le confirment, que le mouvement syndical hésite entre deux voies : développer la conscience de classe et maintenir l'unité nationale. Jusqu'à présent, et comme il arrive d'habitude, la lutte nationale a été menée par la bourgeoisie qui ne demanderait pas mieux que de conserver son rôle de leader dans la nouvelle étape. Dès lors, dans la phase positive de construction, un conflit doit inévitablement se présenter. Mais les travailleurs qui ont toujours suivi jusqu'à présent les mots d'ordre du « leader suprême » qui leur étaient transmis par leur centrale syndicale vont-ils comprendre facilement que celle-ci se retourne contre un gouvernement qui est, en fait, cautionné et appuyé par Bourguiba ? A un plan plus élevé, chaque Tunisien est bien persuadé que son pays vient seulement de franchir une étape. Dès lors l'aboutissement total de ses aspirations ne risque-t-il pas d'être compromis par des conflits internes ?

Compte tenu des conventions économiques franco-tunisiennes qui conservent tout le pouvoir économique entre les mains de la France, une politique d'opposition sociale risquerait de favoriser cette mainmise sur l'ensemble de la nation.

L'enjeu de la grève dépasse donc et de très loin le simple niveau de vie. Il serait dangereux que la France et les Français de Tunisie n'en aient pas conscience. Il s'agit de savoir vers quel type de politique économique s'oriente le nouvel Etat tunisien dans le cadre de l'autonomie interne. S'il est vrai — ce que nous n'avons pas la place de démontrer ici — que la France et les Français de Tunisie bénéficieront d'un taux de croissance rapide de l'économie tunisienne, il est souhaitable que le gouvernement de M. Ben Ammar soit contraint de mettre en place les structures économico-sociales qui conditionnent une politique efficace de développement, avec solution réelle au problème de la misère et du chômage[1]. Il faut s'attendre à ce que les travailleurs ne fournissent l'effort nécessaire pour le succès de cette politique de développement que si les structures nouvelles leur donnent satisfaction. Dans ce sens, loin de compromettre l'évolution de la Tunisie et de mettre en cause un accord fondamental quant à la poursuite de la lutte nationale, les conflits actuels sont un avertissement. La pression ouvrière peut favoriser la solution des difficultés actuelles.

GÉRARD DESTANNE DE BERNIS.

1. A long terme les aumônes fussent-elles de quelques milliards sont parfaitement inefficaces.

Conflits sociaux en France

Les conflits sociaux éclatent de toutes parts et se généralisent. Le mouvement revendicatif actuellement en cours (à la date du 16 septembre) dans le Bâtiment et la Métallurgie gagne progressivement d'autres secteurs, tant publics que privés.

Les répercussions de l'importante victoire ouvrière des métallurgistes et ouvriers du Bâtiment de Saint-Nazaire en juillet dernier se font sentir chez tous les travailleurs. Cette victoire en appelle d'autres. Elle stimule la combativité de la classe ouvrière et explique l'ampleur de l'action revendicative en cours.

La situation est caractérisée par des grèves totales, des grèves tournantes et des lock-out. Il est à noter que ces trois formes d'action coïncident rarement et que pour la première fois depuis longtemps le patronat utilise, pour briser l'action ouvrière, la pratique généralisée du lock-out.

Voici comment se présente la situation dans le Bâtiment et la Métallurgie à la date du 16 septembre :

Industries	*Ouvriers en grève totale*	*Ouvriers en grève tournante*	*Ouvriers lock-outés*
Métallurgie ...	10.000	100.000	30.000
Bâtiment	20.000	45.000	de 5 à 6.000

Bien entendu, il s'agit là de chiffres approximatifs[1].

Autre caractéristique : le côté actif des grèves. Depuis 1936, les grèves revêtaient un caractère passif, c'est-à-dire limité à une simple cessation du travail. Les grèves des mois d'août et septembre 1955 sont actives en ce sens que les masses sont étroitement asso-

1. Sources : Fédération C.F.T.C. de la Métallurgie, Fédération C.F.T.C. du Bâtiment.

ciées à l'action syndicale : défilés dans les rues, rassemblements fréquents à l'occasion de meetings, accompagnement de délégations syndicales auprès des employeurs et des services publics et même quelques occupations d'usines.

Cette volonté de lutte est l'expression du profond mécontentement de la classe ouvrière résultant de l'insuffisance des salaires. C'est surtout la révolte des malpayés, comme en témoigne la géographie des grèves, région de l'Ouest notamment.

L'écart s'est accru d'une façon inquiétante entre les régions industrielles en plein essor et celles qui stagnent ou périclitent. Cette situation se traduit par des différences de salaires considérables. Prenons un exemple : un ouvrier qualifié du Bâtiment relevant d'une profession du gros-œuvre de la région parisienne gagne un salaire réel 100 % supérieur à celui de l'ouvrier de même qualification des départements des Landes, des Hautes-Pyrénées, des Hautes-Alpes, de la Lozère, disons en gros de la majorité des départements Centre-Sud de la France, et 50 % supérieur au salaire des travailleurs — toujours de même qualification — de la plupart des autres départements à l'exception des régions du Nord, de l'Est, de Lyon et de Marseille où la différence oscille entre 5 et 20 %.

On comprend donc aisément le mouvement revendicatif qui secoue certaines régions. La province ne veut pas devenir une « terre de colonie ». L'âpreté de la lutte des travailleurs de province témoigne de leur volonté de combler un fossé qui depuis ces dernières années n'a été qu'en s'élargissant et qui coupe la classe ouvrière en deux parties inégales :

— la plus importante groupant les salariés occupés dans les secteurs en stagnation ou en régression économique ;

— la deuxième, bien moins importante, groupant les salariés occupés dans les industries et régions en expan-

sion. L'évolution du pouvoir d'achat de ces derniers tend à rapprocher leur niveau de vie de celui des classes moyennes.

En ce qui concerne la nature du mouvement, il ne s'agit pas à proprement parler d'une vague spontanée de grèves, mais plutôt d'un mouvement s'étalant à la façon d'une tache d'huile. Ceci s'explique aisément par le fait que l'action revendicative est purement professionnelle et non interprofessionnelle comme ce fut souvent le cas précédemment. L'absence de toute revendication en matière de relèvement du SMIG[2] le prouve suffisamment. L'action porte surtout sur la fixation d'un salaire minimum professionnel garanti, fonction des industries et des régions.

Si les grèves s'étendent lentement, c'est qu'elles ne sont décidées qu'après décision réfléchie à la suite de l'échec de toutes tentatives de conciliation au sein des commissions paritaires de salaires. C'est là un point important qu'il est indispensable de souligner.

Pendant des mois, les syndicats ouvriers ont présenté des revendications de salaires auxquelles il fut répondu trop souvent par un refus insolent. Pendant des mois, le patronat s'est abrité derrière les fameuses impossibilités économiques, prétexte commode permettant d'éviter tout débat sur le fond. Il y a dans notre pays un patronat cupide qui ne comprend que le langage de la force. Il y a aussi des gouvernements qui, depuis trop lomgtemps, ont opposé l'immobilisme aux demandes raisonnables des organisations ouvrières. De nombreux travailleurs en ont eu assez et sont passés à l'action, leur mouvement n'a pas eu besoin du signal d'un quelconque « chef d'orchestre clandestin » ; d'ailleurs, dans sa majorité, la presse bourgeoise s'est bien gardée d'agiter cet épouvantail qui fut si commode en d'autres temps.

2. Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti.

Le patronat refuse la controverse loyale parce qu'il sait parfaitement qu'il peut donner satisfaction dès qu'il accepte de rogner un peu sur les bénéfices. Et puis, une question. Comment se fait-il que les patrons trouvent brusquement de l'argent lorsque la rue s'anime, que la légitime colère ouvrière explose et que la peur les gagne ?

Devant la mauvaise volonté patronale, les lock-outs et les menaces de toutes sortes, les syndicats ouvriers ont le devoir de durcir leur attitude et, par conséquent, de renforcer leur encadrement de la masse.

Les grèves actuelles prouvent que le syndicalisme a barré la route à l'anarchie. Ceux qui, depuis des années, se sont acharnés à nier le rôle important du syndicalisme sont maintenant obligés de le reconnaître. Sans le syndicalisme, des milliers de travailleurs seraient aujourd'hui la proie d'irresponsables ou de provocateurs. Sur ce plan, jamais les employeurs ne sauront à quel point le syndicalisme ouvrier a permis d'éviter le pire.

Les prolétaires français ont soif de justice et non de sang. Ils réclament leur juste part de l'important accroissement de richesses de ces dernières années, eux à qui on a si souvent expliqué qu'ils devaient, dans l'intérêt du pays, patienter dans leur pauvreté en attendant des jours meilleurs. Rien n'est encore perdu. Tout peut s'arranger dans le cadre de négociations au sein des commissions paritaires. Il n'est pas trop tard, mais il faut faire vite, très vite.

ALBERT DETRAZ.

Mr Butler face à la « crise de prospérité »

Dans le discours qu'il a prononcé le 14 septembre à la réunion annuelle du Fonds Monétaire International, Mr R. A. Butler a affirmé pour la seconde fois

que la livre ne serait pas dévaluée, contrairement à l'opinion de certains milieux financiers européens. La « crise » du sterling dont on a déjà beaucoup parlé est donc le résultat de l'inflation à l'intérieur et de la méfiance à l'extérieur. L'accroissement du déficit de la balance des paiements de la Grande-Bretagne, la diminution des réserves d'or et de dollars, l'agitation syndicale et l'hyper-emploi, ne sont guère propices à la création d'un climat de confiance en la livre chez les commerçants et industriels étrangers. Cette spéculation à la baisse du sterling (rapatriement plus rapide des fonds déposés à Londres, ralentissement des importations en provenance du Royaume-Uni dans l'espoir d'une dévaluation prochaine) contribue à accroître le déficit extérieur. On se rappelle qu'en 1949 sir Stafford Cripps avait dû faire face au même problème, mais dans une conjoncture internationale beaucoup moins favorable.

Cette croyance en une dévaluation de la livre est apparue à une époque où il était encore difficile de prévoir l'évolution de la conjoncture économique en Grande-Bretagne. C'est en juin dernier que la délégation britannique à l'Organisation Européenne de Coopération Economique (O.E.C.E.) fit savoir que, dans l'hypothèse d'un retour à la convertibilité, le Royaume-Uni adopterait un système de taux de change flexibles. De là à conclure que cette flexibilité signifierait une dévaluation il n'y avait qu'un pas qui semble avoir été trop rapidement franchi.

Le gouvernement britannique peut être amené prochainement à renforcer ou dépasser les simples moyens de la politique monétaire traditionnelle pour contrôler cette situation d'inflation. C'est à Mr Butler, chancelier de l'Echiquier, qu'il appartiendra de définir les remèdes susceptibles de freiner l'inflation, de rétablir l'équilibre des paiements extérieurs et la confiance en la livre sterling.

La position de Mr Butler a probablement été renforcée au sein du Cabinet depuis le succès des conservateurs aux élections du 26 mai. La politique économique de Mr Butler a largement contribué à assurer ce succès. Aux yeux de l'opinion publique anglaise l'actuel ministre des Finances a su libérer l'économie britannique des contrôles imposés par les travaillistes tout en assurant le plein emploi. En outre, le cycle bi-annuel des crises de la balance des paiements paraissait brisé, mais la conjoncture présente semble indiquer que l'heureuse exception de 1953 ne se reproduira pas en 1955. Enfin, le budget nettement « électoral » d'avril 1955 a pu inciter quelques électeurs « marginaux » à voter conservateur. Il apparaît rétrospectivement que ce budget n'était pas fait pour arrêter la pression inflationniste qui s'amorçait dès cette époque. Mr Butler a-t-il été trop optimiste ou bien a-t-il commis une erreur pour des raisons de propagande électorale en diminuant les impôts ? Connaissant la réputation du Chancelier nous attribuerons à son optimisme la responsabilité première, et aux bonnes « raisons politiques » de l'état-major conservateur, la responsabilité seconde.

Le départ de sir Winston Churchill n'a pu qu'accroître l'autorité de Mr Butler au sein du Cabinet britannique. On sait d'une part que Mr Eden n'a jamais eu à traiter des questions intérieures, et que son intérêt pour les problèmes économiques est relativement limité ; on sait d'autre part que sir Winston, toujours très personnel, n'écoutait que ses conseillers à lui, au rang desquels — si l'on en croit certains chroniqueurs — Mr Butler ne figurait pas. Lord Cherwell fut le conseiller « universel » de sir Winston, et bien que sa formation universitaire le prédisposât surtout à traiter des questions atomiques, il eut très souvent à émettre un avis sur les problèmes économiques. Lord Cherwell a toujours été assez sage pour demander l'opinion de certain collègue économiste d'Oxford, avant d'arrêter

les grandes lignes de ses propres recommandations. Certaines mauvaises langues de la Cité ont été jusqu'à dire que le retour à la convertibilité serait aujourd'hui chose faite si lord Cherwell (ou plutôt son confident) n'y avait mis formellement opposition il y a environ deux ans. Depuis lors, la conjoncture étant moins favorable et Mr Butler ayant eu le temps de la réflexion, le « saut » dans la convertibilité est à nouveau ajourné. L'autorité et le prestige de Mr Butler n'en ont pas diminué pour autant, et à la veille de la retraite de sir Winston de nombreux journaux n'ont pas hésité à désigner Mr Butler comme son successeur. De telles prévisions exprimaient probablement des espoirs qui ont été déçus. Mr Butler est généralement considéré comme l'homme d'Etat le plus intelligent, le plus clairvoyant et le plus résolu du parti conservateur. Nous autres Français savons que de telles qualités ne sont pas souvent payantes dans notre politique.

Contrairement à la majorité de ses collègues conservateurs, Mr Butler sort d'une famille de professeurs d'Universités (Cambridge) et de fonctionnaires. Il est né aux Indes où son père était fonctionnaire. Il fit ses études de lettres (langues vivantes — Histoire) à Cambridge où il devint « fellow » de « Corpus Christi College ». Il fit alors connaissance de Sydney Courtauld, la fille du riche industriel Samuel Courtauld, avec laquelle il se maria en 1926. Il entra au parlement comme député conservateur en 1929 et après avoir été sous-secrétaire d'Etat aux affaires indiennes, il devint sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et soutint la politique d'apaisement de Chamberlain. En 1941, Mr Churchill le nomma président du « Board of Education » et il travailla à l'élaboration de l' « Education Act » de 1944. Il devint Chancelier de l'Echiquier avec le retour des conservateurs au pouvoir en 1951. Mr Butler prenait donc la direction du « Treasury » à un moment de crise grave de la balance des paiements, et

il allait devenir rapidement le ministre des finances de la « prospérité dans la liberté ».

Mr Butler fait figure de libéral, mais son libéralisme est suffisamment éclairé pour qu'il ne tombe pas dans les abus où risqueraient de nous conduire certains libéraux français s'ils étaient écoutés. Mr Butler a compris que les contrôles travaillistes, nécessaires en période de pénurie grave, ne l'étaient plus à la fin de la période de reconstruction. Le rationnement fut peu à peu supprimé, les importations libérées, les subventions abusives furent diminuées. Sans doute les prix montèrent-ils sensiblement, mais l'accroissement de la production permit l'accroissement des salaires et de la consommation. Pour la première fois depuis 1931, le taux de l'escompte de la Banque d'Angleterre fut relevé tandis que les contrôles directs du crédit furent abandonnés. La confiance dans la livre fut rétablie et le rôle international de la place de Londres fut accru d'autant.

Mr Butler a eu également beaucoup de chance, du moins jusqu'à une époque récente. La récession américaine de 1953, contrairement à celle de 1949, n'a pas eu de répercussions graves sur le commerce extérieur de la zone sterling. Enfin, Mr Butler prit la politique économique de la Grande-Bretagne en charge, à une époque où la plupart des pays du monde achevaient leur reconstruction et où les problèmes de pénuries, et donc de choix, devenaient moins contraignants. Il faut bien reconnaître que le libéralisme de Mr Butler n'aurait pas été applicable durant les années 1947 à 1950.

Est-ce que l'étoile de Mr Butler aurait cessé de briller depuis quelques mois ? La balance commerciale, ce baromètre de l'économie britannique[1], accuse un déficit inquiétant de £ 628.000.000 pour les huit premiers mois

1. En réalité c'est la balance des paiements qu'il faudrait considérer, c'est-à-dire le solde des importations et exportations de marchandises, plus le solde des transactions invisibles. Malheureu-

de 1955, contre £ 359.000.000 seulement pour la même période en 1954. Les réserves d'or et de dollars sont passées de $ 2.762.000.000 au 31 décembre 1954 à $ 2.457.000.000 au 31 août 1955. Les facteurs de détérioration sont de plusieurs ordres : 1) les importations se sont accrues plus vite que les exportations ; 2) les grèves répétées des dockers, des chemins de fer, des transports, des mineurs ont pu freiner les exportations ; 3) les importations massives de charbon résultant de l'insuffisance de la production domestique accroissent le déficit de la balance commerciale. La crise de la production charbonnière pourrait à elle seule augmenter le déficit extérieur d'une centaine de millions de livres sterling pour l'année en cours.

La solution des problèmes actuels n'est donc pas uniquement entre les mains du Chancelier de l'Echiquier. Il pourra sans doute revenir sur certaines concessions fiscales, augmenter les impôts indirects, réduire les subventions à la construction des immeubles, augmenter à nouveau le taux de l'escompte, rendre plus difficiles les achats à crédit de biens de consommation, comme on le lui suggère de différents côtés. Toutes ces mesures déflationnistes risquent d'être insuffisantes si les syndicats n'acceptent pas de freiner leurs revendications et d'encourager la productivité. Le président du T.U.C. (Trade Unions Congress) a posé clairement le problème au récent congrès des syndicats à Southport en invitant la classe ouvrière à ne pas tuer la « poule aux œufs d'or ». La Grande-Bretagne n'est pas encore sortie de sa « crise de prospérité ».

Londres, 16 septembre 1955.

MAURICE NIVEAU.

sement le solde des transactions invisibles n'est connu que tous les six mois et le prochain livre blanc sur la balance des paiements du Royaume-Uni ne paraîtra qu'en octobre.

Crise dans l'Église anglicane ?

En septembre 1947, au terme d'un long et difficile processus de rapprochement commencé plus de cinquante ans auparavant, naissait officiellement l'Eglise de l'Inde du Sud (*Church of South India,* C.S.I.). Ce nouveau corps ecclésiastique réunissait en son sein des communautés chrétiennes jusqu'alors séparées : l'Eglise *méthodiste* du Sud de l'Inde ; l'Eglise unie de l'Inde du Sud (*congrégationaliste* et, pour une part moins importante, *presbytérienne*) ; enfin quatre diocèses de l'Eglise de l'Inde, de Birmanie et de Ceylan (c'est-à-dire de l'Eglise *anglicane* aux Indes). De profondes divergences ecclésiologiques séparaient originairement ces communautés. Les deux premières, en effet, étaient de tendance « protestante » ; les anglicans, de tendance « catholique ». En schématisant et sans préjuger d'autres différences, on peut dire que pour les premières, plus sensibles à l'idée du sacerdoce universel des fidèles, c'est l'Eglise, c'est-à-dire l'assemblée des croyants, qui, par la cérémonie de l'ordination, délègue autorité à un ministre ; cette ordination ou consécration ne confère aucun caractère sacerdotal au sens où l'entend l'Eglise catholique romaine. La position de l'Eglise anglicane, au contraire, la rapproche des catholiques pour qui, par l'imposition des mains de l'évêque et en vertu de la succession apostolique, c'est le Christ qui confère au nouveau prêtre un pouvoir et le marque d'un caractère indélébile.

La C.S.I. se présente extérieurement comme une Eglise « catholique ». Elle possède une structure épiscopale et, depuis l'union de 1947, tous ses nouveaux ministres (prêtres et diacres) reçoivent l'ordination épis-

copale. Il n'y a donc que les ministres ayant appartenu auparavant à des communautés « protestantes » qui n'ont pas reçu d'ordination épiscopale (en 1954, ils étaient environ trois cents sur un total de huit cent quarante).

L'Eglise d'Angleterre devait prendre position devant cette nouvelle entité, ne serait-ce que parce que quatre de ses diocèses s'y étaient résolument engagés. Le problème était double : théologique tout d'abord : Que vaut la C.S.I. ? Quelle est sa « catholicité » ? Mais une question pastorale y était liée : les chrétiens qui se sont unis dans l'Inde méridionale ont en Grande-Bretagne des frères de même confession qui demeurent séparés les uns des autres (presbytériens, congrégationalistes, méthodistes, anglicans). Or l'Eglise de l'Inde du Sud désire demeurer en communion fraternelle avec toutes les confessions dont elle est issue. L'Eglise d'Angleterre peut-elle admettre qu'un prêtre de la C.S.I., après avoir célébré la sainte communion dans une église anglicane, aille les jours suivants chez les méthodistes, les congrégationalistes, etc. ? Ne risque-t-on pas de s'engager dans l'incohérence et l'inconséquence ?

En 1947, l'opinion anglicane était très divisée au sujet de la C.S.I. : tandis que les *evangelicals* (anglicans de tendance plutôt « protestante ») souhaitaient une pleine intercommunion entre le nouvel organisme et l'Eglise d'Angleterre, des anglo-catholiques (anglicans de tendance plutôt « catholique »), inquiets des formulations dogmatiques imprécises de la C.S.I. et de ses positions vis-à-vis du ministère, repoussaient cette intercommunion : elle leur apparaissait comme l'approbation d'un compromis battant en brèche des principes essentiels à l'anglicanisme.

Devant une pareille situation et pour laisser le temps à l'Eglise de l'Inde du Sud de manifester plus clairement, en en vivant, les principes qui l'animaient, l'Eglise d'Angleterre eut la sagesse de ne prendre que

quelques mesures transitoires qui ne préjugeaient pas du fond de la question et faisaient, en particulier, une nette distinction entre les fidèles de la C.S.I. ex-anglicans et les autres.

Au mois de juillet de cette année, les Convocations (qui constituent dans les deux provinces ecclésiastiques de Cantorbéry et d'York les corps régulateurs de l'Eglise d'Angleterre) prirent position, estimant qu'il n'y avait pas lieu de repousser plus longtemps une décision ferme valant pour la fin de la période transitoire de trente ans (à partir de 1947) prévue par l'Eglise de l'Inde du Sud elle-même. Les Convocations considèrent les évêques, prêtres et diacres consacrés ou ordonnés dans la C.S.I. lors de l'inauguration ou après l'inauguration de cette Eglise comme de véritables évêques, prêtres et diacres de l'Eglise de Dieu. Elles décident en outre que :

— Les membres communiants de la C.S.I. peuvent, lorsqu'ils sont en Grande-Bretagne, recevoir la sainte communion dans l'Eglise d'Angleterre. Ceux qui résident de façon permanente sur le sol britannique et désirent communier de façon habituelle dans l'Eglise d'Angleterre doivent se conformer à la discipline de cette dernière.

— Tous les évêques, prêtres et diacres de la C.S.I. peuvent être invités à prêcher dans les églises anglicanes. Pour la célébration de l'eucharistie, seuls peuvent le faire les évêques et les prêtres ordonnés par un évêque, à condition que, durant leur séjour en Grande-Bretagne, ils ne célèbrent pas ailleurs que dans des églises anglicanes.

— Les églises paroissiales anglicanes peuvent être prêtées de temps en temps pour la célébration de la liturgie de la C.S.I. par des évêques et des prêtres ordonnés épiscopalement.

— Les évêques et les prêtres ou diacres (ordonnés épiscopalement) de la C.S.I. qui désirent officier dans

l'Eglise d'Angleterre peuvent y être autorisés pourvu qu'on se conforme aux prescriptions de l'Eglise d'Angleterre. Les autres ministres de la C.S.I. (non ordonnés épiscopalement), s'ils désirent entrer dans le ministère de l'Eglise anglicane, sont soumis à la législation canonique de celle-ci sur l'admission au ministère.

— Les évêques et les prêtres de l'Eglise d'Angleterre peuvent célébrer la sainte communion dans les églises de la C.S.I. Les fidèles peuvent y communier (ils peuvent choisir de ne recevoir la communion que des mains de ministres ordonnés épiscopalement).

— Une aide financière est prévue pour la C.S.I. et la prière est très vivement recommandée à son égard.

Deux restrictions sont donc imposées à l'intercommunion totale entre l'Eglise d'Angleterre et l'Eglise de l'Inde du Sud : *a*) Les prêtres de la C.S.I. non ordonnés par un évêque ne peuvent pas célébrer l'eucharistie dans les lieux de culte de l'Eglise anglicane. Cette restriction disparaîtra d'elle-même lorsque, dans quelques années, tous les ministres de la C.S.I. auront été ordonnés épiscopalement. *b*) Les prêtres de la C.S.I. ordonnés par un évêque ne peuvent officier dans des lieux de culte anglicans s'ils veulent célébrer aussi dans des églises non anglicanes en Grande-Bretagne. Cette restriction ne pourra cesser, semble-t-il, qu'avec la disparition des divisions ecclésiastiques sur le territoire britannique.

En conclusion, deux remarques ne seront peut-être pas inutiles :

1) La décision des Convocations a été précédée en Angleterre d'un extraordinaire foisonnement de publications (livres, articles, lettres ouvertes, pétitions, etc.) : chacune des tendances de l'anglicanisme s'efforçait de faire prévaloir son point de vue plus ou moins favorable à l'intercommunion avec la C.S.I. Sur le Continent, on a peut-être accordé trop d'importance à cette « crise » et on en a sans doute supputé trop facilement

les conséquences extrêmes (rupture au sein de l'anglicanisme, conversions au catholicisme, etc.). Certes, l'affaire était grave. Mais ce n'était pas la première fois dans l'histoire de l'Eglise d'Angleterre qu'un problème aigu faisait apparaître au grand jour la difficile coexistence de deux tendances aussi différentes que celle des *evangelicals* et celle des *catholics*. Une fois de plus, comme c'était à prévoir, l'Eglise anglicane a su trouver une solution d'entre-deux marquée au coin de son sens pratique.

2) Elle y a d'ailleurs été aidée — c'est là notre deuxième remarque — par l'attitude de certains théologiens ou ecclésiastiques de tendance anglo-catholique. Après avoir été rigoureusement hostiles à la C.S.I., ces hommes ont peu à peu modifié leur jugement. Les différents textes liturgiques de l'Eglise de l'Inde du Sud publiés depuis 1947, les témoignages oraux ou écrits recueillis sur sa vie : tout cela a contribué à apaiser des craintes. Ce fait doit nous rendre attentifs. La première réaction d'un catholique en face d'une réalisation telle que la C.S.I. risque d'être, au nom des principes, très négative. Trop peut-être. Sans nier les délicats problèmes que cette unification pose, on peut penser qu'elle n'est pas sans valeur positive du point de vue de l'expérience œcuménique. Avec une joyeuse surprise il faut constater, à la suite du P. Bouyer, que l'évolution de l'Eglise de l'Inde du Sud (si on la peut juger sur moins de dix années d'existence) la fait apparaître « certainement plus dogmatique, plus sacramentelle, plus ouverte à des notions et à des réalités authentiquement catholiques qu'aucune des « Eglises » qui l'ont composée » (Louis Bouyer, « L'Union des Eglises du Sud de l'Inde », dans *Istina*, 1955, n° 2, p. 236).

René Beaupère.

Des Semaines sociales, pour quoi faire ?

La Semaine sociale de Nancy n'a point été sans intérêt. Les menaces et les chances que portent « les techniques de la diffusion dans la civilisation contemporaine » méritaient bien le rassemblement de milliers de chrétiens pour mieux prendre conscience de ce qui se passe, de ce qu'exige la *loi de liberté,* de ce qu'il y a à faire si nous voulons que, dans la mesure du possible, la presse, le cinéma, la radio, la télévision servent et n'asservissent pas. L'auditoire fut nombreux, et en Lorraine les jeunes furent même moins rares qu'aux sessions précédentes. Les professeurs étaient compétents, les cours avaient bonne tenue, plusieurs exposés étaient de haute valeur, voire de portée réelle. Le compte rendu in extenso de la session permettra, comme ses prédécesseurs, de faire sérieusement le tour du sujet traité.

Mais si l'on ne peut que se réjouir de l'intérêt croissant que manifeste la forte représentation des clercs et des assistantes sociales, on ne peut guère reconnaître la présence représentative du catholicisme vivant, s'interrogeant sur les questions sociales, dans un rassemblement dont les militants de l'Action catholique ouvrière furent pratiquement absents. Et une fois sortis de la tente de réunion, rares furent ceux qui, saisis par les questions proposées, continuèrent entre eux le débat amorcé, mais assez nombreux ceux qui mirent en question le rôle et la méthode des Semaines sociales. Cette Semaine, consacrée à la « diffusion », n'a pas passé la rampe.

Les Semaines sociales ont passé la cinquantaine. Age respectacle qui rend témoignage à l'urgence permanente d'une fonction point dépassée. Mais âge sensiblement critique. Depuis quelque temps déjà les témoins les plus bienveillaints ne peuvent s'empêcher de

constater les signes d'un grave essoufflement. C'est sans doute en raison même de son sujet d'étude que le manque de retentissement de cette session a été si consciemment éprouvé comme un échec. La crise s'est ouverte sans grand bruit.

Mais il serait dommage que l'insatisfaction fît douter des besoins insatisfaits et que la critique trompât avec trop de facilité une faim réelle. Car la critique est facile — surtout si elle ne craint pas de se contredire : on voudrait des Semaines sociales plus « engagées », tout en se plaignant des quelques engagements qu'elles semblent prendre ; on voudrait un enseignement plus exigeant, tout en déplorant que les cours soient trop ardus... Il est plus facile de plaisanter « la vieille dame sclérosée » que d'aviser aux conditions d'un rajeunissement des artères. Le dénigrement trop facile — qui est loin de témoigner de la jeunesse des procureurs — ne mine pas seulement les efforts possibles : son injustice même risque d'obnubiler les examens de conscience et de retarder les consentements aux rajeunissements urgents.

Les Semaines sociales ont-elles donc encore quelque chose à dire ? Le mécontentement, parfois excessif, de ceux qui reprochent aux Semaines sociales de faillir à leur tâche manifeste combien l'attente demeure vive, même si elle est déçue. Qu'attend-on alors ? Des réponses toutes faites aux questions de notre temps ? Il suffira de parcourir les *Conclusions* promulguées à l'issue de la Semaine de Nancy pour apprécier, à l'occasion d'un cas d'espèce caractéristique bien que particulièrement sous-développé, la valeur nutritive de ce genre littéraire. A moins de proposer résolument des options politiques précises que la conscience la plus confuse ne permettrait pas de confondre avec la Foi, les formules, souvent fort judicieuses, laisseront les affamés sur leur faim. Mais en cédant à cette tentation de prendre parti — que ce soit à « droite » ou à « gauche » — les Se-

maines sociales se réduiraient d'emblée à un mouvement politique comme les autres et perdraient leur raison d'être spécifique. Qu'attend-on donc des Semaines sociales ? Ce qu'on attend de plus en plus de tout effort d'enseignement véritablement humain dans un monde toujours plus menacé par les idéologies : qu'elles aident les chrétiens d'aujourd'hui à penser et à agir en connaissance des faits et en conscience des exigences du Christ, c'est-à-dire qu'elles disposent les chrétiens à vivre dans la liberté des enfants de Dieu, en rapportant toute chose à la Vérité qui nous libère — notamment de beaucoup de vérités.

L'agencement tripartite de l'enseignement des Semaines sociales — analyse des faits et des situations, mise en lumière des exigences de la foi, présentation d'orientations possibles pour l'action nécessaire — est excellent, et pourrait servir de modèle le jour où l'enseignement chrétien acceptera d'accorder aux sciences sociales la place qui leur revient. Encore faudrait-il que cet enseignement soit communicatif. Beaucoup se sont plaints d'un langage parfois inaccessible à ceux qui ne sont pas des intellectuels patentés. Il serait sans doute bon que les militants arrivent à la session mieux préparés (p. ex. par des cercles d'études), et que les « carrefours » prennent de plus en plus d'importance en empiétant sans trop de scrupule sur le domaine des « leçons magistrales ». Il se peut que la recherche commune et le débat vivant jettent quelque trouble dans la tranquillité de l'ordre réglementaire. Mais qui prétendra que le souffle de la Pentecôte, qui anime la vie de l'Eglise, doive se manifester comme une inspiration modératrice ? Il semble que la plus jeune institution des Semaines sociales, le « Club des jeunes », constitue par la réussite de ses discussions dans un esprit de liberté une bonne indication sur les chances d'avenir d'une Semaine sociale vivante.

J. Thomas.

Loisirs et devoirs de vacances : trois congrès

Les Conversations Catholiques Internationales de Saint-Sébastien, qui eurent lieu du 25 au 30 juillet, avaient choisi un sujet que les circonstances firent encore plus actuel que prévu : *La « neutralité politique » de l'Église et la coexistence.* Tout au long de ces derniers mois, les relations internationales ont évolué en donnant sans cesse plus d'importance au thème de la coexistence pacifique entre nations du bloc occidental et pays d'au delà du rideau de fer. La détente est de plus en plus à l'ordre du jour, la récession du climat de guerre froide s'est assez largement amorcée. Dans le temps même que les Conversations Catholiques avaient lieu, la Conférence des Quatre à l'échelon suprême se déroulait à Genève. Il semblait que nulle occasion n'était mieux venue pour permettre à des catholiques venus de différents pays d'Europe de définir et d'exprimer leurs sentiments relatifs à ce contexte de faits si important pour le présent et pour le proche avenir de notre monde.

Ce résultat cependant n'a été entièrement atteint. En fait, le sujet des Conversations était double : d'une part, l'examen des attitudes de « neutralité politique » de l'Église en présence de sociétés humaines débattant leurs questions de gouvernement; d'autre part, la prise de position des catholiques en face des diverses perspectives de coexistence. Au départ, il s'agissait de toute espèce de coexistence concevable sur le plan politique. Au moment de la réunion, le thème de la « coexistence pacifique » en était venu par la force des choses à tellement préciser son contenu concret qu'il échappait dans une large mesure aux prises mêmes des Conversations catholiques, pour ne plus relever que des prises de positions officielles de l'Église à ce sujet, prises de positions qui furent réaffirmées dès l'ouverture des Conversations dans le message adressé du Vatican aux participants :

> Le pape affirme qu'on ne peut rien espérer d'une coexistence fondée sur la crainte, conséquence logique du pouvoir militaire et matériel d'un groupe affrontant un autre; ni non plus d'une

coexistence dans l'erreur, que cette dernière tienne aux choses de l'économie ou qu'elle ait trait aux principes qui donnent forme aux unités respectives des groupes en présence. C'est pourquoi l'espérance de paix pour l'humanité « doit résider dans quelque mode de coexistence dans la vérité. Et l'on ne peut construire dans la vérité un pont entre ces deux mondes séparés, sinon en s'appuyant sur les hommes qui vivent dans l'un et l'autre des camps, et non sur les régimes et les systèmes sociaux » (ces dernières paroles sont une citation du Message de Noël 1954).

Il convenait dès lors que les débats poursuivis à Saint-Sébastien adoptassent à cet égard la conduite d'une fidélité respectueuse. C'est pourquoi l'on se résolut en commun et fort spontanément de s'étendre davantage sur la première partie du sujet. La question de la neutralité politique de l'Église offrait d'ailleurs un thème presque inépuisable et d'un considérable intérêt. Il n'est pas possible de résumer ici exposés et interventions. Mais l'admirable organisateur des Conversations de Saint-Sébastien qu'est M. Carlos Santamaria peut se féliciter à juste titre d'avoir donné l'occasion de mieux préciser au sein de la conscience catholique ce qu'étaient les raisons tantôt de l'intervention et tantôt de la neutralité de l'Église dans le domaine politique.

Les Rencontres Internationales de Genève fêtaient cette année leur dixième anniversaire. C'est dire la solidité de leur succès, dû pour une part à l'intelligence et au dévouement d'un Comité d'organisation hors de pair, pour une autre à la liberté qui n'a jamais cessé de s'y pratiquer. Le thème de cette année était fourni par l'interrogation : « La Culture est-elle en péril ? », et le motif de celle-ci : la progression des moyens nouveaux de diffusion de l'image et de l'information : cinéma, radio, télévision. C'était un thème fort intéressant, très ample dès que l'on essayait de s'y reconnaître, si ample même, avec ses annexes techniques et sociologiques, que l'on s'y perdait un peu par moments. Les conférenciers furent dans l'ensemble bons, certains même excellents; entre autres W. Porché, directeur général de la Radio-Télévision Française, qui parla, avec une grande intelligence et une belle densité d'expression, du rôle de la Radio-Télévision dans l'expression de la connaissance. Les entretiens ne furent

pas toujours aussi satisfaisants. Il faut reconnaître qu'assez souvent ce genre est compromis par le nombre de gens à qui il faut bien donner la parole. Insensiblement, on en arrive au kaléidoscope de déclarations individuelles. Ne vaudrait-il pas mieux tenter au moins de temps en temps un véritable entretien à trois ou quatre personnes choisies, à qui le loisir serait donné de converser vraiment devant le public? Il est vrai que, pour les participants, le charme très grand des rencontres est que les meilleurs entretiens s'y font privément et au hasard, et que les mauvaises têtes se trouvent alors celles qui leur apportent le plus de substance.

Presque en même temps le « Congrès pour la liberté de la Culture » tenait ses assises à Milan. Il avait pris pour sujet : « L'avenir de la liberté. » C'était un choix excellent pour cette année frontière entre deux décades, à compter depuis la fin de la seconde guerre mondiale. L'affrontement du monde occidental et du système communiste s'est détendu. Le Genève atomique a succédé au Genève diplomatique et l'on a l'impression que pendant les années qui viennent, contacts, dialogues, révisions de positions vont avoir lieu bien davantage que dans le proche passé. Dans ces conditions, quelles vont être les circonstances faites à la liberté, quelles parties va-t-elle pouvoir jouer? Il valait la peine d'y réfléchir et de s'en entretenir posément entre hommes qui essaient de dominer le phénomène humain.

Pour ma propre part, j'avouerai sans ambages avoir été déçu par le congrès. Matériellement, il avait été admirablement préparé et son organisation était impeccable. La lecture des communications dont le texte était remis à l'avance révélait souvent une substance de grande qualité. Pourtant, ce qui sortit de la réunion des hommes m'a semblé fort peu satisfaisant.

Une première surprise était que, dans une session d'une institution qui s'appelle « Congrès pour la liberté de la Culture », on n'ait pratiquement pas parlé de la Culture comme telle, ni envisagé sa liberté propre, ni traité du problème de son avenir. Il s'agissait en fait de la liberté prise sous son aspect politique usuel, liberté du citoyen dans la société et vis-à-vis de l'État. Une seconde surprise était que,

tout en ayant pris le titre de « l'avenir de la liberté », presque tout ce qui s'est dit à Milan était obsédé de récriminations quant au passé et de contestations quant au présent. Récriminations et contestations, bien entendu, visaient le monde soviétique et l'état dans lequel la liberté humaine s'y rencontre.

Que s'est-il au juste passé ? Deux choses, je crois. Tout d'abord l'effet d'une certaine spontanéité de la conscience anglo-saxonne prise dans sa dialectique d'opposition entre le « monde libre » qui est le sien et l'autre. Se juger être d'un monde où il y a plus de liberté qu'au sein de tel autre peut fort bien être un jugement légitime. Mais ici l'étiquette risque d'en venir à supprimer tout problème sérieux : l'avenir de la liberté dans le monde peut-il jamais se réduire à la survie du monde dont on est et aux chances de conversion de celui dont on n'est pas ? En second lieu, une trop nombreuse présence de clients et d'émigrés. Beaucoup d'entre ceux-ci sont des hommes infiniment respectables; leur condition et leurs infortunes appellent la plus profonde sympathie. Mais, s'il s'agit de pensée politique, — et la pensée relative à l'avenir de la liberté du citoyen est de cette sorte, — il faut avouer qu'on ne peut la construire avec eux. Ils ont trop de ressentiments, quant à eux *fondés*, à exprimer, et ces ressentiments, dont l'expression contente parfois leurs patrons ou leurs hôtes, empoisonne la pensée qui cherche à naître.

J'assimilerai tout ceci au drame que constitue pour certains d'entre nous l'*american food*. Les produits de base en sont le plus souvent fort sains et d'extrême qualité. L'accommodement cependant nous désole. Mais les Américains, eux, voudraient bien le retrouver partout où ils vont. Le dissentiment ne concerne pas les viandes, mais la cuisine et ses traditions.

C'est pourquoi je dirai aussi le considérable intérêt que, par morceaux et comme à l'état latent, le congrès de Milan présentait. Il rassemblait d'excellentes études — en particulier sur le plan des conditions économiques de la vie humaine et, par brefs éclairs, quelques considérations de philosophie politique dépassant la naïveté. Il donna à plusieurs reprises l'occasion aux représentants des « nations sous-développées »

de toucher au problème de leur liberté avec une dignité et une sagesse que nous pourrions tous bien prendre en exemple, en même temps qu'avec une lucidité et les germes d'une décision sur lesquels nous devions réfléchir. Pour les dix années écoulées, le « monde libre » rencontrait en dehors de lui l'autre qui mettait en question sa « liberté ». Pour l'avenir de la liberté, l'autre qui comptera le plus, le « monde libre » le contient encore en lui, mais s'éveillant à soi et se voulant soi d'une manière qui risque bien de rendre inopérants les présents discours du « monde libre ».

D. DUBARLE.

LETTRE A LA RÉDACTION

La formation des administrateurs du Maroc

Un ami et collaborateur de la Revue nous écrit :

J'ai beaucoup apprécié l'article du numéro de juillet, concernant l'administration du Maroc. Dans l'ensemble, je me sens entièrement d'accord avec l'auteur, sous réserve de quelques nuances; je comprends d'ailleurs très bien que dans le cadre nécessairement bref d'un article, il ait été impossible d'aborder tous les détails que comporte un sujet aussi complexe. Toutefois, sur un point de principe au moins, on risque peut-être une équivoque. Votre auteur parle avec éloges des officiers d'Affaires Indigènes, mais pense que leur tâche ne les prépare pas à de grands rôles administratifs, surtout à l'échelon central et urbain...

. . . . . .

Il me semble qu'une expérience approfondie des milieux ruraux, c'est-à-dire acquise par la pratique et par un certain degré de vie en commun, est indispensable pour la formation d'un praticien de l'administration en pays musulman. Il ne s'agit pas de nier l'importance des villes, au contraire; je dirais même que la plupart de nos échecs proviennent de ce que nous avons trop bien dominé les problèmes des campagnes et négligé ceux des villes. Mais il s'agit ici de formation. La ville ne forme pas, elle est difficile à pénétrer, elle

n'ouvre l'accès qu'à des élites dont le caractère représentatif, très variable, ne peut être apprécié qu'après une longue expérience; c'est ainsi que très souvent les professeurs de l'enseignement secondaire, tout en ayant un sens aigu de l'évolution des pays d'Islam, manquent toujours à saisir certaines bases qui ne sont accessibles qu'en milieu rural; et à cet égard, ils sont désavantagés par rapport aux instituteurs. En ce qui concerne les villes modernes de l'Afrique du Nord, la connaissance du milieu rural est d'autant plus indispensable que les populations prolétariennes des faubourgs, voire une partie de celle des vieilles médinas, sont encore semi-rurales par leurs origines récentes et leurs attaches.

Les officiers des Affaires Indigènes sont donc à la meilleure école. Et ici je me sépare complètement de l'auteur de l'article, lorsqu'il déplore de voir envoyer dans des circonscriptions rurales des élèves de l'École Nationale d'Administration qui, remarque-t-il, sont beaucoup plus préparés, par leurs travaux antérieurs, à des emplois dans des administrations centrales.. Cette dernière remarque est exacte, mais je pense qu'il faut voir l'avenir. Si l'on veut que d'ici quelques années ces élèves de l'E.N.A. deviennent vraiment de grands administrateurs d'Afrique du Nord, il ne faut pas, pour une question de rendement immédiat, les placer tout de suite dans les administrations centrales, mais au contraire leur donner l'occasion d'acquérir l'irremplaçable expérience du bled, au moins pendant quelques années. Plusieurs d'entre eux patageront, et certains même peut-être se révéleront inaptes; il s'opère là une espèce de sélection naturelle. Mais tous ceux d'entre eux qui triompheront de cette expérience, et je pense qu'il s'agira de la grande majorité, en sortiront remarquablement armés pour de grandes tâches. L'auteur de l'article est implicitement d'accord sur ce point, lorsqu'il se réjouit du choix du nouveau directeur de l'École Marocaine d'Administration; celui-ci, en effet, d'origine universitaire, a eu la chance, pendant la guerre, d'être mobilisé comme officier d'Affaires Indigènes, et je suis persuadé que cette expérience a joué un grand rôle dans la formation de cette personnalité, remarquablement complète.

. . . . . .

Un mot encore sur la tribu : je crois que c'est une erreur

de penser, comme semble le faire l'auteur de cet article, que la tribu se commande toujours par voie d'autorité pure et simple. C'est parfois le cas, surtout lorsqu'il s'agit de tribus qui sont devenues en quelque sorte les sujettes de féodalités locales. Mais dans la plupart des cas, la tribu s'efforce au contraire de réaliser l'équilibre entre autorité et anarchie, et elle n'est peut-être vraiment gouvernée que par une sorte d'arbitrage faisant appel à la composition. C'est d'ailleurs ce qui en fait une excellente école de politique orientale. Le succès d'un roi moderne comme Faysal Ier d'Iraq a été fait en partie de l'éducation qu'il avait reçue dans les tribus.

J'ajouterais même, encore une fois d'accord avec l'auteur de cet article, que le succès du général de Latour, auquel il rend un juste hommage, provient certainement pour une part de sa très grande expérience du milieu tribal, remarquablement élargie par une très intelligente adaptation ultérieure aux populations si différentes du Viet-Nam. Bien entendu, le sens politique et le sang-froid étant des vertus presque innées, on ne peut pas espérer que pareille formation donnera toujours le même résultat; cette réussite exceptionnelle ne signifie pas qu'on doive nécessairement prendre un ancien officier d'Affaires Indigènes comme directeur de telle administration centrale, et il faut proscrire tout espèce de système en l'occurrence; du moins peut-on affirmer que l'école initiale n'est pas mauvaise.

. . . . . .

Un dernier mot pour en revenir à l'emploi des officiers d'Affaires indigènes et à l'administration des villes marocaines. Peut-être eût-il fallu mentionner la création, depuis quelques années, des délégations aux affaires urbaines, dans lesquelles sont employés beaucoup d'officiers d'Affaires Indigènes. Je n'oserais pas porter un jugement sur l'expérience; je crois qu'elle correspond à une idée juste et qu'elle aurait d'ailleurs beaucoup contribué à l'élargissement de points de vue des officiers d'Affaires Indigènes qu'il est, en effet, dangereux pour leur formation de laisser s'incruster trop longtemps en tribu; j'ai l'impression que cette expérience a été entreprise trop tard et sur une trop modeste échelle, la grande crise étant arrivée avant qu'elle n'ait pu porter ses fruits.

PORTRAITS PARALLÈLES : L' « ARAFISTE » ET LE « YOUSSEFISTE »

★ Nous nous proposons de faire alterner dans cette rubrique portraits de presse (après *Figaro* viendra le mois prochain le tour de *Paris-Match*) et suivant notre plus ancienne tradition qui ainsi ne sera pas interrompue des portraits de personnalités que l'actualité met en vedette. Il existe aussi sur le forum, en même temps que des hommes, les types d'homme qui comme les *Idées* de Platon se manifestent en de multiples exemplaires et dont l'image pourrait aussi bien être montrée dans notre miroir. Les architectures mentales des uns ne tenant ferme qu'en s'opposant aux architectures mentales des autres, ces types vont en général deux par deux : nous aurions pu, lors d'une célèbre querelle, proposer les portraits parallèles du cédiste et de l'anticédiste, ou plus récemment du mendésiste et de l'antimendésiste, et les confrontations auraient pu ne pas manquer de morale, voire de philosophie. Consolons-nous de ces occasions manquées en tentant aujourd'hui de projeter sur cet écran les images contrastées de l' « arafiste » et du « youssefiste ».

La querelle des deux sultans du Maroc est devenue une véritable guerre de religion qui oppose dans l'indignation et l'imprécation des Français à des Français. Ben Arafa et Ben Youssef ont chacun leurs partisans qui révalisent de zèle apologétique. Il n'est rien de tel qu'un problème dynastique pour passionner les élites politiques de ce vieux peuple républicain. C'est qu'on n'est pas « arafiste » ou « youssefiste » par goût superficiel

ou affinité passagère ou contingente; ce sont au contraire des préférences qui mettent en cause les principes métaphysiques et le fond des âmes; elles paraissent relever d'une sorte de « projet fondamental », pour parler comme les philosophes contemporains.

Ces choix, parce que justement ils sont passionnels et idéologiques, se trouvent chargés d'un fort potentiel négatif : l' « arafiste » aime Arafa d'un vaste amour publiquement affiché parce que c'est là en dernière analyse un bon moyen de manifester sa grande colère contre Ben Youssef et sa détestation plus grande encore du Français « youssefiste »; et de la même manière l'élévation en août 1953 de Ben Arafa au titre impérial a proprement créé le youssefisme en faisant du sultan déchu un clair et violent symbole de l'opposition à la politique arafiste : on aime Ben Youssef de toute l'aversion que l'on entend témoigner à Ben Arafa, ce qui fait un sentiment bien fort; le mécanisme mental est le même dans les médinas marocaines et chez quelques intellectuels parisiens, ce qui montre bien que la psychologie, surtout élémentaire, ne doit pas tellement changer quand on passe de ce qu'on appelle l'Occident à ce qu'on appelle l'Orient. L'histoire n'est pas neuve : l'homme Dreyfus comptait peu lors de la célèbre affaire et, par exemple, l'antidreyfusiste haïssait plus encore que Dreyfus le dreyfusisme et les dreyfusistes.

L' « arafiste » est un nationaliste français au point qu'un Marocain arafiste est une rareté. Les hommes du mouvement « Présence Française » de Tunis à Rabat et Casablanca sont tout naturellement les ultras de l'arafisme. Et à Paris on remarque particulièrement le zèle arafiste de quelques généraux et d'un maréchal de France : comme de l'antidreyfusisme jadis une droite chaque jour plus classique fait de l' « arafisme » une forme vive et aiguë du patriotisme, qui dénonce dans « youssefiste » le complice déclaré d'un ennemi de

*France ; aussi l'arafisme est-il la conviction naturelle des petits et grands boutiquiers que leur idéalisme fait ennemis du fisc et lecteurs de l'*Aurore.

Les inventeurs de Ben Arafa font une Sainte-Ligue dont le duc de Guise s'appelle le maréchal Juin, et ils appartiennent à cette famille conservatrice qui ne croit pas à l'âme des peuples et au mouvement de l'histoire et qui s'imagine qu'il suffit de changer un chef incommode contre un chef docile pour rendre aussitôt les masses obéissantes et complaisantes. Que l'autorité vient d'en haut, c'est en effet le principe de ces messieurs ; or le sultan du Maroc est à la fois chef temporel et chef religieux ; déléguant un ami sûr au gouvernement des consciences marocaines, la Ligue pensait rendre d'un coup le Maroc tout français — comme ces Césars germaniques qui entendaient résoudre leurs difficultés avec l'Eglise en inventant un autre pape et qui s'étonnaient ensuite que le neuf pontife, pourtant couvert et protégé par la majesté impériale, fasse autour de lui la solitude et le silence. Le châtiment des politiques impérialistes de l'antipape s'est toujours nommé Canossa dans les histoires. Canossa ou Antsirabé. Mais quelle expérience historique instruira jamais les immobiles du conservatisme ?

Aussi, les seigneurs de l' « arafisme », le Glaoui ou le maréchal Juin, comprennent-ils mal l'échec de leur sultan, vieillard posé, et si bonhomme, Alaouite vénérable et aussi bon bourgeois de Fez, un tantinet avare comme il sied à un sage, sorte de Louis-Philippe en djellaba et qui avait tout pour réussir (ainsi les empereurs de jadis avaient coutume de choisir pour antipape un bon prêtre jusque-là assez effacé et fort peu scandaleux). Aussi les arafistes s'en prennent-ils avec véhémence au gouvernement de la République qui n'a pas, à les entendre, assez bien soutenu leur homme, et ils se lamentent avec intempérance sur la faillite de l'Etat français.

Dialectique nationaliste sans nouveauté : il y a un nationalisme français qui de la Ligue des Guise à la Ligue de Juin a toujours été l'ennemi de l'Etat, monarchique ou républicain, au nom d'un intégrisme patriotique — car l'intégrisme sous toutes ses formes est l'ennemi le plus perfide et le plus efficace de l'autorité. Etre « arafiste » à la manière de Jours de France *ou de l'*Aurore, *c'est aujourd'hui paralyser la politique française, l'empêcher, avec les grandes forces matérielles et passionnelles qu'on a mobilisées, de sortir de l'impasse marocaine, et donc apporter une solide contribution au démantèlement de l'Etat. Aussi est-il surprenant que Georges Bidault, qui avait prévu dans l'élévation du prétendant de Fez une opération au total antifrançaise et une sorte de Munich marocain, qui comme ministre des Affaires étrangères du gouvernement Laniel s'était opposé au coup d'Etat avec un courage à la fin malheureux, soit devenu, si on en croit les apparences, « arafiste » par respect du fait accompli et de la chose jugée. On l'imaginait dans le parti de Henri IV et on le voit parler et agir comme la Ligue, Guise et Juin. C'est le seul cas connu d' « arafisme » mal intelligible.*

Si l' « arafiste » est à droite, le « youssefiste » est à gauche, de cette gauche qui pour mieux combattre le nationalisme français, ce qui est un bon propos, a bien souvent compté sur le nationalisme des autres, ce qui est une méthode discutable, d'une gauche cependant plus fertile en nouveautés qu'une droite vouée par nature à l'immobilisme : ainsi le progressiste français embrasse-t-il au Maroc la cause du légitimisme ; jacobin en France, il est au-delà de la Méditerranée Bourbon ou Stuart ; bien plus, le « youssefiste » de la gauche française est sans objection contre une formule de pouvoir théocratique qui confond le temporel et le spirituel et qu'ici on dirait cléricale. Le « youssefiste » fait ainsi la preuve que, pour une certaine gauche, le laïcisme est

beaucoup plus une arme de combat qu'un principe ou une valeur.

Le « youssefiste » n'a pas tort de défendre le sultan déposé contre les calomnies et les médisances de l' « arafisme » qui, ajoutant les faux et le faux au vrai et au vraisemblable, représentent Ben Youssef comme vendu à Hitler et débauché par Roosevelt. Mais selon la logique de la passion, dans l'objet aimé tout nous paraît aimable, et il arrive au « youssefiste » de se faire l'apologiste de toutes les mœurs musulmanes et de justifier les anciennes splendeurs du Palais de Rabat et sa richesse en femmes par le souvenir rassurant des patriarches de la Bible, argument d'un progressisme inattendu.

Un légitimisme est facilement ultra, et il arrive au « youssefiste » français de donner des leçons de loyalisme aux Marocains les plus naturellement fidèles à leur ancien sultan et de les juger dangereusement tièdes et modérés. Le légitimisme en remontre au roi lui-même, et le « youssefiste » accuserait volontiers l'exilé d'Antsirabé de se montrer fâcheusement conciliant et d'entrer facilement dans les vues de la politique française en renonçant trop aisément à ses droits légitimes ; il le pousserait à l'intransigeance, à moins qu'il ne soupçonne dans le sultan déposé une habileté et des calculs qu'il est aussitôt prêt à admirer, car le machiavélisme est devenu aujourd'hui une valeur de gauche.

Le « youssefisme » traduit enfin un masochisme dont il faut bien dire qu'il est la maladie de la gauche. Lorsqu'une erreur politique a été commise que la gauche avait eu raison de combattre, il arrive, qu'au lieu d'aider à la réparer, qu'elle travaille à la rendre irréparable à force d'accusations prophétiques et d'anathèmes foudroyants et d'exigences absolues. Le « youssefiste » français ne comprend pas que la politique consiste bien souvent à repriser des bas déchirés, et il est coupable aussi d'intégrisme idéologique. Le « youssefisme »,

lorsqu'il tente de convaincre la France de colonialisme, donne des verges aux malveillants pour nous battre et il est un cas de sadisme curieusement dirigé contre soi.

L' « arafiste » est au total le bonheur du « youssefiste » car il lui fournit des raisons solides, et le « youssefiste » est la fortune de l' « arafiste » sans lui bien pauvre et démuni. Il reste seulement à se demander s'il faut vraiment prendre parti. L' « arafiste » démontre que son contradicteur est « youssefiste » et le « youssefiste » que son contradicteur est « arafiste ». Les faux dilemmes font les grands fanatismes, et briser les premiers est un moyen de vaincre les seconds. Organiser la vacance du trône est une politique véritablement progressiste et capable de désamorcer les passions affrontées. Si cette politique réussit, les portraits parallèles de l' « arafiste » et du « youssefiste » n'auront été alors que les images fugitives de quelques complexes proprement français qu'une bonne psychologie civique a pour tâche de dénouer et de dissoudre.

ÉTIENNE BORNE.

Chroniques

QUELQUES LIVRES

LES CHRÉTIENS ARABES

L'HISTOIRE des chrétiens d'Orient est comparable, au moins sur un point, à celle des Juifs, dont ils sont d'ailleurs les proches héritiers : petits peuples, ou simples tribus, clos sur eux-mêmes, conduits par leurs chefs religieux, puis vaincus par l'Islam et réduits à la soumission aux sultans et califes, quand ce ne fut pas à la servitude, pendant des siècles. Aujourd'hui ces petits peuples, qui par tous les moyens ont essayé d'échapper à leurs maîtres musulmans, sont répandus dans le monde entier. On trouve des Arméniens non seulement dans toute l'Europe, mais même en Amérique où ils sont nombreux, bien que pourtant ils aient retrouvé aujourd'hui une patrie, une capitale religieuse, et un patriarche qui les y représente tous. On trouve des « Melkites » partout également, et de même ces fameux Assyriens dont le patriarche réside aujourd'hui à Chicago!

Le drame le plus émouvant de ces « chrétiens d'Orient » — entendez seulement les chrétiens du monde arabe et turc — est précisément celui des Assyriens,

descendants authentiques des conquérants mésopotamiens et qui furent convertis sans doute dès le temps des Apôtres, et en tout cas au IIIe siècle. Ils rayonnèrent dans toute l'Asie et proclamèrent l'Evangile dans le Turkestan, la Chine, l'Inde et l'Insulinde. On a retrouvé partout des restes de ces chrétientés et l'on a même dressé la carte des anciens évêchés depuis le Nord de la Chine jusqu'à Java. Ces chrétientés subsisteront jusqu'au XIIIe-XIVe siècle. Elles seront bien connues par les missionnaires ou explorateurs du XIIIe siècle et elles auraient pu jouer un rôle capital dans l'histoire des croisades — et dans l'histoire de toute l'humanité — si les Croisés avaient su les reconnaître. Mais les Croisés craignirent davantage ces Mongols chrétiens que les mamelouks musulmans, et ils les laissèrent massacrer par ceux-ci. Cette impardonnable faute qui hantait également la mémoire historique de René Grousset, revient sans cesse dans le livre de M. Pierre Rondot[1] comme le refrain du drame actuel (cf. en particulier pp. 52, 94, 154, 173).

Il y a cependant mieux à faire qu'à regretter le passé. Il y a à le regarder, à recueillir ses enseignements, à en tirer les leçons capables de guider notre conduite aujourd'hui et demain. C'est ce que fait M. Pierre Rondot.

Il nous entraîne d'abord dans un rapide tour des « îles sous la Croix », pour visiter cet archipel de petites chrétientés arabes noyées, ou du moins disséminées, au milieu du monde musulman. Puis nous en apprenons l'histoire et en premier lieu l'histoire générale, caractérisée depuis la conquête arabe par la « tentation de l'Europe » qui fut aussi bien la tentation des Européens voulant délivrer leurs frères du Proche-Orient que celle de ceux-ci pour sortir du joug musulman. Vient ensuite l'histoire particulière de quelques « nations » : les Cop-

1. *Les chrétiens d'Orient*, dans *Cahiers de l'Afrique et de l'Asie*, nº 4, Éd. J. Peyronnet et Cie, Paris, 1955, 304 pp., 1200 fr.

tes, les Assyriens, les Arméniens, les Orthodoxes du Levant, et l'exposé se clôt sur quelques perspectives concernant le présent et l'avenir. L'ouvrage est accompagné de quatre index fort bien faits, de chronologies et de bibliographies, de hors-textes, de quatre cartes (en particulier celle des chrétientés assyriennes de l'Asie au Moyen-Age) et d'un tableau des Eglises de l'Orient arabo-turc contemporain.

Cette nouvelle livraison des « Cahiers de l'Afrique et de l'Asie » est *le livre* que doit posséder aujourd'hui l'Occidental qui va vers l'Orient, ou qui s'y intéresse, le livre que l'auteur regrette « de ne pas avoir eu entre les mains » lorsqu'il aborda le Levant il y a vingt-cinq ans, et qui est le fruit d'autant d'observations, de lectures et d'études. Ne pouvant résumer un livre aussi riche, nous en dégagerons simplement trois leçons, celles qui viennent de s'imposer à nous à la fin d'une lecture attentive.

1. Les chrétientés du monde arabo-turc sont des chrétientés asiatiques ou africaines ; elles ne sont pas européennes. Truisme, dira-t-on ? — Oui, mais rarement reconnu par les Occidentaux, et cette méconnaissance d'une vérité aussi bien géographique que culturelle est à l'origine de presque tout le drame. « Le christianisme est né à la jointure des trois vieux continents ; notre illusion d'Occidentaux, plus accoutumés à sentir son pôle dans Rome qu'à méditer sur le site oriental de son berceau, est de croire qu'une pente nécessaire devait l'incliner d'abord vers l'Europe. Cependant, les steppes de l'Asie se sont inclinées d'abord vers lui comme les rivages de la Méditerranée » (p. 12). Nous avons déjà dit la magnifique expansion du christianisme assyrien à travers l'Asie. Peut-être n'aurait-il tenu qu'au soutien de l'Occident pour qu'il subsistât. Mais l'Occident comprit rarement cette vocation « délibérément asiatique » (p. 52) des chrétiens d'Orient. Bien des faits, comme le sac de Constantinople et les

obscénités des croisés dans cette ville patriarcale (p. 24) nourrissent au surplus les rancunes, et celles-ci doublent aujourd'hui une méfiance native contre la discipline romaine et l'esprit latin qui leur sont étrangers. « Toutes les Eglises aujourd'hui séparées sont nées, il faut nous en souvenir, d'un sursaut du rêve oriental contre la règle de l'Occident. Aujourd'hui encore, l'intime raison d'être qui les soutient, en dépit d'une évidente décadence, réside dans cette instinctive opposition à la discipline romaine qu'elles trouvent desséchante. La plupart de leurs fidèles n'ont plus aucune notion des points de dogme qui les séparent des catholiques, peu leur importe ; ce qui compte, la différence vraiment populaire, ressentie par tous, c'est l'indépendance à l'égard de Rome » (p. 52). Quel attachement n'ont-ils pas, au contraire, pour leurs Eglises lorsqu'en plus de leur foi ils trouvent en elles les fondements de leur culture, de leur langue, de leurs traditions populaires, parfois même de leur indépendance!

La première leçon que nous retiendrons sera donc celle-ci : efforçons-nous d'offrir à l'Asie un christianisme asiatique, comme celui que répandirent les Assyriens chrétiens. Et — pourquoi pas ? — rappelons, comme l'auteur le suggère en terminant, aux jeunes chrétientés du Vietnam ou de la Chine leurs antiques racines chrétiennes des V^e^-VI^e^ siècles.

2. La cohabitation avec l'Islam est sinon impossible, du moins difficile. Quoi qu'en pensent les esprits les plus généreux d'aujourd'hui, on est surpris de voir que l'histoire n'offre aucun exemple de cohabitation pacifique sur un pied d'égalité. Combien d'exemples du contraire n'a-t-elle pas donnés! Le seul précédent que relève M. Rondot viendra encore à l'appui de la thèse d'une coexistence impossible. Car il s'agit d'un petit groupe d'Assyriens qui purent garder leur liberté et une relative égalité avec leurs voisins kurdes, mais grâce à leur farouche retranchement dans les monta-

gnes inhospitalières et rudes du Hakkiari (au sud du lac de Van). Pourtant, les chrétiens coptes, las du joug de Byzance, avaient accueilli les Arabes comme des libérateurs. De même, plus tard, les Grecs accueilleront les Turcs comme des vengeurs possibles de leurs ressentiments contre Rome. Et peut-être les uns et les autres doivent-ils à cette sorte d'indépendance de subsister encore, alors qu'il ne reste plus rien de nos anciennes chrétientés latines en pays berbère. Mais d'où vient que malgré l'accueil relativement amical, et les nombreux services rendus, la cohabitation pacifique fut si ardue, et qu'aujourd'hui encore, bien que les mœurs aient évolué favorablement, les chrétiens demeurent inquiets, tendus, et que le moindre incident suffit à rallumer leurs angoisses ? Le véritable critère d'égalité serait, comme le note M. Rondot, « la faculté illimitée de passer d'une religion à une autre, de réclamer l'enregistrement de cette conversion à l'état civil en vue de lui faire produire des effets de droit ; enfin, de ne craindre en l'occurrence aucune représaille personnelle » (p. 236). Mais cette faculté toujours possible lorsqu'il s'agit de passer à l'Islam est toujours presque entièrement fermée s'il s'agit pour un musulman de passer au christianisme ou au judaïsme. N'en faudrait-il pas étudier les causes ? Il nous semble, quant à nous, que la loi musulmane donne à ses fidèles une conception de l'homme qui fait encore bon marché de l'homme, et nous continuons le dialogue sans nous apercevoir que nos idéaux sont différents. Nous tenons aux « droits de l'homme » et nous les inscrivons dans notre charte d'Occidentaux. Les musulmans semblent tenir surtout aux droits d'Allah, quelles qu'en soient les conséquences tragiques pour une partie de l'humanité. Mais nous avons appris, au moins depuis le « sacrifice » de la fille de Jephté, que les « droits de Dieu » ne sont qu'un alibi au despotisme de l'homme lorsqu'ils ne respectent pas les droits fondamentaux de la personne. Peut-être

serait-il nécessaire, avant tout dialogue, de forcer l'interlocuteur à avouer et à expliciter ses vues sur l'homme et sur l'humanité entière. La paix ne commence que dans la clarté.

3. Enfin, si le « nationalisme » est l'espoir des chrétiens d'Orient ou, tout au moins, de la plupart de leurs élites, l'expérience un peu partout semble montrer qu'il faudrait en pousser jusqu'au bout la logique. En dehors d'autres solutions, actuellement imprévisibles, il semble qu'il n'y aura de liberté pour tous, non seulement dans les pays musulmans mais même au Liban où l'égalité chrétiens-musulmans, idéalement presque parfaite, crée d'incessants conflits de prestige, que dans des Etats résolument laïcs, qui se réservent la fonction politique et laissent à chacun toute la liberté de sa condition religieuse. Est-ce possible ? — C'est possible certainement pour un chrétien, et d'aucuns voient même en ce discernement un idéal plus conforme à la parole du Christ : Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu. Mais est-ce possible pour l'Islam ? Toute la question est là.

A.-M. Henry.

LE RÉGIME POLITIQUE FRANÇAIS

On déplore à tout propos, et souvent à raison, une absence de civisme devenue proverbiale chez nos concitoyens : la Revue s'est plus d'une fois interrogée sur les origines de cet état de choses et en a recherché les remèdes. L'ignorance est assurément une des principales responsables d'un mal dont les effets sont incalculables, mais c'est aussi que les instruments appropriés manquent. Qui se charge d'enseigner le civisme ? Où trouver exposé le rudiment ? Aussi tous ceux qu'affligent l'indifférence de l'opinion pour la chose publique, une ignorance inconcevable des institutions qui nous régis-

sent, auront eu un élan de gratitude pour l'auteur de ce petit livre clair, précis, vrai manuel de civisme, bréviaire du citoyen d'aujourd'hui.

Nul mieux que M. Goguel[1] n'était qualifié pour nous donner ce catéchisme de l'électeur, par sa double compétence d'historien de la vie publique française et de praticien des institutions parlementaires. A chaque page s'unissent le point de vue de l'observateur désintéressé et l'expérience du secrétaire général du Conseil de la République. Sa conception le distingue fondamentalement de ces précis sèchement juridiques à quoi se réduisent jusqu'à présent les manuels d'institutions politiques. M. Goguel montre les institutions vivantes, avec leurs déviations, leurs gauchissements et les forces qui exercent leur poussée dans le cadre du régime. Un itinéraire à la fois logique et chronologique parcourt successivement les données historiques antérieures à 1945, les institutions de la IV^e^ République, les partis politiques et les groupes de pression, le fonctionnement du régime.

Parce que M. Goguel a réussi ce tour de force de faire tenir en quelque cent trente pages un aperçu complet des institutions et des forces, qu'on n'imagine pas quelque sommaire destiné à l'usage exclusif des ignorants. Chacun peut y trouver profit, et même tel qui croit tout connaître de la vie politique française y apprend encore, y rencontre des suggestions de recherches, des invitations à la réflexion. C'est en effet un des mérites les plus rares de ce petit chef-d'œuvre qu'il allie à l'objectivité de la description la liberté de l'esprit qui juge : M. Goguel ne se désintéresse pas de l'avenir de ces institutions, il en signale les faiblesses, les défectuosités. Il ramène aussi à leur importance relative certains facteurs trop communément incriminés. Les dernières pages enfin esquissent les grandes lignes d'une réforme et posent dans toute son ampleur le problème d'une modernisation du pays sans laquelle les réformes institutionnelles seraient vaines.

René Remond.

1. François Goguel, *Le régime politique français. Les mécanismes de la démocratie parlementaire*, Paris, Éditions du Seuil, 1955, 240 pp., 390 fr.

SURVIE DE MONSIEUR POUGET

Ceux qui ont aimé le *Portrait de Monsieur Pouget*[1] retrouveront avec joie la figure attachante et pittoresque du lazariste aveugle dans trois publications échelonnées sur une année[2]. Ce n'est plus la présentation synthétiquement articulée de la pensée. C'est maintenant le mouvement de conversations réelles ou imaginaires qui nous est offert.

J. Chevalier a transcrit les notes prises par lui lors de visites nombreuses, allant de 1901 à 1933. On y découvre le caractère primesautier chez M. Pouget d'une pensée jamais achevée, toujours prête à faire droit à de nouvelles données, créatrice d'expressions savoureuses. Ce théologien si probe, si attentif à ne pas imposer à la foi d'autrui de fardeau inutile, si peu soucieux de système, mais si respectueux des faits, devait se rencontrer moins de quinze jours avant sa mort avec Bergson. Le philosophe, attiré par la religion chrétienne, désireux de la comprendre dans sa pureté, interrogea le vieux religieux dans un entretien mémorable sur la portée exacte des enseignements de l'Église. Ce ne fut qu'un trop bref éclair de lumière, mais qui devait suffire à éclairer bien des perspectives. Plus encore, ce fut la rencontre de deux personnes et l'objet précis de l'entretien n'a qu'une importance secondaire.

A côté du souvenir, l'imagination a sa part. Comme Platon a fait parler Socrate, ainsi J. Guitton s'entretient sur des sujets variés avec son vieux maître. Celui-ci, revenu sur terre

1. J. Guitton, *Portrait de Monsieur Pouget, prêtre de la Mission*, paru en 1936-1939, dans la revue lyonnaise *Le Van* et en volume chez Gallimard en 1941.

2. J. Guitton, *Dialogues avec Monsieur Pouget sur la pluralité des mondes, le Christ des Évangiles, l'avenir de notre espèce*, B. Grasset, 1954, 258 pp. L'ouvrage est illustré par une photographie, des croquis de J. Guitton et la reproduction du masque mortuaire. — J. Chevalier, *Bergson et le P. Pouget*, préface de F. Mauriac, Plon, 1954, 80 pp. L'ouvrage est illustré de la photographie de chacun des deux interlocuteurs. — P. Pouget, *Logia*, propos et enseignements présentés par Jacques Chevalier, B. Grasset, 1955, XVI-321 pp. L'ouvrage se termine par un utile index des noms propres, des textes bibliques et des thèmes principaux.

pour une brève visite, n'apporte pas des clartés de l'au-delà. Il semble se réveiller d'un long sommeil et doit interroger sur ce qui s'est passé dans l'intervalle. Il juge alors comme jadis il jugeait tout ce qui s'offrait à son inlassable curiosité.

On trouvera dans le dialogue sur le Christ des Évangiles des vues qui ont été développées et élaborées dans *Le problème de Jésus*[3]. On y lit aussi le récit d'une visite (bien authentique) de J. Guitton à Loisy vieillissant en 1934. A la suite, un détail (p. 105) invite à une méditation émouvante. La tombe porte maintenant cette épitaphe : « A. Loisy, Prêtre, Retiré du ministère et de l'enseignement, Professeur au Collège de France, *Qui tuam in votis tenuit voluntatem.* » La phrase latine, empruntée au rituel des funérailles, signifie à peu près : qui eut l'intention (ou le désir) de garder ta volonté. Et l'on peut espérer qu'elle est de la part du prêtre excommunié le témoignage d'une fidélité secrète, paradoxalement démentie par les actes publics, à laquelle le Juge des cœurs se montra miséricordieux.

Le dialogue sur la pluralité des mondes fait intervenir M. Pouget simplement par le rappel de ses paroles et par des notes effectivement rédigées par lui et que discutent les interlocuteurs. C'est l'avantage de la conversation de permettre des explorations tâtonnantes, qu'il est utile d'avoir faites, même si l'on ne doit pas arriver à un résultat défini. Il n'y a pas lieu de discuter dogmatiquement des propos conjecturaux dont la spontanéité fait le charme. Le théologien ne sait pas combien l'univers doit compter d'habitants au kilomètre carré pour que l'étendue astronomique ne soit pas un gaspillage indigne de la Sagesse infinie. Pourtant M. Pouget avait un faible pour cette idée de la pluralité des mondes, mais aussi des réserves dubitatives, comme en témoigne l'index des thèmes dans les *Logia* publiés par J. Chevalier. On lui pardonnera volontiers de s'être laissé emporter parfois au delà de cette règle du minimum qui lui était chère. Suivait-il une pensée personnelle, ou entrait-il dans le jeu d'une hypothèse qu'on lui avait proposée du dehors ? Qui le saura jamais ?

3. J. Guitton, *Le problème de Jésus*, t. II : Divinité et résurrection, Aubier, 1953. Signalé par le P. Congar aux lecteurs de *La Vie Intellectuelle*, mars 1954, p. 126.

Ces trois livres présentent le contraste saisissant de deux disciples, auteurs chacun de nombreuses publications, et d'un maître qui ne publia jamais rien, à part quelques articles de revue, et permit seulement que ses amis fissent imprimer à un petit nombre d'exemplaires un ouvrage d'apologétique, hors commerce.

La vie de l'esprit connaît ces deux sortes d'hommes : ceux qui ont communiqué leur pensée sous la forme relativement impersonnelle du livre et ceux qui ont répugné à fixer de manière définitive des vues trop riches et à les priver, ne fût-ce qu'en partie, de la chaleur affective qui vient du tête-à-tête. Qui des uns ou des autres a exercé l'influence la plus profonde ? Quand on a rencontré d'autres cas que celui de M. Pouget, on est bien tenté d'attribuer l'avantage à ceux qui dans le demi-secret ont été les éveilleurs de nombreux esprits. Parole vivante, écriture : moyens d'une collaboration sans fin dans la recherche de la vérité. Il n'y a pas à les opposer. L'une et l'autre sont indispensables.

Un chrétien ne peut s'empêcher de penser à Celui qui fut la Parole incarnée et qui, citant l'Écriture à ses auditeurs, n'écrivit lui-même que sur la poussière du sol en attendant que la foule rassemblée se disperse. Parole vivante, écriture : moins qu'à toute autre doctrine, ce double instrument ne peut manquer à la prédication chrétienne, elle qui doit transmettre un message universel et impérissable et qui est en même temps un appel à chaque âme dans le temps d'un passage.

A.-M. Dubarle.

ROMANS

Les sentiers battus, roman, par Stéphane Jourat (Julliard).

Ce qui rend attachant ce premier roman est avant tout sa sincérité (le terme n'est pas à prendre au sens gidien, mais, plutôt, au sens où l'on dit familièrement de quelqu'un ou de quelque chose : « Il (ou elle) est *nature.* » Il n'est pas une

ligne de ce gros livre, qui en compte près de quatorze mille, dont on ne sente qu'elle a été écrite parce que l'auteur la voyait telle et précisément comme il la voyait.

Stéphane Jourat conte ici l'histoire d'un provincial du Nord, débarqué à Paris avec une cargaison d'illusions, une bonne dose d'égoïsme et de la naïveté à revendre. Paris le prend tel qu'il est. Les aventures qu'il y vivra, les métiers qu'il y fera, et jusqu'aux femmes qu'il y découvrira, rien n'altérera profondément ni ses illusions, ni sa naïveté, ni son égoïsme. Et pourtant...

Et pourtant, à un certain moment, on se prend de sympathie pour ce petit buté de Sylvain : c'est lorsque, ébranlé par les confidences de la dernière de ses amies, Antoinette, on le croit à l'instant de laisser crever son égoïsme comme on crève un abcès. Il jure n'avoir pas besoin des autres, ne pas s'intéresser aux autres, ignorer par mépris la politique. On lui démontre que, la politique, tout homme en fait, comme M. Jourdain faisait de la prose — et que ceux qui prétendent n'en point faire font la plus mauvaise de toutes. Va-t-il céder ?

C'est contre la sincérité (de l'auteur) dont nous parlions plus haut que bute notre attente. Jourat n'a pas vu son héros converti au monde, et, avec le plus grand naturel, il le ramène à la trois cent cinquantième page au point de départ — dans les sentiers déjà battus où Sylvain va de nouveau remettre ses pas. Pour quelle aventure ?

On se prend à souhaiter qu'il y ait une suite à ce premier livre : l'auteur ne nous doit-il pas de ne point abandonner sa créature après un premier tour de piste ? Malgré des faiblesses (dont les plus visibles sont la longueur et, çà et là, d'inutiles références à Richardson ou à Balzac), cet ouvrage montre un assez net talent pour que nous désirions lire bientôt le deuxième.

Les Boucs, roman, par Driss Chraïbi (Denoël).

Ces Boucs, leur nom habituel est norafs, ou encore : ratons, sidis, crouillats, bicots, etc. On a compris. Eux aussi. Du moins, ils commencent à comprendre, et ça n'a pas fini de faire du vilain. Ils sont simples, nous dit Driss Chraïbi. Nous sommes compliqués. Ils sont pauvres. Même les moins

favorisés d'entre nous sont riches en face d'eux. Ils débordent de confiance. Nous suons de suspicion. Ils tuent. Et là-dessus, nous les rencontrons, hélas! Un maréchal de France, Armand Leroy de Saint-Arnaud, a dit voilà un peu plus d'un siècle : « Nous entrerons dans ces Arabes comme un couteau dans du beurre. » Un peu plus d'un siècle après, le « beurre » juge et condamne Armand Leroy de Saint-Arnaud, maréchal de France, et sa descendance... C'est sans doute pourquoi Driss Chraïbi a fait un livre. Ou plutôt deux. (Je n'ai pas lu le premier : *Passé simple.*) Et c'est aussi pourquoi ces Boucs nous touchent, nous atteignent. Ils nous jugent tous et chacun, ils nous condamnent sans exception, nous Européens-Chrétiens (comme dit l'auteur, avec une majuscule et de l'amertume...). L'amour se paie. Avec quoi paierons-nous celui que nous avons tout fait pour changer en haine?

Écoutons l'histoire de Chraïbi. Il y avait un jeune Kabyle, Yalann, que les panneaux publicitaires d'Alger poussèrent à venir en France. On l'y accueillit dans un centre, où il obtint une carte de chômeur contre l'abandon de toutes ses économies. Il vécut huit ans dans la région parisienne. Dont cinq en prison. Il chercha sa nourriture par le travail. Neuf fois sur dix, on lui refusa ce travail. Alors, neuf fois sur dix, il vola pour sa nourriture. Un jour, il trouva des amis, des norafs comme lui, et une amie, Simone, de qui il eut un enfant, Fabrice. Fabrice finit à l'hôpital. A Yalann, Simone préféra à la fin l'écrivain philanthropique Mac O'Mac. On (c'est-à-dire Mac O'Mac) mit Yalann dans un avion pour Alger. Mais Yalann était têtu. Il revint. Il était en outre intelligent : capable d'analyser sa lassitude, de transformer méthodiquement en arme son désarroi.

Écoutons-le raisonner : « ... Ceux qui pensent, philosophent et écrivent, proposent des éléments de solution et des systèmes, et des examens de conscience et des christianisations, ceux-là n'ont sans doute jamais vu d'Arabes et ne savant rien de leur existence ni de leur âme... » Le raisonnement est simple, à la limite de l'intuition. Et il ne souffre pas contradiction. « S'il s'en trouve un seul parmi eux qui ait le culot de murmurer, fût-ce dans les replis d'une indulgence, fût-ce un soupçon d'indulgence, celui-là mon poing attend ses dents. (...) Un rachat, même charnel, même chré-

ien, ne guérit rien, ne rachète rien, pas même la chair... »
Dans la suite de l'histoire, ce raisonneur devient prophète.
ui qui est le plus intelligent se fait le plus dévoué, et il
ssaie de raconter dans un livre la misère de ses frères. Aux
ernières pages, une autre femme, une Française, se joint à
ui, par amour, et naturellement. Les Boucs l'accueillent avec
même naturel, au cours d'une fête coranique, une pauvre
érémonie de sous-alimentés célébrant le printemps et l'es-
oir. Un espoir bien malhabile, peu sûr de lui, et, pourtant,
llement nécessaire, si profondément incrusté! L'espoir en
ne idée : liberté et bonheur.

Ce livre n'est ni une autobiographie (l'auteur nous fait
avoir par son éditeur qu'il est le fils de gros bourgeois
arocains), ni tout à fait reportage. La technique romanes-
ue de Driss Chraïbi est simple : un héros central (Yalann)
travers qui apparaissent les autres, dont les sentiments ne
ous sont ainsi révélés que par transposition; mélanges de
écit objectif (à la troisième personne) et de monologue inté-
eur. Le style se ressent des mouvements de l'âme : il y a
es cahots, de la bave, des fientes, comme en tout ce qui naît
veut vivre, en tout ce qui est quotidien. Au total, un livre
ile, poignant, difficile à oublier.

es enfants des morts, roman, par Heinrich Böll (Le Seuil).

Voici le troisième roman (traduit en français) d'un écrivain
lemand pacifiste. Qu'on se rassure : son pacifisme ne le
ousse point à prêcher ni à brandir des bannières. Pacifiste,
l'est trop profondément, trop viscéralement, en quelque
rte, pour qu'une si intime conviction éclate à la surface
mme s'écaillerait un vernis bon marché.

La guerre a pris Böll à ses études, à son labeur, pour six
s. Sur trente-cinq, six années c'est beaucoup. Cela a suffi
tout cas à lui révéler que rien n'est plus sot que le métier
guerrier, que la guerre n'est rien d'autre qu'une sordide
achinerie de l'Absurde.

Dans son précédent ouvrage (*Rentrez chez vous, Bogner!*),
einrich Böll avait fait la peinture des vies d'adultes — tout
écialement d'un couple — désorientés par la guerre. Ici,
sont des enfants les victimes : les fils de ceux qui ne sont
s revenus des hécatombes, les enfants des morts. Leurs

mères ont survécu. On dirait même qu'elles ont survécu au souvenir du mari. Alors que les gosses — les petits Martin et Henri, entre dix et treize ans — vivent dans la mémoire du père. Toute leur existence est tendue vers le désir de découvrir celui qui les fit naître, et dont, la plupart du temps, il ne connaissent qu'à peine le visage. Ainsi, par exemple, Henri pouvait, le soir, couché dans l'obscurité, « contempler le portrait de son père éclairé par le réverbère de la rue, photographie tremblante, tremblotante qui oscillait au passage des autos... ». Tout ce qu'il restait d'un homme pour son fils : « Juste ce portrait-là, sur la cloison, et un fascicule que sa mère conservait obstinément entre des livraisons de romans et des illustrés. »

L'argent fait défaut. Les « oncles » se succèdent à la maison, occupant la chambre du père, laissant chacun derrière lui son odeur, ses objets, ses mots. Leur univers, si loin qu'il soit des paradis enfantins, est cependant jalousement gardé. Il y a ainsi l'oncle Albert (chez Martin) qui fait pendant avec l'oncle Léon (chez Henri). Il y a d'autres figures, humaines, très humaines, c'est-à-dire dans le contexte faibles, très faibles. Mais notre tendresse va à ces créatures, semblable à celle que le romancier éprouva manifestement en les mettant au monde.

Roman puissant, œuvre profonde, avec des échos qui vont loin, bien au delà des antagonismes des peuples, jusqu'à ce visage (qui nous apparaît tout à coup bien proche) de l'Allemagne brisée et des victimes allemandes de la guerre. Heinrich Böll mérite une des premières places parmi les plus représentatifs écrivains de son pays.

MAURICE CHAVARDÈS.

THÉATRE

En 1945, M. Gabriel Marcel écrivait dans un article sur M. Armand Salacrou : « A mon sens, sa meilleure œuvre à ce jour, c'est *Histoire de rire*, pièce d'ailleurs dépourvue de

toute prétention visible, où des esprits myopes ont pu ne voir qu'une farce de boulevard, mais où se déploie en réalité cette faculté d'invention, cette cocasserie à arrière-plan métaphysique qui est la marque propre de l'auteur[1]. » Et, en effet, de quoi s'agit-il en apparence ? Adélaïde quitte Gérard pour suivre Achille le soir même où Hélène quitte son mari pour suivre Jean-Paul, l'ami intime de Gérard; au cours d'une scène conduite avec une technique du quiproquo digne de Feydeau, Gérard justifie hautement Hélène devant sa propre femme qui se dispose à faire la même chose. Quoi de plus « boulevardier » ? Ce premier acte est peut-être le chef-d'œuvre du vaudeville contemporain; mais voici que tout change quelques minutes avant le baisser du rideau : la douleur apparaît.

Désormais la pièce se déroule sur trois plans. Le vaudeville continue jusqu'au retour des deux épouses à leur foyer, habilement conduit par un homme en possession d'une véritable « maîtrise technique », expression que M. Salacrou préfère à « métier ». A travers le vaudeville se joue le drame de la douleur : chacun des personnages le vit à sa façon. Adélaïde ignore : sœur ou cousine germaine de l'Hélène que Giraudoux a vue dans l'aventure troyenne, elle est inconsciente, c'est-à-dire sans mémoire, sans imagination, tout entière livrée aux suggestions de l'instant qui passe. Le mari d'Hélène surmonte la douleur : c'est un sage, il accepte ce qui arrive parce que l'absurde lui-même a ses raisons; comprendre, n'est-ce point déjà se résigner ? Les quatre autres sont des vaincus : Gérard fuit la souffrance en lui préférant l'aveuglement; son ami Jean-Louis est trop lucide pour être heureux et il renonce brutalement à l'amour authentique qui s'offrait à lui; Achille essaie de se tuer; Hélène aura maintenant toute sa vie pour apprendre qu'un bonheur perdu ne se retrouve jamais.

Mais pourquoi ces catastrophes ? C'est ici le troisième plan qu'il faut bien appeler « métaphysique ». « Vaudevilliste métaphysicien », disait M. Gabriel Marcel commentant *Histoire de rire* : la farce devient drame quand les âmes cèdent à cette nostalgie de la pureté où la métaphysique reconnaît

1. *Théâtre*, 3e cahier, éd. du Pavois, p. 76.

le sens de l'absolu, et ceci parce que leurs rêves sont toujours déçus dans ce « monde cassé ».

Pureté, absolu..., ces mots n'introduisent pas ici un idéal de vie héroïque. Gérard, Jean-Paul, Achille ne sont pas des fils spirituels de M. Henry de Montherlant; ils sont en quête d'un amour sans mensonges, simple et transparent comme l'honnêteté. « Vous n'avez donc pas compris, s'écrie Gérard, qu'une seule chose peut me consoler : le spectacle d'une femme fidèle. » Bravant les sourires des esprits, sinon « forts », du moins « à la page », M. Armand Salacrou n'hésite pas à faire intervenir ces « bons sentiments » que la littérature redoute... Que nous dit-il, en effet? Nous sommes dans un monde sans foi ni lois; très exactement sans lois parce que sans foi; il reste l'amour, bien sûr; mais dès qu'il est débarrassé des équivoques entretenues par le langage, dès qu'il obéit à sa logique intime, l'amour exige cette assurance, cette permanence, ces possibilités de s'adapter aux divers âges de la vie et aux diverses formes de son développement que lui donnait le cadre familial avec le caractère sacré de la promesse et la présence des enfants.

Il n'est pas question de transformer *Histoire de rire* en une œuvre d'édification ni de la recommander aux pensionnats de demoiselles pour les matinées récréatives de l'hiver. Mais au moment où la pièce est reprise avec une interprétation qui lui assure une longue carrière sur la scène du théâtre Saint-Georges, il convient d'en souligner l'originalité. Parce qu'il est un authentique homme de théâtre, l'auteur sait qu'il n'y a aucune incompatibilité entre les inventions de la *vis comica* et la gravité des sujets qui animent l'action. Cette *Histoire de rire* pose, pour n'en pas rire, le problème de l'amour à la fois contre son idéalisation romantique et sa réduction amoraliste. Plus soucieux de santé que de sainteté, M. Salacrou décrit et il s'inquiète... Ni sa pièce ni l'inquiétude qu'elle exprime n'ont vieilli : M. Jean Meyer, le metteur en scène, Mme Danielle Delorme, Yves Robert, Pierre Dux — mais il faudrait les citer tous — n'ont pas eu à rajeunir ces trois actes qui, à quelques longueurs près dans les deux derniers présentent l'exemple rare d'une œuvre qui excite l'esprit jusqu'à la fin.

HENRI GOUHIER.

Document

LES CATHOLIQUES HOLLANDAIS DANS LA NATION

Les évêques hollandais ont publié en mai 1954 un mandement qui contenait une mise en garde contre l'appartenance au Parti du Travail et aux syndicats socialistes et le souhait de voir les catholiques rester groupés au sein du Parti catholique. Cette intervention directe dans l'ordre temporel paraît inhabituelle à des Français. Quel sens a-t-elle en Hollande? Essayons donc de comprendre d'abord la situation dans laquelle le mandement fut conçu (I), puis l'essentiel de son contenu (II) et enfin les réactions hollandaises qu'il a provoquées (III).

I. — La situation du catholicisme en Hollande

Le recensement de la population hollandaise de 1947 donné les résultats suivants :

Catholiques : 38,5 %
Église réformée néerlandaise : 31,1 %
Église calviniste : 9,7 %
Autres dénominations religieuses : 3,7 %
Laïques : 17,0 %

Les catholiques forment donc une forte minorité de la population totale.

Cette minorité se trouve aujourd'hui en plein épanouissement. Non seulement quantitatif — 42 % des enfants d'âge scolaire sont catholiques — mais aussi sur le plan culturel et politique. Toutefois il faut tenir compte du fait que cet épanouissement a aussi le caractère d'une émancipation. Le catholicisme hollandais n'a pas encore su effacer les traces d'une oppression de plusieurs siècles. Et il y a toujours un antipapisme plus ou moins latent. Au moment de la restauration de la hiérarchie en 1853 le catholicisme était la religion d'une petite minorité sans aucune influence, méprisée par les libéraux, détestée comme des idolâtres par les protestants. A ce moment, tout était encore à faire.

Il n'y avait qu'un seul moyen pour sortir des difficultés : l'union de toutes les forces. En principe, ça ne fait aucune difficulté pour un Hollandais. Il a la passion d'organiser tout, et quand il n'est pas organisé, il n'a pas le sentiment de faire du travail sérieux. Est encore à souligner une tendance nette à fonder les organisations sur la religion ou sur la « métaphysique » (*wereldbeschouwing,* en allemand *Weltanschauung;* le français n'a pas un mot rendant exactement l'idée). Une association catholique de pêcheurs n'a rien d'étonnant pour un Hollandais.

Quelle qu'en soit la valeur intrinsèque, il faut avouer que ces organisations à base religieuse ont rendu de grands services au catholicisme hollandais. Grâce aux syndicats catholiques l'Église n'a pas perdu le contact avec la classe ouvrière au moment du socialisme naissant. Ces organisations n'envisagent pas seulement le bien-être temporel, mais elles visent aussi expressément la formation religieuse et culturelle de leurs membres. Les réunions des syndicats, leur presse, leurs émissions de radio, leurs sanatoria, leurs colonies de vacances et

leurs maisons de repos sont autant de moyens d'apostolat dont dispose l'Église.

Voici quelques chiffres pour donner une impression de la force des syndicats hollandais. Sur une population totale de 10.400.000 il y a un total de 1.214.078 d'organisés (soit 44 % des salariés), dont :

405.570 dans une organisation neutre,
166.187 — — protestante,
311.427 — — catholique,
163.830 — — communiste,
17.951 dans une autre organisation neutre qui n'envisage que le bien-être temporel,
149.113 en des organisations indépendantes.

La guerre a provoqué en Hollande de grands changements. Les différents groupes, divisés et plus ou moins isolés dans leurs propres organisations ne parvenaient qu'à un contact superficiel. Leurs accords pratiques ne faisaient que masquer les désaccords dans les principes. Mais ils ont découvert dans la Résistance que leurs accords étaient autrement profonds qu'ils ne le croyaient eux-mêmes. Ils ont découvert chez les autres les mêmes idéaux et les mêmes aspirations. Des valeurs se manifestèrent comme n'étant pas l'apanage exclusif d'un seul groupe qui fût en pleine possession de toute la vérité.

De cette expérience naquit une forte tendance vers l'unité nationale. Elle s'est incarnée dans le Parti du Travail. L'idéal de la *doorbraak* (brèche) lui est essentiel. Il veut dépasser toutes les oppositions classiques dans la politique hollandaise : opposition confessionnelles, oppositions de classe. Il se fonde donc sur les idéaux communs à tous.

Mais il faut savoir en outre que le Parti du Travail est d'origine socialiste. Le socialisme hollandais était originairement du vrai marxisme, mais peu à peu il changea d'allure et après la guerre il réapparut sous

une forme nouvelle. Ses tendances fondamentales sont à comparer avec celles du personnalisme de Mounier. Marquons quand même la différence. Dans le cas hollandais il s'agit d'un parti politique.

Ce parti est-il populaire aux Pays-Bas? Voici quelques résultats d'élections :

	1946	*1948*	*1952*
KVP (catholique) ...	32	32	30
PvdA (travailliste) ...	29	27	30
AR (conservateur)..	13	13	12
VVD (libéral)	6	8	9
CPN (communiste) ..	10	8	6
CHU (protestant) ...	8	9	9
StG (protestant) ...	2	2	2
KNP (cath. dissident).	1	1	2

KVP : *Katholieke volkspartij* (parti populaire catholique).
PvdA : *Partij van de arbeid* (parti du travail).
AR : *Anti-revolutionnaire* (*partij*) (parti contre-révolutionnaire).
VVD : *Volkspartij voor vrijheid en democratie* (Parti populaire pour la liberté et la démocratie).
CPN : *Communistische partij Nederland* (parti communiste « Pays-Bas »).
CHU : *Christelijk historische unie* (union chrétienne historique).
StG : *Staatkundig-gereformeerde* (*partij*), parti de politique réformée (le mot réformée est à prendre au sens religieux).
KNP : *Katholieke nationale partij* (parti national catholique).

Ce tableau donne les résultats d'après le nombre de sièges obtenus dans la chambre des députés. En raison d'une loi électorale fort compliquée ce nombre

ne correspond pas exactement au pourcentage des voix obtenues, qui est pour le Parti Catholique dans les élections de 1952 28,67 % et pour le Parti du Travail 28,97.

On voit donc dans le tableau que le Parti du Travail attire beaucoup de Hollandais. Le progrès réalisé en 1952 provient de la perte des communistes et des partis confessionnels. Quel est le pourcentage des catholiques qui ont voté pour le Parti du Travail? Dans les milieux de ce parti on l'estime à 12-14 %. A vrai dire, ceci nous semble un peu exagéré. Nous ne croyons pas qu'il dépasse 10 %. En général — et il y a donc des exceptions — les catholiques sont peu favorables au Parti du Travail. On n'a pas encore oublié le socialisme d'autrefois, ce qui fait qu'on regarde le Parti du Travail avec méfiance. La position des membres catholiques du Parti du Travail est assez souvent très difficile dans les milieux catholiques.

Le grand parti catholique a perdu deux sièges au profit du Parti National Catholique. Celui-ci a été formé par des catholiques mécontents de la politique suivie en Indonésie et hostiles en même temps à la collaboration du Parti Catholique Populaire avec le Parti du Travail. Le Parti National Catholique a un caractère plutôt conservateur. Il exprime les tendances de la bourgeoisie catholique qui s'oppose le plus aux tentatives étatistes du Parti du Travail.

II. — Le mandement épiscopal

Le 1er mai 1954, les évêques hollandais ont publié un mandement à l'adresse des catholiques des Pays-Bas. Ce mandement se divise en trois parties. La première donne les principes et la justification de leur intervention; la deuxième parle de la construction d'un ordre

social chrétien; la troisième met les fidèles en garde contre les courants a-chrétiens.

Disons d'abord quelques mots sur les principes. « Toute notre attitude devant la vie doit être intégrée dans notre élévation spirituelle d'enfants de Dieu par laquelle tout prend une valeur pour la vie éternelle. Pour un chrétien la séparation de religion et de vie est impossible[1]. » Comme l'homme est un être social, il doit y avoir une harmonie spirituelle entre la vie personnelle et sociale. Par conséquent, le chrétien doit travailler « à la création d'une société chrétienne, et par là, à l'épanouissement, au développement du royaume de Dieu sur terre. » Et « c'est là la meilleure façon de servir les véritables intérêts du peuple ».

La fondation d'un ordre social chrétien exige dans les circonstances actuelles l'organisation de la vie sociale et économique en corporations de droit public. Il s'agit donc d'appliquer l'encyclique *Quadragesimo Anno*. C'est ainsi qu'on veut arriver à une juste répartition des biens terrestres, à sauver le droit de propriété privée et à enlever les causes d'une lutte des classes. Cet ordre social n'est pas visé pour lui-même, mais comme une disposition et une ambiance dans laquelle la vie chrétienne puisse s'épanouir.

Une loi réglant l'organisation de la vie économique et sociale en corporations de droit public a été promulguée en 1950, mais son exécution se heurte à beaucoup de difficultés. Pour arriver jusqu'au but on a besoin d'organisations catholiques, politiques et sociales.

Cette loi est, en effet, le résultat d'un compromis entre les deux grands partis. Or, dans les milieux socialistes, on veut se servir de ces corporations pour arriver à un socialisme d'État, tandis que les catholiques veulent sauver autant que possible l'indépendance indivi-

1. Nous nous sommes servis d'une traduction officielle française du mandement, qui est hors de commerce.

duelle. Pour faire contre-poids à la tendance socialiste les catholiques ont besoin de s'organiser. Un socialisme d'État n'est pas une situation saine; il risque d'aboutir à une dépersonnalisation et un nivellement général.

Pour cette raison, les catholiques doivent rester unis dans leurs organisations. Une organisation aura plus d'influence que des individus dispersés. On voit donc le sérieux de l'affaire. Au nom d'un ordre social chrétien auquel on attribue une valeur dispositive pour le salut des âmes, on demande aux catholiques de s'organiser solidement. Les évêques savent bien qu'ils demandent ainsi de grands sacrifices « mais ils doivent d'abord prendre garde à *l'ensemble* puisqu'ils portent la responsabilité du salut spirituel et éternel de *tous* » (soulignés dans le texte).

Deux aspects sont ici entremêlés. Nous savons déjà qu'on a besoin d'organisations pour réaliser l'ordre social chrétien, et nous connaissons la valeur que les évêques y attachent. L'autre aspect c'est que les organisations ont pour ainsi dire une valeur intrinsèque. On voudrait les maintenir même si elles devaient être privées de leur action sur la vie sociale et économique. Ici, les évêques se heurtent à une opposition latente. Il y a comme une « fatigue » spirituelle. Les organisations ont perdu beaucoup de leur attrait, et surtout les jeunes « en ont marre ». Les évêques ne sont pas du tout aveugles ni pour l'antipathie parmi les jeunes ni pour l'apathie parmi les plus âgés, ni pour les défauts des organisations existantes. Ils sont d'accord avec tout le monde sur la nécessité d'un rajeunissement. Mais en même temps ils veulent maintenir le principe. Ils considèrent les organisations comme des moyens de formation spirituelle et religieuse de leurs membres. Même l'affiliation « passive » a sa valeur : « Ces membres (passifs) sont et se sentent aussi liés à la communauté catholique et ils sont protégés contre les dangers qui les auraient menacés dans une autre organisation. Ils

reçoivent leurs informations de bulletins professionnels et de journaux catholiques, ainsi ouverts à toute sorte de bonnes influences découlant de nos organisations. ... (Ils) servent au moins leurs intérêts dans un cadre où les bons principes sont respectés tout en s'ouvrant pour une influence spirituelle, culturelle et sociale, et que par leur affiliation ils collaborent du moins à l'ensemble en vue d'un juste règlement de l'ordre social ». Ce texte manifeste assez clairement les intentions des évêques. Il s'agit de maintenir l'influence de l'Église. Car la crise religieuse commence à se manifester aux Pays-Bas. Nous avons déjà mentionné que 17 % de la population se sont déclarés « laïques », c'est-à-dire qu'ils ne se considèrent plus comme appartenant à une organisation religieuse. (Il ne s'agit pas d'athéisme ou de théisme, mais de l'appartenance à une Église. On prend donc le mot « laïque » dans un sens spécial.) Or, en 1930, ces « laïques » ne formaient que 6 % de la population. C'est donc une crise religieuse assez grave. Ces « laïques » sont assez souvent d'origine protestante, mais on trouve aussi parmi eux un nombre assez grand de catholiques. La situation religieuse dans les grandes villes devient de plus en plus inquiétante. A Amsterdam il y a des paroisses dont 70 % des paroissiens ne sont plus pratiquants, tandis que la moyenne pour le total du pays ne dépasse pas 25 à 30 %, et qu'il y a même des régions où 100 % de la population sont encore pratiquants. Dans cette situation les évêques veulent avant tout maintenir. C'est la première chose à faire. Il s'agit donc d'une volonté de conservation qui nécessairement fait l'impression de conservatisme.

Les catholiques entrant en d'autres organisations échappent aux influences de l'Église. Dans des cas individuels cela peut être sans danger, mais on risque toujours que d'autres moins forts suivent l'exemple. C'est une maxime de la prudence hollandaise : personne ne peut faire ce qui est dangereux pour la majorité...

Privé des influences chrétiennes, on s'expose dans les organisations neutres aux influences a-chrétiennes. Aux yeux des évêques c'est surtout le cas dans l'Union Néerlandaise des Syndicats et dans les Associations Socialistes. « C'est vrai que le socialisme aux Pays-Bas essaye de se détacher du pur matérialisme, mais il est encore loin du christianisme. L'on doit craindre à juste titre que la majorité de ceux qui sont affiliés aux associations socialistes vive sans religion positivement chrétienne. Souvent l'on trouve les adversaires de l'influence chrétienne sur notre peuple et les promoteurs de l'Union Humaniste dans les rangs des socialistes. » Partant de ces considérations les évêques déclarent « que cette affiliation apporte de grands dangers aux grands groupements ouvriers pour la conservation de leur sens religieux et pour le caractère chrétien de notre nation. Pour cette raison ils maintiennent le verdict qu'il est défendu à un catholique d'être membre d'associations socialistes... et que les saints sacrements doivent être refusés — et en cas de mort sans conversion même les obsèques religieuses — au catholique connu comme membre d'une association socialiste ou qui — sans être affilié — lit régulièrement des écrits ou des journaux socialistes ou assiste régulièrement à des réunions socialistes ».

Veut-on donc garder les fidèles dans un superbe isolement? C'est ainsi que la grande majorité des non-catholiques l'a compris. Mais ce n'est pas exactement le sens. La position catholique est entre les deux extrêmes. Avec les partis protestants qui sont plus conservateurs, on a en commun la volonté de construire une société chrétienne, tandis que « l'on devra comprendre que les conséquences sociales que nous devons tirer de l'Évangile nous rendent ouverts aux efforts sociaux qui viennent d'un autre côté en tant qu'ils sont dans la ligne de ce que demandent la nature humaine et la structure sociale de la société ». Mais cette collaboration présup-

pose toujours « union entre nous et *de là* collaboration avec d'autres, tout en maintenant notre propre indépendance ».

On ne veut donc pas de l'isolement. Mais d'autre part on n'est pas du tout favorable à l'idée de la « brèche ». Ici nous entrons dans le domaine politique. Les évêques envisagent plus spécialement l'équipe catholique dans le Parti du Travail. Ils ont déclaré : premièrement qu'un afflux au Parti du Travail est une aussi grande perte pour notre propre Parti Catholique. Deuxièmement, que les conséquences d'un tel afflux sont incalculables, surtout en ce qui concerne la réalisation d'un programme social catholique dont dépendent trop de choses importantes; d'autant plus que l'afflux ne se limitera pas au parti politique mais qu'il s'étendra vraisemblablement aux syndicats socialistes et aux autres domaines de la vie publique. Troisièmement que ce Parti n'offre aucune base ni garantie pour une politique véritablement chrétienne. Quatrièmement que la participation des catholiques à ce Parti entraîne une grave responsabilité à cause même du soutien direct ou indirect que ce parti apporte aux courants a-chrétiens. Donnons un bref commentaire sur ces points. Le premier est une évidence. Quant au deuxième les évêques avaient déjà déclaré que les catholiques qui adhèrent au Parti du Travail préparent également la voie à un plus grand afflux de catholiques vers les syndicats, la presse et la radio socialistes. Nous avons vu l'attitude de l'épiscopat sur ce point.

Quant au troisième point : « Il n'y a pas de politique chrétienne authentique sans principes chrétiens et sans accord sur ces principes... Il est de fait toutefois que le parti du travail n'agit pas selon un principe chrétien, ni peut le faire, car au sein de ce parti domine de fait une attitude devant la vie qui ne veut rien connaître des principes et des idéaux sacrés pour les chrétiens. » On doit avouer que dans un certain sens, c'est là toute

a raison d'être de ce parti. Les évêques veulent arriver
la construction d'une société formellement chrétienne,
dans laquelle la gloire de Dieu et le salut éternel des
ommes sont acceptés comme première norme de toute
ctivité et de tout effort humains », tandis que le Parti
u Travail part du principe que c'est un idéal impossible
t même injuste dans un pays profondément divisé quant
ses opinions religieuses. Une politique vraiment cons-
ructive doit s'inspirer d'idéaux communs à tous, accep-
ables pour les chrétiens comme pour les non-chrétiens.
a réalisation d'un tel ordre ne sera ni chrétienne ni
-chrétienne, mais au delà de cette distinction. Les
eux groupes doivent pouvoir trouver dans cette société
n plein épanouissement. Contre une tendance analogue
es évêques ont posé : « Si le Christ, la pierre angulaire,
st enlevé, le bâtiment tout entier s'écroulera », et
Construire une société non orientée vers Dieu c'est
eprendre la construction de la tour de Babel ».

Les évêques reprochent donc au Parti du Travail un
éché d'omission. Mais il y a plus. Ainsi nous arrivons
u quatrième point de la déclaration : le soutien prêté
ar le parti aux courants a-chrétiens. Il s'agit ici de
Union Humaniste et de la Société pour la réforme
exuelle. La dernière n'a qu'une importance secondaire.
n a déjà parlé du nombre toujours croissant de « laï-
ues ». Or l'Union Humaniste se croit appelée à exercer
ne sorte de ministère parmi eux. Elle veut les gagner
ux principes moraux et traditionnels qui sont à la base
e la civilisation occidentale. En 1953 elle a demandé
autorisation d'instituer une « aumônerie » dans l'armée
éerlandaise, traitée à pied d'égalité avec les autres
umôneries. Ceci a provoqué un ouragan d'indignation.
e Parti du Travail a défendu le projet humaniste dans
s discussions à la Chambre des députés. Le mande-
ent fait allusion à ces faits : « Nous devons nous
pposer à chaque effort en vue de mettre sur le même
lan en droit et en fait le soin spirituel qu'accomplit

l'Église et le soin de l'Union Humaniste. Et il faut éviter à tout prix que l'État semble prendre à sa charge de stimuler un soin spirituel qui, en fait, est sans Dieu ». Les évêques ont vu dans cette attitude du parti la manifestation d'un laïcisme (au sens ordinaire du mot), et c'est là une des raisons principales pour lesquelles ils rejettent l'affiliation de catholiques au Parti du Travail.

Voulant respecter la liberté politique ils laissent la décision à la conscience des membres catholiques du parti. Mais, ils déclarent qu'ils croient que la méthode de la « brèche » n'est pas justifiée. Voilà donc une position extrêmement délicate. Tout au long du mandement les évêques ont parlé comme les pasteurs, établis par Dieu, investis d'une autorité spirituelle; mais sur ce point ils n'imposent pas absolument leurs vues, tout en exerçant, sans donner un ordre, une pression morale sur les consciences de leurs fidèles.

III. — Les réactions

Le mandement correspond assez fidèlement à la mentalité d'un grand nombre de catholiques hollandais. Pour eux il ne pose aucun problème. On cesse de s'en étonner quand on connaît la famille catholique hollandaise. Elle fait un peu tout « à la catholique ». On ne lit que des journaux catholiques, on n'écoute que la radiodiffusion catholique, les enfants vont à des écoles catholiques et font du scoutisme catholique, le papa est membre d'au moins une association catholique, et si la maman a encore quelques moments perdus elle aussi fait de l'action catholique. Nous n'exagérons pas et de telles familles ne font pas exception. Comme toute la vie privée est imprégnée de catholicisme, l'idéal d'un ordre social chrétien ne fait aucune difficulté et l'autorité épiscopale pas non plus.

Dans les milieux intellectuels on est plus critique. uelques-uns ne sont pas du tout partisans de cette rganisation de la vie économique préconisée par les vêques; d'autres ont des doutes sérieux sur sa possiilité et ils craignent les pires conséquences en cas échec. D'autres encore se demandent où il en est de distinction entre le pouvoir indirect et direct de Église dans le temporel. Ils reconnaissent bien le pouoir indirect, mais ils ne voient plus comment on peut parler quand les évêques se font les champions de organisation de la vie économique en corporations de roit public.

En général on veut bien admettre que les évêques ont gi pour le salut des âmes. Mais on leur reproche de 'avoir envisagé que l'intérêt spirituel des ouvriers, ndis que les intellectuels se sentent mis devant une tuation impossible. Une attitude œcuménique est en aveur. On a de fréquents contacts avec les protestants on collabore en plusieurs domaines, mais à titre prie. Les intellectuels sont beaucoup moins organisés. s craignent que ces contacts ne soient rompus. Puis, s ont une autre conception de l'apostolat de l'Église. e mandement manifeste une préférence pour l'apostlat à l'intérieur de l'Église. C'est compréhensible uand on pense au fait que c'est justement l'apostasie ui l'a inspiré. Les milieux intellectuels ont une préérence pour l'apostolat parmi les acatholiques. Ils avent comment les convertis se sentent gênés par tout et appareil d'organisations catholiques. Ils constatent u'une organisation ne fait jamais des conversions, mais ien l'individu.

Tout cela prend encore d'autres proportions quand s'agit du catholique dans le Parti du Travail. Disons 'abord que le Parti du Travail se sent atteint dans son œur. Il voit sa position minée par le mandement épisopal, et ses intentions méconnues. Loin d'être partisan 'un laïcisme, il veut créer dans un pays divisé sur le

plan religieux les conditions dans lesquelles chaque groupe peut suivre librement sa conscience. Pour cette raison il a voté aussi bien pour les « aumôniers » humanistes que pour la subvention de l'enseignement supérieur libre.

L'équipe catholique dans le Parti du Travail a différé sa réponse au mandement jusqu'au mois de février. La décision de la majorité est contraire aux vœux des évêques. Citons l'essentiel de la déclaration faite par le président de l'équipe : « Les délibérations approfondies n'ont pas fait changer notre conviction que l'idée de la « brèche » est plus conforme à la situation religieuse et politique que le système de partis confessionnels. » Il y a donc des considérations d'ordre politique. Un parti unitaire d'un caractère obligatoire risque de paralyser l'intérêt pour la politique, et l'efficacité dans ce domaine. Car les buts dont parlent les évêques sont plutôt d'un ordre méta-politique. Ils sont capables de réunir des éléments d'ailleurs hétérogènes sur le plan proprement politique.

Il y a aussi des considérations d'ordre religieux. On redoute l'identification de l'Église avec un parti politique, et la confusion du spirituel et du temporel. « Le glaive de l'Église n'est pas un parti politique, mais la Parole de Dieu. » Et « parce que nous savons par expérience que la puissance politique a été comme un mur entre l'Église et l'âme du peuple, nous le considérons comme une vocation de travailler à la création d'une ambiance dans laquelle l'Église peut remplir sa mission spirituelle sans entraves ».

Mais ce qui a inspiré en dernier lieu la décision, c'est la méditation sur le mystère même de l'Église « qui de nos jours exige une « brèche » du christianisme vers le monde où on est avide d'un témoignage prophétique de l'Église ».

Il nous reste encore à dire quelques mots sur les réactions dans les autres milieux. On a considéré l

nandement un peu partout comme un document poli-
que. Dans les milieux libéraux on y a vu une atteinte
la liberté de conscience, voire aux fondements de
a démocratie. Les non-catholiques qui ont entrevu sa
ignification spirituelle ne tiennent pas à cette société
hrétienne qu'on veut leur imposer. « L'Église catho-
que n'omet rien qui puisse activer l'antipapisme latent
u'on trouve encore dans notre population. »

Dans quelques milieux protestants, on est aussi fort
ttaché au caractère chrétien de la nation et on tient
eaucoup à ses organisations confessionnelles. Là aussi
n est méfiant à l'égard du socialisme. Le président de
Union des Syndicats protestants a même déclaré qu'il
'avait qu'un seul reproche à faire : les évêques n'ont
as été assez sévères pour les socialistes. D'autres
ilieux protestants en sont moins contents. Il y a une
pposition de principe qui relève de la conception pro-
estante de l'Église et de son autorité et du rapport
ntre la foi et la vie profane : L'Église n'a pas le droit
e lier la conscience individuelle. Elle peut l'éclairer par
a prédication de la Parole, mais la décision ne dépend
ue de l'individu. L'Église a bien le droit de juger les
artis politiques, mais la seule norme qu'elle est en droit
'appliquer est si le parti s'ouvre ou bien se ferme à
a Parole. La mission de l'Église est la prédication du
nessage du Christ dans toutes les structures sociales et
conomiques, quelles qu'elles soient. Sinon, on rend
e Salut dépendant des facteurs humains. Leur attitude
l'égard du mandement repose donc en dernier lieu
ur leur conviction de la Transcendance de la Parole
t du caractère tout à fait spirituel de l'Église. L'opi-
ion protestante est le mieux exprimée dans ce mot d'un
rofesseur protestant : Nous autres, protestants, nous
oulons former des adultes, tandis que vous vous appli-
uez à la formation d'enfants.

Qu'est-ce donc que l'essentiel du conflit? Les parti-

sans de la « brèche » veulent libérer l'Église du poids des organisations. Ils aiment à voir « des chrétiens partout ». Pris par l'idée d'un essor de l'Église, ils sont plein d'optimisme. Les évêques au contraire voient plutôt le déclin de l'Église dans bien des milieux. Il faut avant tout garder les contacts avec la masse par tous les moyens possibles. Ainsi les organisations ne sont pas des entraves mais des moyens précieux d'apostolat. Tout le conflit est donc situé sur le niveau de la prudence.

A.-J. Arntz.

Imprimerie Aubin, Ligugé (Vienne).
D. L., 4e trimestre 1955. — Imprimeur, n° 1.194.
Directeur gérant : R.-C. Chartier, N.M.P.P.